

# L'influence du Pakistan

Comment le Pakistan déploie sa stratégie d'influence dans le contexte de sa rivalité avec l'Inde ?



Jean-Baptiste Ajacques, Théo Bastoul, Jean Estève, Eric Gallay, Stanislas Gomez, Marie Jausions, Grégoire Louineau, Thomas Salasca

## Introduction

Le 14 août 1947 naissait l'état pakistanais, dans un contexte de tension extrême avec la république de l'Inde, second état créé par la partition des Indes. La rivalité qui anime ces deux pays a suivi une logique continue de compétition, de contestation et de confrontation. Que ce soit la session du Pakistan oriental, devenu Bangladesh, les opérations menées au Kashmir ou la course à l'armement qui a permis aux deux États de se hisser dans le cercle très fermé des puissances nucléaires, cette rivalité s'est exprimée et s'exprime toujours sur l'ensemble du spectre géopolitique et avec des stratégies d'influence élaborées et affirmées.

L'influence peut se définir comme un pouvoir social et politique d'un état, lui permettant d'agir sur le cours des événements. Dans le domaine des relations internationales, que ce soit sur les aspects géographiques, économiques ou culturels, l'influence d'un état est intrinsèquement liée à sa puissance politique. En effet, il s'agit foncièrement de sa capacité à imposer sa volonté, son point de vue, ses normes et ses décisions en général, tout en résistant aux tentatives similaires venant d'autres acteurs. L'origine étymologique du mot puissance, potestas en latin, renvoie d'ailleurs à la notion de pouvoir, dans le sens de la domination comme de la souveraineté. Pour affirmer sa puissance à l'extérieur de ses frontières, un état doit être en mesure d'orienter son influence pour avoir un rayonnement au niveau régional ou mondial, sur les terrains de l'économie, de la politique étrangère aussi bien que sur le plan militaire.

Ce rapport vise à étudier comment le Pakistan déploie une stratégie d'influence protéiforme dans le contexte de sa rivalité avec l'Inde au XXIème siècle, par rapport aux acteurs régionaux de la zone asiatique immédiatement à ses frontières comme la Chine, l'Iran et l'Afghanistan, mais également en projection sur l'ensemble du sous-continent indien et dans la péninsule arabique.

Dans un premier temps le soft power pakistanais sera analysé, avec les axes diplomatiques, culturels et religieux. Puis, le rapport présentera la puissance militaire du pays et notamment sa posture nucléaire. Dans un troisième temps l'influence du Pakistan sera étudiée sous le prisme économique, sur les différents terrains d'affrontements avec l'Inde dans la région. Enfin, la dernière partie portera sur les aspects cyber de l'influence pakistanaise.

## Table des matières

<b>I. Le soft power pakistanais.....</b>	<b>5</b>
<b>I.1 Aparté historique : l'objectif de désencerclement pakistanais .....</b>	<b>5</b>
<b>I.2 La religion, outil d'influence régionale .....</b>	<b>6</b>
<b>I.3 L'islam à l'international, religion fédératrice du nationalisme pakistanais.....</b>	<b>8</b>
Étude de cas : le French bashing .....	9
<b>I.4 L'influence des militaires pakistanais sur leur gouvernement .....</b>	<b>11</b>
I.4.1 Une relation civilo-militaire historique .....	11
A. La relation belliqueuse Inde/Pakistan aux origines de la présence de militaires sur la scène politique pakistanaise.....	11
B. L'implantation des militaires pakistanais sur la scène politique depuis l'indépendance de 1947 .....	12
I.4.2 Le rôle accepté des militaires sur la scène politique du Pakistan .....	14
A. Les autres moyens d'influence de l'armée pakistanaise sur la scène politique .....	14
B. Entre politique étrangère de l'armée pakistanaise et sa relation avec l'ancien Premier ministre Imran Khan .....	16
<b>I.5 Représentation du Pakistan dans les organisations internationales.....</b>	<b>20</b>
I.5.1 Le Pakistan dans les organisations internationales.....	20
A. Le Pakistan au sein de l'ONU .....	20
B. Le Pakistan au sein des organisations régionales : le modèle islamique .....	21
I.5.2 Le positionnement pakistanais vis-à-vis de l'Inde au sein des organisations internationales.....	22
I.5.3 Le rôle du Pakistan après la prise du pouvoir par les Taliban en Afghanistan.....	24
I.5.4 La position du Pakistan dans les organisations internationales après l'invasion de l'Ukraine par la Russie .....	26
<b>II. Hard Power.....</b>	<b>27</b>
<b>II.1 La dissuasion conventionnelle et nucléaire comme outil de stabilisation régionale.....</b>	<b>27</b>
II.1.1 La nucléarisation du Pakistan en réponse à l'Inde .....	27
II.1.2 L'équilibre dans la région Asie du Sud-Est .....	28
II.1.3 La doctrine nucléaire pakistanaise .....	28
<b>II.2 La constitution d'un réseau d'alliances militaires pour contrer celui de l'Inde .....</b>	<b>29</b>
II.2.1 Relation tumultueuse avec les États-Unis.....	29
II.2.2 L'industrie de défense pour se constituer un nouveau réseau d'alliances .....	30
II.2.3 Alliances à vocation opérationnelle qui se montrent via des exercices et des déploiements.....	31
<b>II.3 L'Inter-Service Intelligence Directorate est un outil majeur dans la stratégie d'influence du Pakistan .....</b>	<b>31</b>
II.3.1 L'influence de l'ISI sur la politique pakistanaise .....	32
II.3.2 La mise en œuvre de réseaux islamistes par l'ISI lui donne des capacités d'action et d'influence à l'échelle mondiale .....	33
II.3.3 La proximité entre l'ISI et les services occidentaux lui permet de protéger ses alliés.....	35
<b>II.4. La mise en œuvre de déploiements internationaux de forces armées comme outil d'influence .....</b>	<b>36</b>
II.4.1 Le Pakistan participe aux missions sous mandat international pour aguerrir ses forces armées et renforcer sa posture de dissuasion conventionnelle .....	36
II.4.2 Le déploiement de forces armées permet de renforcer les relations bilatérales entre le Pakistan et les pays hôtes .....	38
II.4.3 Le recours à des mercenaire comme outil d'influence discret .....	39
<b>III.1. Introduction : historique de l'économie du Pakistan .....</b>	<b>40</b>
<b>III.2. État de l'économie pakistanaise face à la crise du Covid-19. ....</b>	<b>40</b>
III.2.1. L'incidence du Covid-19 sur l'économie Pakistanaise .....	41
III.2.2. L'économie Pakistanaise post-Covid-19.....	42
<b>III.3. La relation Sino-pakistanaise .....</b>	<b>43</b>
III.3.1 CPEC : China-Pakistan Economic Corridor.....	43
III.3.2. L'impact du corridor sur l'économie pakistanaise.....	44
<b>III.4. Synthèse des forces et faiblesses de l'économie pakistanaise .....</b>	<b>44</b>
<b>III.5. Relations économiques difficiles entre l'Afghanistan et le Pakistan .....</b>	<b>45</b>
<b>III.6. Guerre économique avec l'Inde.....</b>	<b>46</b>

III.6.1. Guerre du “Riz basmati” .....	46
III.6.2. Guerre de l’eau .....	47
III.6.3. Influence économique au Bangladesh et au Myanmar .....	48
<b>III.7 Luites d’influence économique dans les pays du Golfe .....</b>	<b>49</b>
III.7.1 Le Pakistan historiquement proche des pays du Golfe .....	49
III.7.2 Une coopération avant tout militaro-stratégique .....	51
III.7.3 Une remontée en puissance de l’Inde dans la région - retournement d’alliance .....	52
<b>IV. La cyber sécurité, un facteur d’influence au Pakistan .....</b>	<b>55</b>
<b>IV.1. Stratégie de cyber sécurité au Pakistan.....</b>	<b>55</b>
IV.1.1 Le Pakistan et internet .....	55
IV.1.2 L’administration cyber Pakistanaise.....	55
<b>IV.2 Guerre de l’information entre l’Inde et le Pakistan .....</b>	<b>57</b>
IV.2.1 État de lieux de l’utilisation d’internet et des réseaux sociaux au Pakistan et en Inde .....	57
IV.2.2 Le Pakistan et les réseaux sociaux .....	57
IV.2.3 Une cyber guerre également menée par les populations.....	58
<b>IV.3. Cyber espionnage et la guerre de l’eau avec l’Inde.....</b>	<b>59</b>
IV.3.1 Le Traité de l’Indus.....	59
IV.3.2 Les tensions liées aux infrastructures .....	59
IV.3.3 Du cyber espionnage de plus en plus important .....	59
<b>IV.4 Quel avenir pour cette cyber guerre .....</b>	<b>60</b>
IV.4.1. Le Pakistan, terre promise de la cyber sécurité .....	60
<b>V. Conclusion .....</b>	<b>61</b>
<b>VI. Sources .....</b>	<b>62</b>

## I. Le soft power pakistanais

### I.1 Aparté historique : l'objectif de désencerclement pakistanais

Le départ précipité des Américains de la terre afghane suivi de la chute rapide du gouvernement d'Ashraf Ghani et la promulgation d'un Émirat Islamique d'Afghanistan par les Taliban comblent un vide diplomatique et géopolitique crucial que le voisin pakistanais n'avait pas connu depuis plusieurs décennies.<sup>1</sup>

Islamabad est en effet prise en étau depuis que la couronne britannique a décidée de la partition des Indes en 1947 qui a de ce fait rendu le Pakistan musulman livré à lui-même dans une position géopolitique plutôt isolée. Ce dernier était en effet à l'époque encerclé au sud par l'Inde hindouiste et au nord par la monarchie afghane de Mohammed Zaher Shah dont le modèle sociétal (de l'élite notamment) était imprégné des mœurs de sociétés occidentales ; la plupart de ces dernières devenant au fil du temps (mai 1969) de plus en plus agnostiques. Le désintéressement de la cour afghane du sort des populations les plus reculées et régions notamment par des traditions ancestrales coûteront finalement au Shah sa couronne et son trône en 1973. Nous sommes alors en pleine Guerre Froide.<sup>2</sup>

Dans cette lutte des blocs, le ralliement tardif du Pakistan voisin à Washington poussera l'URSS à déclencher l'invasion de l'Afghanistan (1979-1989) et à imposer un gouvernement athée d'obédience soviétique plutôt hostile vis-à-vis de son voisin du sud. Washington et Riyad, tous deux liés par le pacte de Quincy (1953) s'accorderont de ce fait pour financer et armer la résistance anti-communiste et notamment les moudjahidines de Gulbuddine Hekmatyar et de Ben Laden via les zones pachtounes pakistanaise afin de leur permettre de mener une guerre d'attrition (religieuse, les combattants de la liberté étant manipulés contre l'envahisseur communiste athée à des fins géopolitiques) qui fera éventuellement tomber le régime pro-soviétique en 1989.<sup>3</sup>

La chute de l'URSS deux ans plus tard, précédée par la guerre du Golfe déclenchée fin 1990 permettra aux Américains de s'implanter durablement dans les pétromonarchies et notamment en Arabie saoudite, fer de lance et exportateur mondial (notamment au Pakistan) d'un islam ultra-rigorigiste sunnite d'obédience salafiste. Cependant, le comportement inapproprié des troupes américaines sur le territoire doublement sacré de l'islam (La Mecque et Médine) ainsi que la politique pro-israélienne mise en place par l'administration Clinton irritera Riyad au plus haut point. Ces événements pousseront, de fait, graduellement la couronne saoudienne à éjecter les militaires américains hors de son territoire, les éléments les plus radicaux menés par Ben Laden fomentant en parallèle les attentats du 11 septembre.<sup>4</sup> En réponse, les États-Unis de G. Bush déclencheront l'invasion de l'Afghanistan la même année, le régime taliban de l'époque (au pouvoir depuis les guerres intestines afghanes qui ont poussé ces affidés à renverser l'État Islamique d'Afghanistan en 1993 avec l'aide de l'intelligence pakistanaise) est en effet accusé de couvrir Al-Qaeda et sa hiérarchie. Rapidement renversé, le premier gouvernement taliban (1996-2001) trouvera refuge dans la zone pachtoune du Pakistan voisin et sera remplacé par différentes administrations de façade placées sous joug américain. Ben Laden ne sera retrouvé et exécuté qu'une décennie plus tard à Abbottābād en 2011.<sup>5</sup>

---

<sup>1</sup> *Afghanistan : l'ex-président Ashraf Ghani assure que sa fuite n'a pas été préparée*, 2021.

<sup>2</sup> *Mohammed Zaher Shah, le dernier roi d'Afghanistan*.

<sup>3</sup> Pakzad, 2001.

<sup>4</sup> Hinnebusch, 2015.

<sup>5</sup> Chalier, 2013.

## I.2 La religion, outil d'influence régionale

Il est crucial de souligner que le Pakistan, deuxième pays musulman au monde (après l'Indonésie) est composé de près de 200 millions d'habitants majoritairement adepte d'un islam sunnite (avec tout de même 15 % de Chiites) et dont la religion, vectrice de la stabilité politique représente surtout le socle même de l'identité du pays. Ainsi pour une question d'équilibre et de gestion gouvernementale, il est primordial pour les administrations successives d'user de cette identité islamique de courant notamment salafite et tabligh comme outil de sécurisation politique et de fidélisation de la population vis-à-vis du pouvoir (comme nous le verrons au prochain chapitre)<sup>6</sup>.

Sur le plan géopolitique, l'utilisation de la religion de manière quasi-panislamique confère au gouvernement une certaine légitimité dans la conduite de ses actions pour influencer au niveau régional (Afghanistan, Cachemire, pourquoi pas au Xinjiang) et/ou à l'international (Afrique, Europe) notamment en instrumentalisant les dérives islamistes que procurent l'islam radical (salafisme takfir par exemple prônant le djihad armé) à des fins de politique régionale.

Il est de ce fait compliqué de dissocier l'usage de la religion comme outil de soft power, tant les éléments les plus radicaux de cette dernière peuvent être manipulés à des fins politiques et géopolitiques plus violentes.

Si l'on reprend les événements de manière chronologique, les faits survenus en août dernier, conséquences de la guerre d'attrition qu'auront subit les Américains durant deux décennies au même titre que les Soviétiques dans les années 1970 auront graduellement poussé l'administration Trump puis Biden à enclencher une dynamique progressive de retrait des forces américaines en présence, jusqu'à un désengagement définitif qui prendra fin de manière désordonnée en 2021.

L'objectif stratégique d'Imran Khan, premier ministre pakistanais en poste depuis 2019 était de saisir cette occasion afin de sortir définitivement son pays d'un isolement géopolitique hérité depuis près d'un demi-siècle. Pour cette raison, l'intelligence pakistanaise a été mandatée pour fournir une aide logistique et tactique aux Taliban afin de leur permettre de reconquérir l'Afghanistan par le nord, notamment via les zones tadjikes et ouzbèkes (en déstabilisant solidement les réseaux de résistance de ces régions parvenant ainsi à mettre la main sur Kaboul plus aisément) sans pour autant irriter Washington ainsi que la communauté internationale dont Islamabad dépend financièrement.

Ainsi, sans vraiment reconnaître la légitimité du nouveau régime en place sur la scène diplomatique internationale (qui lui vaudrait un retour de flamme contre-productif), la nouvelle théocratie afghane est aujourd'hui censée garantir au Pakistan musulman une profondeur stratégique dans le temps long<sup>7</sup>. Cette nouvelle assise est doublement performante car elle s'inscrit dans un schéma d'inversion du rapport de force vis-à-vis de l'Inde hindouiste tout en lui permettant de rehausser son pouvoir de négociation face à la Chine communiste. Aujourd'hui ces deux gouvernements sont dorénavant préoccupés par l'influence religieuse que la nouvelle alliance Pakistano-Talibane et son multiple lot de réseaux politico-religieux pourraient exercer dans les régions du Cachemire et du Xinjiang<sup>8</sup>.

La stratégie régionale du Pakistan est donc triple. Elle consiste premièrement, comme nous l'avons vu, à sécuriser l'Afghanistan, pays dont les nouveaux dirigeants sont majoritairement

---

<sup>6</sup> *Islam radical : qu'est-ce que le mouvement tabligh ?* 2015.

<sup>7</sup> Imran Khan: «*Nous voulons que la reconnaissance du gouvernement taliban soit une démarche collective*», 2022.

<sup>8</sup> Inalco, 2021.

issus des madrasas pakistanaises d'inspiration déobandiste lui conférant de facto un allié politico-religieux solide lui permettant une flexibilité régionale plus ample<sup>9</sup>. Ceci, dû notamment au fait que la nouvelle théocratie cessera graduellement les relations que l'ex gouvernement d'Ashraf Ghani avait contribué à cultiver avec l'Inde (qui aspirait à en faire son pré carré stratégique) au profit du Pakistan. Les différences d'approches politiques mais surtout religieuses mettent aujourd'hui un coup d'arrêt à la vision mise en place par New Delhi<sup>10</sup>.

Le second aspect de cette stratégie est éventuellement de manipuler les groupes islamistes radicaux (Taliban et nationaux) afin d'utiliser leur doctrine religieuse dont le djihad armé fait partie comme outil de déstabilisation, notamment au Cachemire. Majoritairement musulmane et héritière d'un passé instable, la sous-région a été soumise à la domination de plusieurs empires notamment duranni (en réalité afghan entre 1747-1826) et britannique dont l'administration s'est échinée à lui conférer un statut autonome avec le traité d'Amritsar (1846) à la suite du premier conflit anglo-sikh<sup>11</sup>. La décision de ne pas intégrer ce territoire sous la gestion du vice-roi des Indes fut une décision stratégique de la couronne anglaise visant à créer un point de tension et ainsi détourner l'attention des sujets indiens d'une politique de contrôle interne plus importante. Rattaché à l'Inde lors de la partition de 1947, le Cachemire est devenu source de tensions entre New-Delhi et Islamabad (4 guerres, toutes infructueuses pour le Pakistan) et l'est encore aujourd'hui.

De nos jours, la récente décision prise en 2019 par Narendra Modi d'abroger le statut autonome de la sous-région et d'y déployer 800 000 soldats a contribué à raviver les fractures politico-religieuses dont le Pakistan cherche à tirer profit pour déstabiliser son rival<sup>12</sup>. Sous couvert d'un positionnement qui confère au Pakistan le pseudo-statut de défenseur des minorités religieuses musulmanes d'Inde et du Cachemire, c'est en réalité un outil va-t'en guerre supplémentaire qu'Islamabad possède dans son carquois. Ce dernier est utilisé de manière quasi-automatique comme outil d'ingérence dans la politique domestique indienne (surtout en cette période d'élection) tout en lui permettant de revitaliser, structurer et contrôler le nationalisme religieux pakistanais, vecteur encore une fois de la stabilité politique interne.

Enfin, le dernier volet du triptyque stratégique du Pakistan consiste éventuellement à faciliter l'intégration du géant chinois dans une nouvelle boucle économique Pékin-Kaboul-Kandahar dorénavant envisagée tant par l'administration Khan que par les stratèges économiques de l'empire du milieu. Ces derniers réalisent en effet qu'il est dorénavant possible de contourner le dispositif de contrôle par l'appareil militaire américain des routes, canaux et détroits maritimes mis en place en Asie-Pacifique ainsi que dans l'océan Indien<sup>13</sup>. L'alternative de développer des routes commerciales terrestres traversant l'Afghanistan et le Pakistan, pays plutôt hostiles à la politique américaine requiert cependant l'assurance que ces derniers ne viennent déclarer de Guerre Sainte dans le Xinjiang. C'est encore une fois sur la base d'aspects religieux que ces négociations vont devoir se fonder. En clair, si Islamabad peut garantir aux Chinois qu'ils limiteront les velléités des groupes religieux afghans et pakistanais les plus extrémistes à vouloir libérer le peuple Ouïghour du joug communiste, c'est éventuellement un gain économique indispensable qui pourra bénéficier au développement des deux pays,

---

<sup>9</sup> (Racine, 2015).

<sup>10</sup> *Le Monde.fr*, 2021.

<sup>11</sup> Racine, 2015.

<sup>12</sup> *Le Monde.fr*, 2019.

<sup>13</sup> Inalco, 2021.

sans parler de l'assise régionale que cela garantirait dorénavant au gouvernement d'Imran Khan.<sup>14</sup>

Au-delà de l'aspect régional, Islamabad tend également à se projeter indirectement à l'international notamment en Europe et en Afrique (Sénégal) à travers la mouvance Tabligh et son puissant réseau d'influence. Fondée en Inde dans les années 1960 afin de lutter contre les assauts hindouistes subis par la minorité musulmane, la mouvance s'est vite internationalisée afin de s'exporter au-delà des frontières Sud-Asiatiques et Moyen-Orientales. Adepte d'une islamisation « par le bas », cette mouvance radicale sunnite prône une vision ultra-rigoureuse et de l'islam ainsi qu'une pratique littérale des principes coraniques du VII<sup>e</sup> siècle<sup>15</sup>. Ses adeptes tendent en effet à endoctriner les populations les plus défavorisées, socialement recluses et pratiquement exclues des communautés vers lesquelles elles ont migré. Indépendante mais entretenant des réseaux étroits avec sa région d'origine, la mouvance contrôlerait aujourd'hui approximativement 50 % des mosquées établies en Grande-Bretagne et aurait fortement contribué au départ en Syrie de jeunes Français établis à Lunel.<sup>16</sup>

### 1.3 L'islam à l'international, religion fédératrice du nationalisme pakistanais

Le Pakistan a toujours cherché à se positionner de manière neutre sur la scène moyen-orientale et plus particulièrement depuis les Printemps Arabes de 2010 qui ont vu plusieurs gouvernements être renversés par leur population. Si la majorité des Républiques dites « révisionnistes » a subi un changement de régime (Tunisie, Égypte, Libye, Yémen) d'autres (y compris les monarchies) ont connu de fortes perturbations sociales (Syrie, Liban, Algérie et Bahreïn, Maroc, Arabie saoudite).

Si de multiples facteurs sont à prendre en compte pour analyser le déclenchement de la gronde générale qui a traversé ces pays, un en particulier, i.e. l'inégale répartition ethno-religieuse qui s'est caractérisée au sein d'un certain nombre d'entre eux est une constante importante à prendre en compte. En clair, le fait que le pouvoir alaouite syrien (appartenant à l'islam chiite) en minorité dans le pays, domine sur une majorité de sunnites a été vu au déclenchement de la guerre civile comme une opportunité géopolitique par l'Arabie saoudite (entre autres puissances) d'étendre son influence politico-religieuse et au contraire pour l'Iran de perdre la sienne. Inversement au Bahreïn, le soulèvement déclenché par la majorité chiite afin de chasser du trône la minorité sunnite a été vu par l'Iran comme une opportunité géopolitique d'étendre son croissant d'influence chiite et inversement pour l'Arabie saoudite de perdre un allié direct. Aujourd'hui au Yémen, l'Arabie saoudite et l'Iran se livrent une guerre par proxy interposés, le premier voulant sauvegarder la majorité sunnite au pouvoir, l'autre souhaitant que les Zaydites (appartenant aussi à l'islam chiite) s'imposent définitivement.

Pour toutes ces raisons, il serait en réalité plutôt dangereux pour un Pakistan qui contient une minorité de 15 % à 20 % de Chiites au sein de son territoire de prendre position dans une région moyen-orientale où il n'a pas forcément d'intérêts géopolitiques majeurs<sup>17</sup>. Constamment sollicité par les pétromonarchies et notamment par Riyad pour qu'Islamabad le soutienne dans sa guerre contre les mécréants Zaydites, l'Iran ne se cache pas de rappeler au Pakistan qu'il détient un levier de pression solide, notamment via l'endoctrinement religieux qu'il pourrait exercer sur la vaste majorité de Chiites présent dans le pays. Ce dernier

---

<sup>14</sup> "China's Belt and road initiative", OECD, PDF, 2018.

<sup>15</sup> *Islam radical : qu'est-ce que le mouvement tabligh ?* 2015.

<sup>16</sup> Khedimellah, 2003.

<sup>17</sup> Pakistan', 2022.

ne s'épargne d'ailleurs pas de régulièrement lui signaler qu'il aurait les moyens de déclencher une tentative d'islamisation « par le haut » (tentative de prise de pouvoir par les Chiites similaire à celle qu'a connue l'Iran en 1979 ou semblable à celles qu'ont connu certaines pétromonarchies du Golfe plus récemment) si Islamabad venait à interférer dans sa lutte d'influence régionale. Utopique ? Pas tant que cela.

L'Iran finance, arme et entraîne de multiples factions dont l'Iwa Zainebiyoun, (composée uniquement de Chiites pakistanais) fait partie. Entraînés notamment par le Corps des Gardiens de la Révolution Islamique (CGRI) et mobilisés contre l'État Islamique en Syrie, ces derniers ont pu acquérir une importante expérience au feu et savent aujourd'hui maîtriser les tactiques militaires inhérentes à ce genre de terrains (urbain). Avec une situation plutôt stable aujourd'hui grâce à au soutien de Moscou à Damas, nombre de ces combattants sont démobilisés du terrain syrien et reviennent graduellement au Pakistan ; une menace prise au sérieux par le pouvoir actuel<sup>18</sup>.

Actuellement en lice dans la compétition politique pour briguer un second mandat, Imran Khan veut donc éviter à tout prix éviter de donner le moindre espace aux oppositions politico-religieuses dont les minorités chiites, mais aussi baloutches et pachtounes font partis. Il veut aussi à tout prix éviter que l'Iran ou l'Inde n'ingère dans le processus politique interne sous couvert de lutte religieuse, l'un en influant directement sur les Chiites pakistanais au sein du pays, l'autre en malmenant les minorités musulmanes de son territoire pour affaiblir la réputation d'un dirigeant censé les défendre contre les violences perpétrées par les Hindouistes. Il est donc dans l'intérêt d'Imran Khan de stimuler le nationalisme sunnite pakistanais afin, dans un premier temps, de se renforcer à domicile face aux menaces externes (limiter les manipulations religieuses à des fins politiques), avant de s'attaquer aux revendications sécessionnistes et autres querelles diplomatiques domestiques.

Cependant, Imran Khan est conscient que ce n'est pas n'est pas dans son intérêt politico-religieux de confronter ses voisins iranien et indien frontalement, au risque d'intensifier les tentatives d'ingérence de ces deux pays au même moment, pression qui le mettrait dans une impasse politique majeure. Il a donc décidé de « s'attaquer » à la liberté d'expression de pays lointains, hors zone d'influence directe, notamment Européens (la France par exemple) sur un sujet commun aux Chiites et aux Sunnites : les caricatures du prophète. L'objectif final recherché étant bien de renforcer le nationalisme pakistanais contre ce qu'une grande partie de la population considère être une société européenne décadente afin de solidariser le peuple derrière le pouvoir ; Chiite, Sunnites et autres minorités religieuses musulmanes comprises dans un mouvement politico-religieux étroitement contrôlé par le pouvoir.

#### Étude de cas : le French bashing

La mort de Samuel Patty, professeur d'histoire géographique, en octobre dernier, assassiné par un Tchétchène radicalisé qui l'avait accusé d'avoir diffusé à ces élèves des caricatures considérées comme blasphémant l'islam, a déclenché une profonde vague d'indignation dans l'opinion publique française qui a nécessité une prise de position des pouvoirs publics. Le gouvernement Macron ayant condamné les faits, un projet de loi « confortant les principes républicains » (comprendre : libérer l'islam de France des influences étrangères et le faire adhérer aux valeurs de la République), ne mentionnant plus le terme « séparatisme » a finalement été déposé en novembre 2020, étudié puis voté par les deux Chambres en janvier 2021. Entre-temps, Emmanuel Macron se positionne publiquement lors de différentes prises de parole pour défendre le droit à la caricature, au nom de la liberté d'expression. Cet

---

<sup>18</sup> Analysis - *Iran-backed Zainabiyoun Brigade could become Pakistan's new national security problem.*

événement survient à quelques semaines seulement de la republication par Charlie Hebdo des caricatures ayant conduits les frères Kouachi à assassiner froidement 12 personnes en janvier 2015 et cela pour l'ouverture du procès des commanditaires des attaques du 13 novembre.

Ce triple événement (republication des caricatures, assassinat de S. Patty et jugement) provoque l'ire du Tehrik-e-Labiak Pakistan (TLP), parti islamiste ultra-conservateur et minoritaire au sein du parlement pakistanais qui réussit néanmoins à « alimenter » six mois durant une crise sociale en faisant descendre des milliers de Pakistanais dans la rue ainsi qu'une crise diplomatique en réclamant un départ immédiat de l'ambassadeur français en poste à Islamabad<sup>19</sup>. C'est sur ce type de crise interne, provoqué par des éléments externes à la politique pakistanaise qu'Imran Khan doit jongler afin d'en tirer les meilleurs bénéfices tant aux niveaux domestique que régional et international.

Le Premier ministre pakistanais se doit de composer une stratégie réfléchie qui lui permettra de manipuler l'opinion publique de manière bénéfique pour son actuel mandat ainsi que pour sa potentielle succession l'année prochaine. Obligé a minima de laisser les partis islamistes ultra-conservateurs comme le TLP exprimer leur colère, il décide donc de leur laisser une certaine marge de manœuvre, l'objectif étant triple. Dans un premier temps, fédérer la base électorale ultra-conservatrice pakistanaise contre un bouc émissaire étranger (et ainsi se sauvegarder de potentielles répercussions de ces puissants voisins régionaux)<sup>20</sup>. Dans un second temps, faire traîner le mouvement assez longtemps pour renforcer le nationalisme pakistanais (Chiite et Sunnites compris) et ainsi acheter la paix sociale. Dernier point, dissoudre le TLP afin de rétablir un contrôle politique fort et affirmer que le pouvoir reste maître avant finalement de le laisser se reconstituer à l'approche des élections.

Régionalement parlant, en parallèle de la stratégie mise en place à domicile, il faut rappeler que ces événements surviennent d'octobre 2020 à juin 2021 et que la stratégie d'Imran Khan se joue sur plusieurs niveaux. Ainsi, l'annonce du retrait américain d'Afghanistan aurait potentiellement pu pousser son administration à alimenter cette pression islamiste domestique dans le temps afin de leurrer l'Inde et l'Iran par rapport à l'organisation financière et logistique que l'ISI était en train d'orchestrer en amont de la reconquête talibane afin que ces pays ne considèrent le Pakistan comme trop en proie aux violences internes pour se projeter régionalement. A l'annonce de la prise de Kaboul, ces deux pays (surtout l'Inde) auront perdu de leur influence au sein du sous-continent.<sup>21</sup>

Internationalement finalement, Imran Khan ne peut se permettre d'entretenir de mauvaises relations diplomatiques avec les pays Européens (dont la France) puisque la moitié de ses exportations commerciales lui est destinée. La décision d'une expulsion formelle de l'ambassadeur de France en poste à Islamabad n'était qu'un mirage pour manipuler les ultra-conservateurs du TLP. Le Premier ministre a d'ailleurs récemment confirmé qu'il était enclin à s'entretenir avec le chef de l'État français pour discuter relations bilatérales<sup>22</sup>. Ce dernier a également besoin d'apaiser les puissances internationales afin qu'elles puissent commencer à considérer le gouvernement Taliban comme légitime dans les années à venir, une position qui pourrait conférer au Pakistan une assise régionale plus stable.

---

<sup>19</sup> *Pakistan : face aux extrémistes religieux, le jeu d'équilibriste d'Imran Khan*, 2021.

<sup>20</sup> *Le Monde.fr*, 2021.

<sup>21</sup> *Le Monde.fr*, 2021.

<sup>22</sup> *Imran Khan: «Nous voulons que la reconnaissance du gouvernement taliban soit une démarche collective»*, 2022.

## I.4 L'influence des militaires pakistanais sur leur gouvernement

### I.4.1 Une relation civilo-militaire historique

#### A. La relation belliqueuse Inde/Pakistan aux origines de la présence de militaires sur la scène politique pakistanaise

Il est connu que le système de gouvernance du Pakistan est hybride, à la fois civil et militaire. Depuis la création du pays en 1947 après sa séparation avec l'Inde, le Pakistan a alterné entre gouvernements civils et militaires. Avant cela, l'Inde et le Pakistan, tout comme le Bangladesh et la Birmanie, formaient l'Empire britannique des Indes<sup>23</sup>. Avec l'indépendance, d'importants mouvements de population ont émergé, se dirigeant soit du côté musulman (Pakistan) soit du côté hindou (Inde). Cependant, l'indépendance n'a pas entraîné de séparation uniforme entre l'Inde et le Pakistan. En effet, certaines principautés étaient déjà indépendantes sous l'Empire britannique. Tel était par exemple le cas du Cachemire qui, à l'indépendance, a pu bénéficier du choix entre l'Inde et le Pakistan. De population musulmane mais de dynastie hindoue, le Cachemire a rejoint l'Inde, choix source de conflits<sup>24</sup>.

L'Inde et le Pakistan ont connu plusieurs guerres et conflits à la suite de leur indépendance en 1947. D'abord la première guerre de 1947 à 1948, puis celle de 1965 et enfin en 1971. Cette forte rivalité Inde/Pakistan peut expliquer l'implantation de l'armée pakistanaise sur la scène politique. En effet, le Pakistan considère être menacé de manière constante par l'Inde, les différentes guerres et insurrections au Cachemire ayant entretenu un sentiment d'insécurité. Cette rivalité s'est trouvée exacerbée en 2019 avec la décision de l'Inde de supprimer le statut d'autonomie du Jammu-et-Cachemire. Divisé en deux régions, le Jammu-et-Cachemire se retrouve sous l'autorité du gouvernement indien avec une population actuelle toujours majoritairement musulmane.

La relation belliqueuse Inde/Pakistan renforce également l'idée selon laquelle le Pakistan doit survivre face à l'Inde. En effet, depuis la guerre de 1947-1948, l'Inde est perçue comme assiégeant le Pakistan<sup>25</sup>. Ce fort sentiment à l'égard de l'Inde a marqué l'histoire pakistanaise, le pays se trouvant dans une sorte de guerre de survie face à l'ennemi hindou<sup>26</sup>. Cela a permis de façonner à la fois la politique interne pakistanaise ainsi que le positionnement à l'international du pays. En témoigne la relation que le Pakistan entretient avec l'Afghanistan concernant la non-reconnaissance de la Ligne Durand, frontière entre les deux pays. Cette dernière est le résultat d'une négociation en 1893 entre l'émir de l'Afghanistan, Abdur Rahman Khan, et l'envoyé britannique Sir Henry Mortimer Durand<sup>27</sup>. La frontière Afghanistan/Pakistan a été tracée sans considération des populations locales et ethniques s'y trouvant. Cette séparation fait encore l'objet de contestations voire d'affrontements alors que le Pakistan y construit une clôture. En effet, cette frontière sépare les zones tribales de part et d'autre de la Ligne Durand, la séparation ayant été tracée sur des considérations stratégiques à l'époque.

Le sentiment d'insécurité a été entretenu par les militaires pakistanais. Cela a permis de justifier l'influence politique militaire, l'institution se nourrissant de cet environnement

---

<sup>23</sup> LICOURT, Julien. « Cachemire: un conflit vieux de 70 ans entre l'Inde et le Pakistan ». Le Figaro (en ligne). 6 août 2019.

<sup>24</sup> *idem* LICOURT, Julien, note 31.

<sup>25</sup> SIDDIQA, Ayesha. *Pakistan : le pouvoir des militaires*. Outre-Terre, vol. 24, no. 1, 2010, pp. 235-240.

<sup>26</sup> VANDAMME, Dorothée. « Afghanistan : pourquoi le Pakistan a un rôle important dans l'arrivée au pouvoir des talibans ». Le Journal du Dimanche (en ligne). 16 septembre 2021, mis à jour le 16 septembre 2021 (consulté le 16 février 2022).

<sup>27</sup> *idem* VANDAMME, Dorothée, note 34.

sécuritaire instable pour renforcer sa puissance. Pourtant, le Pakistan soigne ses relations avec son voisin afghan dans un objectif vital : ne pas se retrouver encerclé par deux pays ennemis. C'est pourquoi le Pakistan s'est attaché à garder de bonnes relations avec l'Afghanistan mais aussi, entre autres, à ce que le pouvoir politique afghan ne soit pas favorable à l'Inde. Ainsi, le Pakistan ne se retrouve pas assiégé de part et d'autre de ses frontières et peut se concentrer sur l'ennemi historique indien, notamment dans la région du Cachemire.

## B. L'implantation des militaires pakistanais sur la scène politique depuis l'indépendance de 1947

L'histoire du Pakistan est marquée par l'institution militaire. Depuis 1947, la moitié de l'existence du pays s'est déroulée sous le règne d'administrations militaires : le pays a alterné les gouvernements civils et militaires, essuyant plusieurs coups d'État, des tentatives de coups d'État<sup>28</sup> mais connaissant aussi trois Constitutions<sup>29</sup>. Il faudra attendre 2013 pour qu'une transition entre deux gouvernements civils puisse avoir lieu<sup>30</sup>. La dimension militaire est donc fortement implantée dans le pays, aussi bien dans un domaine militaire conventionnel que sur la scène politique. Pourtant, toute ingérence dans le politique est niée par les forces armées<sup>31</sup>.

L'armée se place comme un puissant acteur politique dès le premier coup d'État en 1958 après la mise en place successive d'un régime parlementaire puis d'une République islamique. La loi martiale étant en vigueur jusqu'en 1971, elle a été appliquée au cours de la guerre de 1965 et des militaires ont patrouillé dans les rues afin de rétablir l'ordre<sup>32</sup>. Cette loi martiale impliquait, entre autres, l'interdiction des réunions publiques, des manifestations et des grèves tandis que des tribunaux militaires traitaient de sujets tels que les meurtres.

Le général Ayub Khan prend le pouvoir en 1958. Le gouvernement pakistanais est accusé de manipulation, de corruption mais aussi de faiblesse. Le peuple pakistanais voit donc ce coup d'État comme une solution à l'instabilité politique régnant depuis plusieurs années sur le pays. Dans un contexte d'opposition avec le peuple Bengalis, les militaires souhaitent éviter la démocratie et ainsi leur donner trop de pouvoir<sup>33</sup>. La dictature de A. Khan s'accompagne de nombreuses réformes aussi bien sur les plans politique qu'économique. Il adopte également une nouvelle Constitution en 1962 instaurant un régime présidentiel. Pourtant, Ayub Khan reste en place jusqu'en 1969 dans un contexte de contestations. Ces dernières viennent aussi bien du Bengale oriental que du Pakistan occidental, notamment par le Parti du peuple pakistanais (PPP) fondé en 1967. Premier dictateur militaire, A. Khan a pu user de son pouvoir et de son influence à des fins de népotisme, ses fils étant établis dans le secteur privé.

L'institution militaire semble revêtir le rôle de gardien de l'intégrité du Pakistan<sup>34</sup> dans un contexte de forte instabilité après sa séparation avec l'Inde. Cette instabilité a duré plusieurs années, années marquées par les guerres mais aussi par l'éclatement du Pakistan en 1971. En effet, lors de l'indépendance du Pakistan et de l'Inde, le Pakistan comprenait deux parties : le Pakistan actuel et le Bengale oriental, aujourd'hui Bangladesh. Alors que les militaires sont

---

<sup>28</sup> BENOIT, Justine. « L'armée, acteur clé des législatives au Pakistan ». La Croix (en ligne). 25 juillet 2018 ;

<sup>29</sup> DURAND-DASTES, François ; ETIENNE, Gilbert ; JAFFRELOT, Christophe ; MENNESSIER, Guy. Pakistan. Encyclopædia Universalis

<sup>30</sup> *idem* BENOIT, Justine, note 37.

<sup>31</sup> SHAHZAD, Asif. "Pakistan opposition urges end to military interference in politics". Reuters, 21 septembre 2020.

<sup>32</sup> ANONYME. « Le général Yahia Khan fait appliquer avec rigueur la loi martiale au Pakistan ». Le Monde.

<sup>33</sup> JAFFRELOT, Christophe. "A History of Pakistan and Its Origins". Anthem Press, 28 septembre 2004.

<sup>34</sup> *idem* SIDDIQA, Ayesha, note 33.

particulièrement présents au Pakistan côté Islamabad, une vague de revendications et de ressentiments naît au Bengale oriental dans un but d'autonomie. La Ligue Awami milite pour l'indépendance de cette deuxième partie du Pakistan et remporte les élections législatives de 1970, permettant de porter la voix de l'indépendance sur la scène politique. Ce sentiment anti-pakistanaï est exacerbé par le cyclone Bhova de novembre 1970 ayant fait près de 400 000 victimes<sup>35</sup> et dont la gestion est mal tenue par les militaires pakistanaï. L'appel à la désobéissance et la proclamation de l'indépendance<sup>36</sup> sont à l'origine de l'intervention de l'armée pakistanaïe pour lutter contre cette volonté sécessionniste, la loi martiale ayant été imposée au Bengale oriental. Cette nouvelle guerre entraîne le déplacement et la mort de millions de Bengalis<sup>37</sup> et a un retentissement international. La population hindoue est particulièrement visée, entraînant le soutien du voisin indien.

Au cours de cette guerre, l'armée pakistanaïe a joué pleinement son rôle. D'abord par l'opération Searchlight des 25 et 26 mars 1971 lancée par le général Khan, administrateur de la loi martiale, afin d'étouffer la rébellion au Bengale oriental<sup>38</sup>. Cette attaque a causé la mort de plusieurs milliers de personnes ayant parfois des liens supposés avec le mouvement séparatiste. L'armée a ensuite joué son rôle en luttant contre les rebelles armés soutenus par l'Inde. Cette dernière s'est servie de milices islamistes pour lutter contre l'ennemi hindou en ciblant des villages entiers<sup>39</sup>. Le Pakistan a pourtant perdu cette guerre, ses militaires se retrouvant encerclés et ses forces neutralisées par l'Inde qui s'est directement impliquée dans le conflit. La gestion de cette guerre par l'armée pakistanaïe semble avoir contribué à l'éclatement du pays. Là encore, cette guerre sécessionniste a participé au ressentiment pakistanaï à l'égard de l'Inde.

Le deuxième coup d'État voit arriver Zia ul-Haq au pouvoir. Avant cela, il avait été choisi par le Premier ministre Zulfikar Ali Bhutto comme chef de l'armée. Ce dernier est conscient de la forte influence de l'armée sur le pouvoir politique et pense choisir un homme dévoué et fidèle permettant au gouvernement civil de conserver son autorité si durement acquise. Pourtant, dans un contexte de contestation du gouvernement civil en place quant à des élections truquées, Zia ul-Haq prend le pouvoir en 1977 et instaure à nouveau la loi martiale. De nombreuses personnalités politiques sont arrêtées dont le Premier ministre Bhutto. Zia ul-Haq profite de sa position pour établir une politique tournée vers l'islam<sup>40</sup>. Certaines mesures sont directement inspirées de la Charia comme les ordonnances Hudood, notamment en ce qui concerne l'adultère, le vol, le viol, la consommation d'alcool, etc. Dans cette politique d'islamisation, le militaire a une influence directe sur la politique pénale du Pakistan et instaure ainsi la loi sur le blasphème. Aujourd'hui encore cette loi est particulièrement importante au Pakistan en témoignent les émeutes anti-françaises de 2020 après les propos du président Emmanuel Macron sur les caricatures du prophète. Encore, le 3 décembre 2021, les employés d'une usine de vêtements ont torturé et brûlé à mort le directeur de nationalité sri lankaise pour blasphème : il aurait arraché des affiches portant le nom du prophète. Bien que cela ait été officiellement condamné par les autorités pakistanaïes, aucune déclaration

---

<sup>35</sup> PILLET, Claude. Bangladesh : brève histoire de son indépendance – notice. Site littéraire André Malraux (en ligne). 5 janvier 2011 (consulté le 26 février 2022). <https://malraux.org/bangladesh/>

<sup>36</sup> Par Sheikh Mujibur Rahman, homme politique et père fondateur du Bangladesh.

<sup>37</sup> Les chiffres sont variables et ont sans doute été sous-estimés du côté pakistanaï.

<sup>38</sup> BOSE, Sarmila. "Anatomy of Violence : Analysis of Civil War in East Pakistan in 1971", *Economic and Political Weekly (Special Articles)*, 8 octobre 2005.

<sup>39</sup> CODRON, Jérémie. *Pakistan et Bangladesh, deux pays frères ? Le poids de l'histoire dans les représentations bangladaïes du Pakistan, Outre-Terre*, vol. 24, no. 1, 2010, pp. 91-102.

<sup>40</sup> ETIENNE, Gilbert. « ZIA UL HAQ Mohammed (1924-1988) ». *Encyclopædia Universalis*.

publique n'a été rendue, sans doute par crainte d'attiser des troubles internes. Ainsi, Zia ul-Haq est convaincu qu'un gouvernement militaire plutôt que civil doit diriger le pays et la loi martiale restera en vigueur jusqu'en 1985. En effet, en plus du niveau national, ce sont bien des personnalités militaires qui gouvernent au niveau provincial.

Les années civiles sont pourtant interrompues par un nouveau coup d'État en 1999 par Pervez Musharraf alors qu'il était chef des armées. Il s'auto-proclame président en 2001 et le restera jusqu'en 2008. Là encore la loi martiale est en vigueur, la Constitution étant suspendue avant d'être rétablie en 2001. Cette prise de pouvoir se déroule dans un contexte particulièrement tendu entre le gouvernement civil et l'institution militaire. En effet, le président civil Nawaz Sharif a tenté de remplacer Pervez Musharraf par le directeur de l'Inter-Services Intelligence (ISI)<sup>41</sup>, Ziauddin Khawaja, avant de le destituer, peu avant le coup d'État, du poste de chef d'état-major de l'armée.

Là encore, l'institution militaire se présente comme la seule à pouvoir « remédier à la situation de déclin rapide »<sup>42</sup> qui règne dans le pays mais aussi la seule à pouvoir instaurer « une vraie démocratie »<sup>43</sup> contre une « démocratie de façade »<sup>44</sup>. L'influence militaire est telle que le coup d'État mené par P. Musharraf s'est déroulé sans violence et a été plutôt bien accueilli. Les militaires semblent entretenir le sentiment des menaces extérieures et domestiques pour étendre leur contrôle sur la politique, l'économie et la société. De plus, au cours des différents coups d'État, il a pu être observé une croissance économique toujours plus importante sous un régime militaire qu'au cours d'un mandat civil. Cette situation économique renvoie donc une meilleure image de l'institution militaire qui, dans un même temps, la légitime.

#### 1.4.2 Le rôle accepté des militaires sur la scène politique du Pakistan

##### A. Les autres moyens d'influence de l'armée pakistanaise sur la scène politique

Comme le pose le dicton pakistanais : « Chaque pays a une armée, mais au Pakistan, l'armée a un pays »<sup>45</sup>, le Pakistan ne pourrait se passer de cette institution. Ce dicton montre la place qu'elle occupe dans le pays. L'implication des militaires sur la scène politique n'est donc pas nouvelle. Dirigeants durant la moitié de l'histoire du Pakistan depuis 1947, les militaires ont nécessairement eu une forte influence sur la manière de gouverner le pays. Après 2008, trois présidents de la République se sont succédé, tous d'origine civile. Pourtant l'armée n'a pas disparu de la scène politique et continue de prendre des décisions, souvent celles les plus importantes, relatives par exemple au nucléaire, au budget militaire, à la sécurité voire aux relations avec les autres États<sup>46</sup>. Bien que la section 243, clause 1 de la Constitution pakistanaise dispose que « le gouvernement fédéral a le contrôle et le commandement des forces armées »<sup>47</sup>, force est de constater que, dans les faits, soit les militaires ont gouverné,

---

<sup>41</sup> Branche des services de renseignement du Pakistan tournée vers les opérations extérieures. L'ISI est particulièrement influente et est placée sous commandement militaire. Une grande partie de son personnel provient des rangs de l'armée. Entre autres, elle met en oeuvre la politique pakistanaise de soutien à des groupes islamistes.

<sup>42</sup> ANONYME. *12-17 octobre 1999 - Pakistan, Coup d'Etat militaire*. *Encyclopædia Universalis*.

<sup>43</sup> *idem* ANONYME, note 51.

<sup>44</sup> RACINE, Jean-Luc. « Le Pakistan après le coup d'Etat militaire - Sortie de crise, enlisement ou radicalisation ? ». Persée.

<sup>45</sup> GARAUDE, Pauline. *Quelle place pour la démocratie dans une oligarchie militaire ?*, *Les Cahiers de l'Orient*, vol. 98, no. 2, 2010, pp. 9-17.

<sup>46</sup> SMITH, David. "Civil-Military Relations in Pakistan: Positive Evolution or More of the Same?". Stimson.

<sup>47</sup> ALI, Zulfiqar. "The political influence of Pakistan's powerful army". BBC News (en ligne). 18 août 2018.

soit ils se sont assurés que leurs acteurs favoris dirigeaient le gouvernement civil. Cette présence de l'armée ne semble pourtant pas contestée et elle garde une mainmise sur l'élaboration des politiques. En termes de puissance militaire, l'armée pakistanaise est classée au monde sur 142<sup>48</sup>.

L'influence militaire en politique s'exprime également par les activités militaires dans le domaine de l'économie. L'institution militaire possède par exemple des organisations du secteur public telles que Special Communications Organization en matière de télécommunications ou encore National Logistics Cell en termes de transport et logistique<sup>49</sup>. L'armée pakistanaise est également un grand investisseur, lui permettant de peser dans l'économie du pays et, concomitamment, d'exercer son influence. Ainsi, l'institution militaire bénéficie d'intérêts commerciaux dans de nombreuses entreprises<sup>50</sup> (usines, banques, etc.) : leurs investissements sont estimés à plusieurs milliards de dollars<sup>51</sup>. Cette dernière dispose aussi d'intérêts commerciaux dans de nombreuses entreprises pakistanaises diverses et variées, allant des boulangeries aux banques en passant par des usines de sucre<sup>52</sup>.

Les premières années politiques du Pakistan permettent aux militaires de s'implanter réellement sur la scène politique et d'en influencer la direction, parfois pour en tirer des avantages directs. C'est ainsi que des généraux se sont attribués des terrains dans différents endroits du pays. Ces terres n'appartiennent pas à l'armée mais bien aux gouvernements de provinces et soumises au Military Land and Contonment Manual anglais<sup>53</sup>. Les officiers puis les soldats bénéficient d'avantages résultant en un vrai empire économique, surtout pour les officiers. Cet empire n'est pas réellement contrôlé et il comprend d'autres sortes de procédés comme les pots-de-vin. Ainsi, via son influence sur la scène politique, l'institution militaire redistribue les ressources à son avantage, ce qui est promu par Zia ul-Haq. C'est ainsi que certains officiers hauts gradés, comme des généraux de corps d'armée ou de division, profitent de comptes qui ne sont pas accessibles par le gouvernement<sup>54</sup>. Les intérêts économiques de l'armée paraissent alors hors de portée pour les gouvernements civils qui n'osent s'y attaquer de peur des réactions de l'institution militaire, tellement son influence et son implantation sont importantes. L'institution militaire est donc fortement implantée sur le territoire national.

En termes de budget, en 2017, le budget de l'armée était de près de 11 milliards de dollars, faisant du budget militaire la deuxième plus grosse dépense du gouvernement. Cela démontre l'importance et la place que l'institution militaire occupe sur la scène politique et l'influence qu'elle exerce eu égard son budget. Ce budget de la défense, en perpétuelle augmentation, ainsi que l'autorité de l'armée pourraient être menacés par l'amélioration des liens et relations avec l'Inde mais aussi par un contrôle civil des politiques de sécurité. Tel serait également le cas si les groupes djihadistes étaient totalement éradiqués car ils servent à faire valoir les intérêts et actions de l'armée à l'intérieur du pays. C'est pourquoi la politique de l'armée pakistanaise peut sembler contradictoire. A la fois elle soutient des groupes islamistes car considérés comme des atouts d'un point de vue stratégique mais de l'autre, elle combat d'autres groupes. Ainsi, elle soutient les Taliban afghans mais lutte contre le TTP alors que ces deux groupes coopèrent, notamment dans les régions pachtounes.

---

<sup>48</sup> 2022 Military Strength Ranking. *Global Fire Power*, 2022.

<sup>49</sup> *idem* SIDDIQA, Ayesha, note 33.

<sup>50</sup> *idem* ALI, Zulfiqar, note 56.

<sup>51</sup> Les investissements militaires sont estimés en 2008 à près de 20 milliards de dollars.

<sup>52</sup> *idem* ALI, Zulfiqar, note 56.

<sup>53</sup> *idem* SIDDIQA, Ayesha, note 33.

<sup>54</sup> *idem* SIDDIQA, Ayesha, note 33.

L'influence de l'armée se manifeste également dans le domaine de la religion influençant nécessairement les politiques nationales. Au sein de l'armée pakistanaise, les valeurs islamiques sont prégnantes. Par exemple, sous l'ère du général Zia ul-Haq, le recrutement et la formation militaires comptaient nécessairement une islamisation des recrues<sup>55</sup>. Cette politique islamisée est à double tranchant : le gouvernement combat le terrorisme sur son territoire mais en même temps soutient des groupes islamistes radicaux et les Taliban afghans (bien qu'il n'ait pas reconnu officiellement le gouvernement afghan). Ainsi, le gouvernement pakistanais lutte contre le TTP mais soutient les Taliban afghans alors que les deux groupes coopèrent, notamment dans les régions pachtounes<sup>56</sup> et zones tribales mais aussi dans le Baloutchistan.

La lutte contre le terrorisme permet à l'armée de se rapprocher de la population pakistanaise et d'y exercer son influence. Par exemple, l'armée recrute fortement dans les milieux populaires, notamment dans les grandes villes de l'État Punjab<sup>57</sup> mais agit auprès des populations pour gagner leur soutien au politique. C'est ainsi par exemple que l'armée a lancé, après ses opérations antiterroristes, la campagne « Winning Hearts and Minds » (WHAM), véritable soutien à l'autorité de l'État. Ces opérations de l'armée financent des projets utiles aux populations en optimisant les ressources disponibles : hôpitaux, marchés, ponts, écoles, etc. L'armée soigne son image lors d'opérations antiterroristes en s'impliquant directement auprès des populations qui, lorsqu'elles sont déplacées et reviennent chez elles, y trouvent de nouvelles infrastructures. Cela fait véritablement partie du soft power de l'armée qui profite grandement au gouvernement pakistanais. Cette stratégie militaire permet à l'armée d'obtenir et de gagner le soutien de la population. L'institution militaire semble ici remplacer le pouvoir civil dans ce qui devrait relever de ses attributions.

La prépondérance de l'institution militaire ne semble donc pas contestée par le pouvoir politique ni même par la population pakistanaise. L'armée y veille particulièrement : en 2021, le Comité permanent de l'Assemblée nationale sur l'Intérieur a approuvé un projet de loi modifiant les Code pénal et Code de procédure pénale pakistanais sanctionnant les personnes ridiculisant intentionnellement les forces armées. Les sanctions à la diffamation peuvent aller de la simple amende à une peine d'emprisonnement<sup>58</sup> car il s'agit bien d'un délit. Malgré quelques oppositions, ce projet de loi, soutenu par l'armée, a été adopté : le soutien de l'armée pèse fortement dans la balance politique. L'establishment militaire a donc une forte influence sur la liberté de la presse.

## B. Entre politique étrangère de l'armée pakistanaise et sa relation avec l'ancien Premier ministre Imran Khan

Le président de la République actuel Arif Alvi est d'origine civile. A l'international, ce dernier est moins connu que l'ex-Premier ministre Imran Khan qui, lui non plus, n'a pas été militaire mais grand joueur national de cricket, discipline très populaire au Pakistan. La politique d'Imran Khan comporte un fort volet d'islamisation de la population qui se traduit également au sein de l'institution militaire.

L'élection d'Imran Khan perpétue l'élan démocratique du Pakistan. Pourtant, bien que les militaires ne soient pas sur les devants de la scène politique, ils n'en ont pas disparu pour

---

<sup>55</sup> *idem* SIDDIQA, Ayesha, note 33.

<sup>56</sup> *idem* VANDAMME, Dorothée, note 34.

<sup>57</sup> *idem* SIDDIQA, Ayesha, note 33.

<sup>58</sup> ABBASI, Kashif. "NA panel approves bill against intentional disrespect for forces". Dawn.

autant. En effet, l'élection d'Imran Khan en 2018 a fait parler d'elle via des allégations d'irrégularités, allégations provenant principalement de l'opposition. Le parti d'Imran Khan, Mouvement du Pakistan pour la justice (PTI) a remporté, en juillet 2018, 159 sièges contre 82 pour la Ligue musulmane du Pakistan (PML-N) et 54 pour le Parti du peuple pakistanais (PPP)<sup>59</sup>. L'armée est également soupçonnée d'avoir permis l'éviction de l'ancien Premier ministre, Nawaz Sharif, ensuite été condamné pour corruption<sup>60</sup>. L'armée aurait exercé des pressions sur la Cour suprême pakistanaise pour arriver à ses fins et faire condamner ce dernier.

Les relations entre Imran Khan et l'institution militaire semblent excellentes. En 2018, les dépenses militaires représentaient 4,129 % du PIB, budget ayant gagné près de 1 point depuis 10 ans (3,265 % du PIB en 2009)<sup>61</sup>. En 2018-2019, les dépenses du gouvernement relatives à la défense représentaient près de 19 % soit presque 11 milliards d'euros.

Imran Khan est le premier Premier ministre à avoir été destitué par la voie de la motion de censure. Il est probable que l'armée ne soit pas tout à fait étrangère au résultat du vote conduit par l'opposition afin de le destituer. En effet, les relations entre l'armée et Imran Khan se sont tendues depuis les élections de 2018 où l'armée a joué un rôle majeur dans son élection. Imran Khan n'était pas si manipulable que prévu et prenait une place forte sur des sujets sensibles tels que la politique étrangère dont le contrôle traditionnel appartient à l'armée. Les relations ont atteint un point de non-retour en octobre 2021 au moment de remplacer le chef de l'ISI. Il est en effet traditionnel, et non légal, que le chef des armées propose une liste de trois noms au Premier ministre qui choisit ensuite parmi eux. Seulement, Imran Khan a cette fois voulu avoir le dernier mot, provoquant l'ire des militaires. Il est en effet avéré que l'ISI est impliqué dans les affaires politiques du Pakistan justifiant de la certaine hybridité de la politique du pays : civilo-militaire. C'est finalement le lieutenant général Nadeem Anjum, proche du chef des armées, le général Qamar Javed Bajwa, qui a été choisi le 6 octobre 2021 pour remplacer le lieutenant général Faiz Hameed, en place depuis 2019.

Dès le dépôt de la motion de censure en mars 2022, l'armée n'a pas pris publiquement position. Cela contraste évidemment avec les élections de 2018 où l'armée avait fait pression sur les politiciens de l'opposition pour rejoindre le PTI dans sa coalition, parti de Khan, ou pour abandonner leur propre parti. En revanche, elle agit en coulisses. Son absence de soutien au Premier ministre qu'elle a aidé à arriver au pouvoir démontre bien que les relations entre le gouvernement et l'institution militaire sont au plus bas. Les hauts gradés de l'armée pakistanaise semblent désabusés par les agissements d'Imran Khan, aussi bien par son manque de performance dans le domaine économique qu'au regard des divergences majeures sur les questions de politique étrangère : la relation Pakistan/États-Unis et la position pakistanaise quant à l'invasion russe en Ukraine. En effet, l'accusation de I. Khan selon laquelle les États-Unis sont à l'origine de son éviction en tant que Premier ministre contraste avec la position du général Bajwa qui accorde une grande importance aux relations stratégiques et économiques de son pays avec les États-Unis.

La rhétorique populiste de I. Khan, son talent d'orateur et sa sympathie au sein de la population pakistanaise sont autant de facteurs qui effraient le haut commandement militaire. La dynamique nationaliste pourrait être utilisée pour remettre en question la domination de l'armée sur la politique du pays, l'empêchant d'agir comme le véritable pouvoir, même lorsque des gouvernements civils sont en place. Cependant, cette instabilité politique faisant suite au dépôt de la motion de censure a permis de favoriser les intérêts

---

<sup>59</sup> GUILLARD, Olivier. *Pakistan : l'avenir politique d'Imran Khan en question*. Asialyst .

<sup>60</sup> *idem* ALI, Zulfiqar, note 56.

<sup>61</sup> « *Dépenses militaires (% du PIB) - Pakistan*. La Banque Mondiale (). 2020 (consulté le 20 février 2022).

institutionnels de l'armée mais aussi les intérêts personnels de ses dirigeants en faisant valoir l'armée comme seule institution capable d'assurer une gouvernance décente bien que l'aile médiatique de l'armée ait affirmé que « l'armée n'a rien à voir avec le processus politique »<sup>62</sup>. Pourtant, bien que la crise constitutionnelle ait ouvert la voie à une nouvelle prise de pouvoir par les militaires, c'est bien un nouveau gouvernement civil qui a été mis en place. Après le dépôt de la motion de défiance par l'opposition le 25 mars 2022 à l'Assemblée nationale, M. Khan a fait tout ce qui était en son pouvoir pour y survivre et conserver ses alliés<sup>63</sup>. C'est ainsi qu'il a accusé les États-Unis et ses alliés occidentaux d'être impliqués dans la campagne visant à l'évincer du poste de Premier ministre<sup>64</sup>. Le 3 avril 2022, le vote de défiance a été rejeté par le vice-président de l'Assemblée nationale, Qasim Khan Suri, car la motion serait inconstitutionnelle en allant à l'encontre de l'article 5 de la Constitution qui pose que la loyauté envers l'État est le devoir fondamental de tout citoyen. L'Assemblée nationale est ensuite dissoute tandis que M. Khan reste Premier ministre par intérim. L'opposition s'est alors tournée vers la Cour suprême pour contester la légalité de l'ensemble de ces mesures. Alors que l'establishment militaire ne s'est toujours pas prononcé en faveur d'Imran Khan, la Cour suprême est considérée comme indépendante et non vulnérable aux pressions politiques et militaires. Cette absence de soutien et la manifestation du mécontentement de l'armée vis-à-vis d'Imran Khan ont encouragé l'opposition mais aussi les alliés de M. Khan ou du PTI à désertier, entraînant un fort changement de loyauté sur la scène politique pakistanaise dans le but de garder une majorité à l'Assemblée nationale. Cette crise politique et constitutionnelle ouvrait pleinement la voie à un coup d'État militaire que la Cour suprême aurait pu déclarer constitutionnel en tant que « doctrine de la nécessité »<sup>65</sup>. En effet, lors des coups d'État militaires de 1958, 1977 et 1999, les militaires se sont placés comme des « sauveurs du pays » voire comme les « gardiens du gouvernement constitutionnel »<sup>66</sup>. Imran Khan a donc instrumentalisé l'accusation d'ingérence étrangère pour rester au pouvoir et délégitimer la motion de défiance déposée par l'opposition. De son côté, l'armée ne souhaite pas que la question d'ingérence étrangère soit posée devant la Cour suprême car cela pourrait avoir des répercussions sur la politique étrangère du pays, politique que guident les militaires, notamment avec les États-Unis<sup>67</sup>. Malgré l'attente d'un potentiel coup d'État militaire, l'institution s'est bien gardée de le mener alors que les élections anticipées devaient se tenir dans les 90 jours suivant le rejet de la motion de défiance par l'Assemblée nationale, délai qui, selon la Commission électorale du Pakistan, aurait été quasiment impossible à tenir. C'est dans ce contexte, à la fois de crise politique et d'abstention de prise de position militaire, que la Cour suprême a tranché que la décision d'Imran Khan de dissoudre l'Assemblée nationale (via le Président Arif Alvi) et de convoquer des élections anticipées était inconstitutionnelle. La Cour suprême rétablit donc la motion de censure à l'encontre du Premier ministre qui a ensuite été destitué.

---

<sup>62</sup> JAMAL, Umair. [“All Eyes on Supreme Court as Pakistan’s Political Crisis Deepens”](#). The Diplomat, 4 avril 2022 .

<sup>63</sup> Par exemple, il a donné le siège de ministre en chef du Pendjab (province la plus peuplée et la plus importante du Pakistan car considérée comme faiseur de roi pour tout parti politique cherchant à former le gouvernement fédéral) à l'un de ses principaux alliés politiques : le parti PML-Q (Pakistan Muslim League - Quaid).

<sup>64</sup> La preuve selon Imran Khan serait le rapport d'une communication de l'ambassadeur du Pakistan à Washington au gouvernement pakistanais quant à une réunion du 7 mars 2022 avec les représentants du gouvernement américain, un jour avant le dépôt de la motion de défiance par l'opposition.

<sup>65</sup> AYOOB, Mohammed. [Pakistan’s constitutional crisis could lead to military rule](#). Australian Strategic Policy Institute (en ligne). 4 avril 2022.

<sup>66</sup> *idem* AYOOB, Mohammed, note 74.

<sup>67</sup> *idem* JAMAL, Umair, note 71.

Depuis la fondation du Pakistan, aucun gouvernement n'est resté au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat et Imran Khan devient le premier Premier ministre à être évincé par un vote de défiance. Shahbaz Sharif devient le nouveau Premier ministre par intérim<sup>68</sup>. Il est à noter que la manœuvre de l'opposition contre I. Khan n'aurait sans doute pas réussi sans son abandon par l'armée. Tandis qu'Imran Khan a été évincé, il lutte toujours pour revenir au pouvoir et profite de son soutien populaire pour mener des rassemblements à travers tout le pays, dénonçant un gouvernement « importé ». Pourtant, les relations tendues entre le PTI et l'armée devraient fortement compliquer un retour de M. Khan au pouvoir d'autant plus que son éviction par voie constitutionnelle a été implicitement approuvée par l'institution militaire.

Pour l'armée, ce changement de direction civile n'aura en réalité que peu d'effet sur la politique étrangère. L'institution militaire reste l'autorité principale de la plupart des décisions de politique étrangère : elle gère les relations avec les États-Unis, la Chine, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, la Turquie, etc. Elle gère également les relations avec l'Inde, notamment quant à la situation politique au Cachemire où, grâce à un cessez-le-feu depuis 2021, les tensions le long de la frontière de facto sont au plus bas. Il n'y a pas eu de pourparlers officiels depuis des années et cela est notamment dû à la méfiance de M. Khan à l'égard de M. Modi au regard de sa gestion des attaques contre les musulmans minoritaires en Inde. Pourtant, le général Bajwa affirme que le Pakistan est prêt à avancer sur la question du Cachemire si l'Inde en est d'accord : cela marque à nouveau le fossé existant entre l'ex-Premier ministre et l'institution militaire. De plus, sur la scène politique et vis-à-vis des États-Unis, ce sont les militaires qui décident des politiques intéressant les États-Unis que ce soit au regard de l'Inde, de l'Afghanistan ou encore de l'arme nucléaire. Les militaires semblent ne pas accorder une importance plus que nécessaire aux développements politiques internes, expliquant l'absence de prise de position publique lors de la crise constitutionnelle avec Imran Khan.

Au regard des États-Unis, Imran Khan et l'institution militaire ont opté, dès le début du mandat de M. Khan, pour une posture très différente. Dès juillet 2019, le président Trump offrait de servir d'intermédiaire entre le Pakistan et l'Inde pour ce qui concerne le Cachemire avant que l'Inde ne considère cette question comme bilatérale. Avec le changement d'administration américaine, le Pakistan s'est davantage tourné vers la Russie et la Chine, en témoigne l'aversion éprouvée par M. Khan pour les États-Unis. Par exemple, en juin 2021, il a refusé de permettre aux États-Unis de stationner des forces sur le sol pakistanais afin de mener des missions antiterroristes transfrontalières en Afghanistan<sup>69</sup>. Il a même ajouté que la « période la plus sombre de (notre) histoire » est lorsque le Pakistan a joint les États-Unis dans la « guerre contre le terrorisme ». De plus, en août 2021, le retrait américain d'Afghanistan signifie que le pays a « brisé les chaînes de l'esclavage », marquant un tournant clef de la relation États-Unis/Pakistan avant qu'Imran Khan ne les accuse d'ingérence lors de son éviction. Pourtant, les États-Unis sont le plus grand marché d'exportations du Pakistan, représentant au moins 21 % des exportations totales avec une valeur estimée à près de 6,08 milliards de dollars. A contrario, l'armée n'a pas suivi les déclarations de M. Khan et dans un discours du 2 avril 2022, le chef des armées, le général Bajwa, a réaffirmé que le Pakistan entretient une « longue et excellente relation stratégique avec les États-Unis, qui restent (son) principal marché d'exportation », marquant à la fois un désir d'élargissement des relations bilatérales et à la fois le clivage militaire et civil. Cet appel militaire sera à analyser au regard de

---

<sup>68</sup> Frère cadet de l'ancien Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif.

<sup>69</sup> ALI, Sheharyar. “Where Do Pakistan-US Relations Go From Here?”. The diplomat , 12 avril 2022.

l'engagement futur du gouvernement pakistanais avec les États-Unis et permettra de déterminer si les mauvaises relations bilatérales étaient dues à I. Khan.

## I.5 Représentation du Pakistan dans les organisations internationales

### I.5.1 Le Pakistan dans les organisations internationales

#### A. Le Pakistan au sein de l'ONU

Le Pakistan est membre de l'ONU depuis le 30 septembre 1947. Le Pakistan pâtit pourtant d'un faible soft power mais également d'une image associée au terrorisme et à l'extrémisme, sensation exacerbée après les attentats du 11 septembre 2001. Pourtant le Pakistan s'est révélé incapable de s'imposer sur la scène internationale, situation notamment due aux nombreuses alternances gouvernement civil/gouvernement militaire : le pays ne disposait pas d'une politique étrangère très développée<sup>70</sup>. Dans ce domaine, le Pakistan est positionné en opposition à l'Inde. Cette dernière souffre également d'une réputation liée au terrorisme et au traitement inhumain des minorités mais, contrairement au Pakistan, a su se construire une image aux antipodes sur la scène internationale (comme par exemple via Bollywood). Ainsi, selon le Global Soft Power Index 2021, le Pakistan se situe à la 63e place sur 100<sup>71</sup>. A l'inverse, l'Inde se trouve à la 36e place, marquant un écart significatif avec son rival. A noter que le Pakistan a perdu 10 places par rapport au classement de 2020. Il est possible que ce moindre rayonnement pakistanais soit dû à la politique menée par l'ancien Premier ministre Imran Khan qui n'accordait pas une grande importance au soft power<sup>72</sup>.

Cependant, bien que le Pakistan pâtit d'un faible soft power, le pays est un grand contributeur à l'ONU quand il s'agit d'opérations de maintien de la paix (OMP) ou des autres activités internationales. Ainsi, au 31 décembre 2021, le Pakistan participait à hauteur de 1 929 personnels pour la MONUSCO, 1 275 pour le MINUSCA, 273 pour UNMISS, 195 pour la MINUSMA, 137 pour UNAMID et dans une moindre mesure pour MINURSO, UNFICYP, UNISFA et UNSOS<sup>73</sup>. En février 2018, le Pakistan se positionne à la cinquième position des contributeurs de personnels en uniforme aux OMP avec l'envoi de plus de 6 000 personnels<sup>74</sup>. Sur les théâtres d'intervention, l'intervention des militaires pakistanais s'est révélée efficace : l'histoire du pays étant déterminante, l'armée pakistanaise a pu se démarquer quand il s'agissait d'établir l'ordre<sup>75</sup> mais aussi de coopérer avec les autres fonctionnaires internationaux.

Cette participation du Pakistan dans les OMP de l'ONU a permis de redorer le blason du soft power pakistanais. C'est l'occasion pour les militaires pakistanais de renforcer son rôle à l'international en participant au maintien de la paix et à la protection des civils. Cela renforce le respect qui lui est dû et cette participation pakistanaise a même été soulignée par Antonio Guterres en 2020 : « Le Pakistan est l'un des principaux contributeurs aux opérations de

---

<sup>70</sup> HAMZA TANVIR, Muhammad. *“The Rationale and Significance for Soft Power in Pakistan”*. Paradigm Shift, 2 juin 2021.

<sup>71</sup> *Global Soft Power Index*. Brand Finance Brandirectory. 2022.

<sup>72</sup> *idem* HAMZA TANVIR, Muhammad, note 79.

<sup>73</sup> *Pays contributeurs en soldats et policiers* (en ligne). ONU. ;

<sup>74</sup> *Pakistan : l'un des plus anciens contributeurs au maintien de la paix de l'ONU*, ONU. 2

<sup>75</sup> ABBAS, Ali. *“The Soft Power Of Pakistan”*. Eurasia review. 10 décembre 2020.

maintien de la paix des Nations unies. (...) Merci pour votre service et vos sacrifices »<sup>76</sup>. Via son professionnalisme, l'armée pakistanaise acquiert également une expérience des opérations humanitaires aux niveaux international mais aussi régional<sup>77</sup>. Ces nombreuses interventions ont également permis de renforcer le respect que la population pakistanaise voue à son armée. Les OMP sont donc l'occasion pour le Pakistan de modifier son image à l'international et démontrent de l'engagement du pays quant au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

### B. Le Pakistan au sein des organisations régionales : le modèle islamique

Outre les Nations Unies, le Pakistan est membre de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) depuis 1969. Cette organisation regroupe 56 membres qui ont, pour la plupart, l'islam comme religion d'État. En effet, certains pays sont membres alors que la communauté musulmane n'est qu'une minorité au sein du pays. Littéralement, cette organisation « assure la sauvegarde et la protection des intérêts dans l'esprit de promouvoir la paix internationale et l'harmonie entre les différents peuples du monde »<sup>78</sup>. L'OCI comprend également une délégation permanente au sein des Nations Unies, ce qui témoigne de l'importance de cette organisation en termes de représentation de la population musulmane. A noter que l'Inde est un pays observateur de l'OCI, sa participation ayant été bloquée par le Pakistan.

Le Pakistan comprend la deuxième population musulmane au monde, la grande majorité étant sunnite (le pays ne comprend qu'une petite minorité chiite). La religion musulmane revêt une importance capitale au Pakistan : le pays a été créé sur une base religieuse et la loi sur le blasphème a été promulguée en 1986. Le pays a donc connu, au cours de son histoire, une vraie politique d'islamisation. L'islam fait partie de l'identité du Pakistan, en témoignent les nombreuses campagnes anti-blasphème menées par les gouvernements successifs.

L'OCI permet au Pakistan de revêtir un rôle important voire de leader dans le monde musulman. Par exemple, le 13 janvier 2021, le Pakistan a signé la Déclaration d'Islamabad avec la Turquie et l'Azerbaïdjan. Cette Déclaration met en exergue les préoccupations des trois États quant au traitement réservé aux musulmans du Jammu-et-Cachemire par l'Inde. Encore, le 7 janvier 2021, l'ancien Premier ministre Imran Khan a réitéré l'impossibilité pour son pays de reconnaître Israël. Pourtant, d'autres pays musulmans comme Bahreïn ou les Emirats arabes unis ont signé des accords normalisant leurs relations avec Israël. Cette organisation est donc l'occasion pour le gouvernement pakistanais de partager sa politique à la fois au niveau régional mais aussi au niveau international.

Le Pakistan se positionne en opposition à l'Arabie Saoudite, leader traditionnel du monde musulman sur la scène internationale. En effet, l'Arabie Saoudite se rapproche de plus en plus de l'Inde : le pays ne s'est donc pas prononcé sur la question du Cachemire qui est une question de première importance pour le Pakistan. L'Arabie Saoudite se rapproche également d'Israël, rapprochement qui n'est pas soutenu par l'ensemble des pays de l'OCI et qui pourrait profiter au Pakistan en tant que leader du monde musulman<sup>79</sup>. A ce titre, le Pakistan a reçu le 21 mars 2022 le conseiller d'État et ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, en tant qu'invité spécial au sommet de l'OCI<sup>80</sup>.

---

<sup>76</sup> *idem* ABBAS, Ali, note 84.

<sup>77</sup> *idem* ABBAS, Ali, note 84.

<sup>78</sup> *La Voix Collective du Monde Musulman*. Organisation de la Coopération Islamique. 2022.

<sup>79</sup> HAWTHORNE, Emily. "Pakistan Asserts Its Place in the Muslim World". Ranetwork (en ligne). 10 mai 2021

<sup>80</sup> 48e Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'OCI, 22 et 23 mars 2022.

### 1.5.2 Le positionnement pakistanais vis-à-vis de l'Inde au sein des organisations internationales

Les organisations internationales ont été et sont le théâtre des affrontements et oppositions entre l'Inde et le Pakistan. Pourtant les organisations internationales se sont révélées incapables de résoudre ces conflits, témoignant d'une certaine impuissance à l'international. L'ONU a été directement impliquée au cours des différentes guerres indo-pakistanaïses, guerres ayant un lien direct avec le Cachemire. Dès 1948, via son Conseil de sécurité et à la demande de l'Inde, l'ONU est intervenue en adoptant les résolutions 38 et 39 demandant une cessation des hostilités aux gouvernements indien et pakistanais. A cette occasion, la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan (UNCIP) a été créée en 1948 afin de servir de médiateur entre les deux rivaux. La Commission a été fermée en 1950 après la fin des hostilités début 1949. L'UNCIP devait permettre un compromis entre les deux États conditionnant la paix au retrait des troupes indiennes et pakistanaïses. Cette proposition, bien qu'acceptée par l'Inde, a été refusée par le Pakistan, témoignant d'une absence totale de confiance du Pakistan envers son voisin et ennemi.

Les Nations Unies ont tout de même réussi à faire signer entre les deux États l'accord de Karachi en juillet 1949. Cet accord établit une ligne de cessez-le-feu qui a été définie et surveillée par les Nations Unies, devenant une ligne de contrôle. Un référendum était prévu pour que la population du Cachemire choisisse son État de rattachement. Victoire de l'ONU, le cessez-le-feu a été respecté par les deux États entraînant la fin de la mission UNCIP.

Pourtant, l'épineuse question du Cachemire n'a pas pu être résolue par les Nations Unies, l'Inde et le Pakistan étant déterminés à rattacher la région à leur territoire national. Bien que l'ONU ait créé une commission de surveillance internationale en 1951<sup>81</sup>, cette commission n'avait, comme son nom l'indique, qu'une mission de surveillance plus qu'une mission de résolution du conflit.

Le référendum prévu au Jammu-et-Cachemire a cependant été refusé par l'Inde. Ce refus indien a eu pour conséquence directe l'opération Gibraltar pakistanaïse en 1965. Le but du Pakistan était de provoquer une révolte au sein de la région (conduite par la frange musulmane de la population) contre l'Inde mais aussi d'en détruire les systèmes de communication<sup>82</sup>. Pourtant, la population du Cachemire n'était pas préparée à une telle opération et l'Inde en a profité pour renforcer ses troupes, notamment à proximité des lieux sous administration pakistanaïse. L'Inde a donc contre-attaqué, l'issue de cette guerre n'ayant permis aucune avancée dans les relations entre les deux pays ni même quant à la situation au Cachemire. L'Inde et le Pakistan se sont donc retrouvés au statu quo d'avant-guerre. Cette deuxième guerre indo-pakistanaïse s'est déroulée dans le contexte de la Guerre Froide, contexte important dans le déroulé de la guerre : la Chine et les États-Unis se sont opposés via ce conflit. En effet, la Chine menaçait d'intervenir contre l'Inde, menace à laquelle les États-Unis se sont fortement opposés<sup>83</sup>. C'est pourtant sous la médiation de l'URSS que la guerre de 1965 prend fin, démontrant l'aspect international que revêtait ce conflit dans un contexte conflictuel. Après le conflit, les Nations Unies ont tout de même mis en place une

---

<sup>81</sup> Résolution 91 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

<sup>82</sup> KHAN, Ilyas. "Operation Gibraltar: The Pakistani troops who infiltrated Kashmir to start a rebellion". BBC News. 5 septembre 2015.

<sup>83</sup> BRETAGNE, Marine. *L'UNMOGIP (United Nations Military Observer Group in India and Pakistan) : une preuve de l'impuissance de la communauté internationale dans la résolution des conflits ?* Sorbonne ONU. 16 novembre 2020.

Mission d'observation des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan (UNIPOM) de 1965 à 1966 pour cessez-le-feu et le retrait des troupes entre les deux pays.

Au cours de la troisième guerre en 1971, ayant débouché sur la création du Bangladesh, l'ONU reste présente dans la région. La guerre civile pakistanaise est particulièrement meurtrière et l'Inde, qui voit des millions de réfugiés affluer sur ses terres, apporte son soutien au futur Bangladesh. Cette prise de position en pleine guerre civile se situe dans la continuité des relations conflictuelles indo-pakistanaïses et se traduit sur le terrain par l'envoi de forces armées indiennes. Cette offensive indienne fait perdre la guerre au Pakistan. Ce n'est pas l'ONU qui a permis la fin de la troisième guerre indo-pakistanaïse : les membres permanents ne sont pas parvenus à l'unanimité<sup>84</sup> et la ligne de cessez-le-feu établie en 1949 par l'accord de Karachi a été violée. Dans sa résolution de fin 1971<sup>85</sup>, le Conseil de Sécurité demande la cessation des hostilités, l'établissement d'un cessez-le-feu et le retrait des troupes. Cette dernière résolution conduit ensuite à la signature en 1971 du Simla Agreement entre l'Inde et le Pakistan, accord visant à établir de meilleures relations entre les deux pays. Cet accord, outre la non-ingérence ou l'intégrité territoriale, insiste sur l'inviolabilité de la ligne de contrôle entre les deux États au Jammu-et-Cachemire. Cependant, la question de cette région contestée reste épineuse, les deux pays n'arrivant pas à se mettre d'accord sur la résolution du différend. En effet, le Pakistan, fort d'une population musulmane au Cachemire, souhaite sa consultation afin de rattacher le Cachemire à son territoire. De fait, l'Inde et le Pakistan ne visualisent pas leur conflit de la même manière : l'Inde rejette l'autorité de l'ONU tandis que le Pakistan souhaite appliquer le droit international qu'il estime lui être favorable, surtout si la population cachemirienne est consultée.

La crise du Cachemire ne s'est cependant pas arrêtée avec les résolutions onusiennes de la fin des années 1970. Le Pakistan tient à ce territoire et instrumentalise les insurrections anti-indiennes au Cachemire. En effet, des soldats pakistanais ont été infiltrés au Jammu-et-Cachemire dès 1999 alors que les Nations Unies surveillaient la ligne de contrôle. La situation s'est rapidement envenimée avec l'envoi par l'Inde de l'infanterie, de l'artillerie mais aussi d'un appui aérien pour contrer les avancées pakistanaïses : le conflit frontalier du Kargil est lancé. Le Pakistan n'a donc pas respecté la ligne de contrôle qui avait été établie et qui, pourtant, était surveillée par les Nations Unies. Là encore, l'organisation n'a pas pu empêcher l'escalade du conflit et ce sont les États-Unis qui, en tant que médiateurs, ont permis de limiter et de faire cesser la violence. Conflit sans fin, de nouvelles insurrections anti-indiennes en 2001 ont été attisées par la guerre en Afghanistan<sup>86</sup> entraînant de nouvelles violences et violations démontrant la portée limitée des actions et de l'influence onusiennes<sup>87</sup>. Là encore, les États-Unis ont repris leur rôle de médiateur. Alors que le Pakistan tente d'affronter l'Inde sur la scène internationale, il se trouve pourtant que les attaques de soldats indiens ont été condamnées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Il s'agit d'une victoire indienne alors même que la Chine, alliée du Pakistan, n'y a pas mis de veto<sup>88</sup>.

Sous le gouvernement pakistanais d'Imran Khan, le Pakistan affronte l'Inde sur le terrain de la religion. En effet, le Bharatiya Janata Party (BJP)<sup>89</sup> du Premier ministre Modi est un parti conservateur hindou qui mène une lutte contre les Indiens musulmans. Cela est exacerbé dans

---

<sup>84</sup> Conseil de Sécurité des Nations Unies, résolution 303, 06/12/1971.

<sup>85</sup> Conseil de Sécurité des Nations Unies, résolution 307, 21/12/1971.

<sup>86</sup> 1979-1989.

<sup>87</sup> *idem* BRETAGNE, Marine, note 92.

<sup>88</sup> JAFFRELOT, Christophe. *Les 7 leçons à retenir de la crise indo-pakistanaïse*. Institut Montaigne (en ligne). 6 mars 2019 (consulté le 23 février 2022).

<sup>89</sup> Parti indien du peuple.

le contexte des élections en Inde : le BJP met en œuvre une propagande anti-minorités et souhaite créer une unité hindoue. Cela a déjà conduit à des émeutes et violences en février 2020 à New Delhi où près de 53 personnes ont été tuées, la plupart étant musulmane, après une campagne électorale pour les législatives marquée par l'utilisation fréquente d'un discours haineux par les politiciens du BJP. De plus, entre les 17 et 19 décembre 2022, lors du Dharma Sansad, réunion des chefs religieux et militants nationalistes hindous, des appels à la haine contre la minorité musulmane ont été lancés ainsi qu'un appel à prendre les armes pour des tueries de masse. Ces appels n'ont pas fait l'objet de commentaire de la part de M. Modi ce qui renforce l'impunité des nationalistes hindous radicaux. Cette position anti-musulmans est contestée et dénoncée par le Premier ministre pakistanais d'alors, Imran Khan, comme les 24 et 25 septembre 2021 devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

Au regard du Cachemire, le Pakistan cherche à obtenir gain de cause sur la scène régionale. Par exemple, le 22 mars 2022 lors de la 48e réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de la coopération islamique, l'ex-Premier ministre Imran Khan a insisté auprès des membres sur la nécessité d'accroissement de la pression sur l'Inde concernant le statut de la région contestée du Cachemire. Il est cependant peu probable que l'Organisation ne condamne fermement l'Inde.

### 1.5.3 Le rôle du Pakistan après la prise du pouvoir par les Taliban en Afghanistan

L'Inde et le Pakistan profitent également de la situation politique afghane pour s'affronter dans les enceintes internationales. Après le retrait des troupes américaines de l'Afghanistan et la prise de pouvoir par les Taliban en août 2021, ces derniers sont en quête de reconnaissance internationale. Les Taliban afghans recherchent une légitimation de leur nouveau gouvernement mais aussi le dégel de leurs avoirs.

Le Pakistan, qui n'a pas reconnu le nouveau gouvernement taliban, a des liens historiques avec l'Afghanistan<sup>90</sup>. C'est pourquoi il a formellement appelé la communauté internationale à reconnaître le gouvernement taliban. De son côté, l'Inde condamne et s'oppose à l'influence pakistanaise en Afghanistan. Le Pakistan estime qu'une telle reconnaissance permettrait de « garantir la paix et la sécurité »<sup>91</sup>. Cela est, d'un certain point de vue, étrange compte tenu des plus nombreux attentats terroristes que le Pakistan comptabilise sur son territoire depuis août 2021, surtout menés par le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP)<sup>92</sup>. Depuis la fin du cessez-le-feu entre le TTP et le gouvernement pakistanais le 10 décembre 2021 et surtout depuis le retour du printemps, les attaques du TTP sont en pleine croissance, les combattants étant en plus enhardis par le Ramadan au mois d'avril 2022.

Le Pakistan a joué un rôle crucial dans la victoire des Taliban en ayant, entre autres, joué le rôle de refuge pour les Taliban lorsqu'ils combattaient les États-Unis et le gouvernement de Kaboul pendant 20 ans. Le Pakistan devrait continuer de jouer un rôle central dans la stabilité du Pakistan en organisant des sommets régionaux et en affirmant son engagement en faveur de la relance économique du pays et de la prévention d'une guerre civile. Par exemple, le 11 novembre 2021, le Pakistan a réuni le groupe Troïka Plus (Pakistan, Chine, Russie, États-Unis) appelant l'Afghanistan à former un gouvernement inclusif, subordonnant à cette condition le déblocage des avoirs financiers afghans. Encore, le 19 décembre 2021 au cours de la 17e session extraordinaire du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de la

---

<sup>90</sup> Le Pakistan a reconnu le premier régime des Taliban afghans de 1996 à 2001.

<sup>91</sup> GUILLARD, Olivier. « Inde-Pakistan : à l'ONU, Modi et Khan, deux visions de l'Afghanistan ». Asialyst (en ligne). 5 octobre 2021.

<sup>92</sup> Taliban pakistanais.

coopération islamique<sup>93</sup>, le Pakistan a pu réaffirmer sa position centrale sur la scène diplomatique régionale. Le Pakistan a une volonté d'influence réelle sur les Taliban qui, eux, cherchent à se positionner comme partenaires fiables.

Malgré cette volonté commune de relations bilatérales entre le Pakistan et l'Afghanistan, notamment via les organisations régionales et internationales, les relations entre les deux États souffrent de tensions. Ces tensions découlent en premier lieu de la Ligne Durand<sup>94</sup>, frontière entre les deux pays. Cette frontière est reconnue par les Nations Unies mais constitue pour les Afghans une construction artificielle qui divise les familles, les tribus et les communautés.

De son côté, le Pakistan tient à fermer cette frontière longue de 2 670 km afin de faire cesser les mouvements transfrontaliers incontrôlés alimentant le terrorisme et la contrebande. La frontière est donc la cause de tensions et affrontements entre les Taliban et les forces de sécurité pakistanaises. Ainsi, le 18 avril 2022, le ministère pakistanais des Affaires étrangères a exhorté le gouvernement afghan à prendre des mesures pour sécuriser la frontière. En effet, le 16 avril 2022, dans les provinces afghanes de Kunar et Khost, des frappes aériennes ont été menées, causant la mort de 47 personnes ainsi que 22 blessés. Bien que le Pakistan n'ait pas revendiqué cette attaque, si ces attaques sont confirmées, elles constitueraient alors une première incursion pakistanaise sur le territoire afghan depuis la prise de pouvoir par les Taliban.

Ce serait également une vraie escalade de la tension entre les deux pays. Il est pourtant peu probable que ces tensions ne causent un conflit diplomatique. En effet, les Taliban ont besoin d'aide sur la scène internationale (commerce, aide humanitaire, soutien politique pour une reconnaissance internationale) et le Pakistan craint que les Taliban ne soutiennent activement les attaques du TTP au Pakistan<sup>95</sup> et compte sur son allié pour l'aider à négocier un cessez-le-feu avec les groupes militants anti-pakistanais basés en Afghanistan. Cette volonté pakistanaise de faciliter l'engagement international afghan se manifeste, par exemple, par la signature entre l'Organisation de la coopération islamique et la Banque islamique de développement d'une charte du Fonds fiduciaire humanitaire pour l'Afghanistan, soit des dons pour le peuple afghan.

Les tensions Pakistan/Afghanistan sont également attisées par la montée du terrorisme, notamment de groupes tels que le TTP ou les séparatistes baloutches qui s'inspirent directement des Taliban. Les attaques sont menées dans les provinces pakistanaises proches de la frontière telles que celles du Nangarhar, du Nord et du Sud-Waziristan (anciennes zones tribales), du Khyber Pakhtunkhwa et du Baloutchistan. Pourtant, la volonté du Pakistan de frapper les cibles militantes en Afghanistan est limitée du fait de son désir de conserver de bonnes relations avec les Taliban. Dans un même temps, les Taliban sont encore trop préoccupés par des problèmes de gouvernance ce qui ne leur permet pas d'endiguer la menace représentée par l'ISKP.

Près de 9 mois après la prise de pouvoir par les Taliban en Afghanistan, le Pakistan continue de soutenir son allié afghan mais son isolement diplomatique et économique pourrait se révéler être un fardeau plus qu'un atout. L'incapacité des Taliban à prendre des mesures contre les militants pakistanais opérant depuis son territoire pourrait constituer un risque de mise en danger de la politique intérieure du Pakistan. Pourtant le Pakistan n'a pas encore

---

<sup>93</sup> Présence des 57 nations islamiques ainsi que d'observateurs comme la Chine, les États-Unis, l'UE, les Nations Unies ou la Russie.

<sup>94</sup> Cette frontière a été tracée par les dirigeants coloniaux britanniques.

<sup>95</sup> Le territoire afghan est utilisé comme refuge par le TTP.

officiellement reconnu la nouvelle entité talibane ce qui rompt avec la situation de 1990 où le Pakistan était l'un des trois seuls pays à reconnaître l'Émirat islamique et le dernier à rompre le lien. Le Pakistan considère pourtant les Taliban comme un allié clef dans la sauvegarde de ses intérêts de sécurité dans la région.

Il est certain que la crise constitutionnelle que subit le Pakistan n'est pas un atout au regard de l'influence en faveur de l'Afghanistan sur la scène internationale. La politique intérieure pakistanaise est instable : le pays doit encore mener des élections, pour le moment prévues en 2023. L'alliance Pakistan/Afghanistan pourrait tendre les relations du Pakistan avec les États-Unis et les pays occidentaux, et ce davantage encore après le refus pakistanaise de prendre position contre la Russie dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine fin février 2022.

#### I.5.4 La position du Pakistan dans les organisations internationales après l'invasion de l'Ukraine par la Russie

Le 24 février 2022, l'ancien Premier ministre Imran Khan a rendu visite à M. Poutine en Russie. Le 28 février 2022, le Pakistan a signé avec la Russie des accords bilatéraux lui garantissant un approvisionnement stable en blé et en gaz au cours des prochains mois, et ce dans le contexte de l'invasion russe en Ukraine.

Lors du vote aux Nations Unies, le Pakistan s'est abstenu lors du vote de la résolution demandant à la Russie le retrait immédiat, complet et inconditionnel de ses troupes, le Pakistan se prononçant en faveur de la résolution du conflit par la diplomatie. Le Pakistan s'est abstenu alors que le Japon, le Canada et l'Australie avaient signé une lettre conjointe exhortant le Pakistan à condamner l'agression russe. Cette position pakistanaise neutre donne l'impression de condamner à la fois la Russie et l'Ukraine.

Pourtant d'un point de vue historique, ce sont plutôt les États-Unis qui sont alliés au Pakistan pour faire face aux liens étroits unissant l'Inde et la Russie. Les échanges commerciaux entre la Russie et le Pakistan étaient donc relativement faibles. Le rapprochement Pakistan/Russie intervient également dans un contexte de rapprochement États-Unis/Inde pour contrer l'influence chinoise en Indopacifique.

Le Pakistan devrait garder une position neutre pour éviter que les États-Unis ne retirent leur aide au développement et leur aide humanitaire. Cela pourrait également impacter la fourniture d'aide militaire.

Bien que les sanctions occidentales devraient limiter les perspectives d'investissements russes importants au Pakistan, les deux pays devraient continuer à coopérer, notamment dans le cadre de la construction du gazoduc Pakistan Stream (PSGP) dans la province du Pendjab et

## II. Hard Power

### II.1 La dissuasion conventionnelle et nucléaire comme outil de stabilisation régionale

#### II.1.1 La nucléarisation du Pakistan en réponse à l'Inde

La nucléarisation du Pakistan dans la deuxième partie du XXe siècle s'inscrit comme une réponse au programme nucléaire indien.

En effet, dès l'indépendance de l'Inde, le premier ministre indien Nehru crée la Commission de l'énergie atomique en 1948 avec notamment le soutien des États-Unis<sup>96</sup>. Le programme est, à ses débuts civils, mais l'aspect militaire est envisagé lorsque la Chine réalise ses premiers essais d'arme nucléaire en 1964. L'Inde est traumatisée par sa défaite de 1962 face aux armées chinoises et l'arme nucléaire doit permettre de lui garantir la sécurité de ses frontières<sup>97</sup>.

C'est en 1971 que le Pakistan élabore son programme nucléaire militaire, soit trois ans avant l'explosion de la première bombe nucléaire souterraine indienne le 18 mai 1974 à Pokharan. Le Premier ministre pakistanais Zulfikar Ali Bhutto réunit des scientifiques et ingénieurs qu'il missionne pour lancer son programme nucléaire.

Le premier essai nucléaire pakistanais, Chagai-I, est réalisé le 28 mai 1998 dans la province du Baloutchistan par une série de cinq tests de faible intensité. Deux jours plus tard, les six essais Chagai-II dans le désert de Kharan permettent aux Pakistanais de réaliser notamment un test à l'uranium enrichi et un autre au plutonium<sup>98</sup>.

Il convient aussi de s'interroger sur le rôle des États-Unis dans la nucléarisation du Pakistan. En 1979, la relation américano-pakistanaise est au point de rupture du fait du conflit avec l'Inde et du programme nucléaire pakistanais. Les Américains réduisent l'aide économique vers Islamabad et en novembre 1979, ce qui provoque des tensions, l'ambassade américaine à Islamabad est visée par des manifestations et la mort d'un Marine<sup>99</sup>. L'invasion de l'Afghanistan par l'URSS le 24 décembre 1979 va rebattre les cartes. Le Pakistan apparaît alors comme utile pour maintenir l'équilibre dans la région et résister à une hégémonie soviétique au sein de cette dernière. L'amendement Pressler en 1985 interdit toute aide au Pakistan à moins que le président pakistanais ne certifie que le Pakistan ne possède pas d'engin militaire nucléaire<sup>100</sup>. Il apparaît alors au président Carter que la menace soviétique est plus importante que la lutte contre la prolifération nucléaire. L'amendement Pressler ne sera donc que peu suivi d'effet, les Américains ne souhaitant pas fragiliser un État qui pourrait devenir une proie facile pour l'URSS<sup>101</sup>.

---

<sup>96</sup> Commission de la défense nationale et des forces armées, Rapport d'information sur la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, Assemblée Nationale, 2000.

<sup>97</sup> Raphaël GUTMANN, "Le choix controversé du nucléaire en Inde", Études, p. 151, 2011.

<sup>98</sup> Kofi ANNAN, "Le secrétaire général déplore le sixième essai nucléaire du Pakistan et offre d'aider le Pakistan et l'Inde à engager un dialogue constructif", Communiqué de presse, mai 1998.

<sup>99</sup> Madija AFZAL, "1979: Another embassy under siege", Brookings, 2019

<sup>100</sup> Robert M. HATHAWAY, "Confrontation and Retreat: The U.S. Congress and the South Asian Nuclear", Arms Control Association, 1976.

<sup>101</sup> Adrien SCHU, "Les turpitudes d'un mariage sans amour : une analyse historique et prospective de la relation pakistano-américaine", Politique américaine, 2013, p. 73.

### II.1.2 L'équilibre dans la région Asie du Sud-Est

Le programme nucléaire pakistanais est clairement annoncé par Ali Bhutto comme une réponse au nucléaire indien. En 1974, il déclare « si l'Inde construit la bombe, nous l'aurons nous aussi, même si, pour y parvenir, nous devons manger de l'herbe et des feuilles »<sup>102</sup>. Les dirigeants pakistanais ont perçu très rapidement que la survie de leur nation dépendait en partie de la détention d'armes nucléaires pour rétablir l'équilibre avec l'Inde.

Faisant suite aux essais pakistanais et indiens de mai 1998, la Déclaration de Lahore de 1999, accord bilatéral entre l'Inde et le Pakistan, vise à instaurer un climat de confiance entre ces deux nations. La Déclaration de Lahore reconnaît la responsabilité des deux États à éviter un conflit de par leur dimension nucléaire. Ils s'engagent en outre dans des objectifs de non-prolifération et de désarmement nucléaire. La guerre de Kargil<sup>103</sup> qui intervient moins de cinq mois après le traité va réduire à néant les efforts entrepris par le Pakistan et l'Inde pour maintenir le dialogue et s'inscrire dans une voie de dénucléarisation. Ce conflit est le premier entre deux États dotés de l'arme nucléaire. Si l'on observe une très forte montée en tension avec une large offensive indienne et le déploiement de 30 000 soldats, la dissuasion nucléaire démontre son efficacité en empêchant une guerre totale entre ces deux pays et une certaine retenue, l'Inde se satisfaisant de la reprise de sa position stratégique sur le Kargil.

L'équilibre stratégique est la pièce centrale du programme nucléaire pakistanais, il est d'ailleurs parfaitement assumé dans les discours d'Islamabad. Le jour des essais nucléaires décisifs du 29 mai 1998, le Premier ministre Nawaz Shakif déclare que « tous les essais ont été des succès, le Pakistan est parvenu à égaliser les comptes avec l'Inde »<sup>104</sup>. Et après deux décennies, la dissuasion envers l'Inde est toujours d'actualité comme en témoigne le discours de Nawaz Shakif à la tribune des Nations Unies le 21 septembre 2016 dans lequel il explique l'attachement du Pakistan à la stabilité stratégique de la région. Il explique aussi l'obligation pour le Pakistan de réagir face aux programmes d'armements indiens, et de se réarmer face à cette menace indienne afin de prévenir les conflits<sup>105</sup>. La surestimation des capacités nucléaires indiennes sert aussi de justification pour accroître ses arsenaux nucléaires<sup>106</sup>.

### II.1.3 La doctrine nucléaire pakistanaise

L'arsenal nucléaire pakistanais s'est constitué en miroir de son concurrent indien, et nous l'avons vu, l'équilibre du Sud-Est de l'Asie reste au cœur de la justification nucléaire pakistanaise. Face aux craintes de la communauté internationale, les autorités pakistanaises ont cherché à afficher une posture rassurante.

L'arme nucléaire est pour la population pakistanaise un objet de fierté. Elle permet en effet au Pakistan d'avoir des discussions d'égal à égal et une protection face à l'Inde qui a une population six fois plus nombreuse que le Pakistan. Les autorités pakistanaises affirment en effet que leurs armes nucléaires n'existent que pour l'auto-défense et qu'elles constituent un « égalisateur de puissance » face à l'Inde. Pour le gouvernement pakistanais ces armes ont une visée dissuasive pour empêcher toute agression, qu'elle soit conventionnelle ou

---

<sup>102</sup> Aurélien LOUVEL, Les rapports biaisés dans la prolifération nucléaire, Ecole de Guerre Economique, 2020.

<sup>103</sup> Conflit provoqué par l'infiltration de soldats Pakistanais sur le plateau de Kargil, en territoire indien.

<sup>104</sup> AFP-Reuters, "Le Pakistan décrète l'état d'urgence", Le Parisien, mai 1998.

<sup>105</sup> Nawaz SHARIF, "Statement by PM, at the General Debate of the 71st Session of the UN General Assembly", Prime Minister's office, septembre 2016.

<sup>106</sup> Jean-Luc RACINE, "La communication dans le domaine de la "dissuasion stratégique" : le cas de l'Inde et du Pakistan", Fondation pour la recherche stratégique, 2017.

nucléaire<sup>107</sup>. En cas d'invasion indienne par les armées conventionnelles, une frappe préemptive est donc envisagée par le gouvernement pakistanais. L'arme nucléaire permet au Pakistan de se placer dans un rapport de force dit « du faible au fort ». L'arsenal nucléaire d'Islamabad est équipé d'armes jouant sur les niveaux stratégique, opérationnel et tactique pour répondre au précepte de la dissuasion à spectre complet (full-spectrum deterrence)<sup>108</sup>. Le Pakistan peut intervenir à partir des trois vecteurs (terre-air-mer). Le missile Shaheen III, testé en 2015, répond à cette doctrine avec ses 2 750 km de portée, permettant de toucher non seulement la péninsule indienne, mais aussi les îles du Golfe du Bengale Andamans et Nicobar qui pourraient être munis de moyen de frappes en second<sup>109</sup>.

Au niveau international, le Pakistan se dit prêt à souscrire au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) si l'Inde y souscrit aussi. Le pays fait en effet partie des très rares pays qui n'ont ni signé ni ratifié le TICE avec l'Inde et la Corée du Nord. En outre, le Pakistan n'est pas reconnu comme État doté d'armement nucléaire par le Traité de non-prolifération (TNP), au même titre que l'Inde. Le TNP ne distingue que les pays ayant fait exploser leur bombe avant 1967. L'Inde se voit néanmoins accorder un statut dérogatoire au TNP pour l'accès aux technologies du nucléaire civil. Cette faveur renforce les rancœurs d'Islamabad et sert aussi de justification à sa politique de dissuasion face à l'Inde, adversaire qui bénéficierait d'atouts injustifiés.

En matière de communication, le gouvernement reste flou sur la chaîne de décision. A l'issue des négociations indo-pakistantaises de 2006, le Pakistan s'est engagé à structurer sa chaîne de décision nucléaire.

## II.2 La constitution d'un réseau d'alliances militaires pour contrer celui de l'Inde

### II.2.1 Relation tumultueuse avec les États-Unis

La relation entre les États-Unis et le Pakistan connaît de fortes turbulences qui ont vu Washington se détourner d'Islamabad au profit de l'Inde.

Les deux pays ont pourtant connu une coopération très forte depuis la Guerre Froide, les Américains ayant largement soutenu les guérillas islamistes contre les armées soviétiques. Les Américains avaient notamment favorisé ce partenariat avec des campagnes d'aides pour le Pakistan, le Enhanced Partnership with Pakistan Act of 2009, à hauteur de 7,5 milliards de dollars entre 2009 et 2014<sup>110</sup>. Washington s'est aussi engagé à rembourser les frais engagés par le Pakistan dans ses opérations contre le terrorisme.

L'assassinat d'Oussama Ben Laden sur le sol pakistanais et les accusations américaines sur les liens présumés entre les services de renseignement pakistanais et les Taliban ont largement contribué à refroidir les relations entre ces deux États.

Le président Donald Trump, a décidé en 2018 de bloquer les aides liées à la sécurité et la livraison de matériel militaire au bénéfice d'Islamabad. Il accuse en effet le Pakistan de collaborer avec les groupes djihadistes au lieu de les combattre comme il s'y était engagé. On observe néanmoins un rapprochement entre le président américain et les autorités

---

<sup>107</sup> « Suo Moto Statement by Prime Minister Shri Atal Bihari Vajpayee in Parliament », 27 mai 1998 et GOI, « Paper laid on the table of the House on Evolution of India's Nuclear Policy », 27 mai 1998.

<sup>108</sup> Peter LAVOY, "A conversation with Gen. Khalid Kidway", Carnegie International nuclear policy conference, 2015.

<sup>109</sup> Army technology, "Pakistan test-fires Shaheen-III surface to surface ballistic missile", 2021

<sup>110</sup> U.S. Congress, "Enhanced Partnership with Pakistan Act", 111th Congress, 2009

pakistanaises à partir de 2019, au sujet de la sortie d'Afghanistan. Donald Trump voit en Islamabad un intermédiaire avec les autorités afghanes pour quitter l'Afghanistan. Ce rapprochement s'est aussi traduit par l'aide de 8 millions de dollars au Pakistan dans la lutte contre le coronavirus<sup>111</sup>. Trump a aussi proposé au président Khan sa médiation dans le conflit du Cachemire avec l'Inde, provoquant l'ire de New Delhi.

Depuis l'arrivée à la Maison Blanche de Joe Biden, les relations sont glaciales entre les deux États. Imran Khan est l'un des rares dirigeants que Biden n'a pas appelé depuis son élection. Washington critique fortement le rôle d'Islamabad dans l'arrivée au pouvoir des Taliban. Khan n'a en effet pas manqué d'éloge pour décrire la prise de pouvoir des Taliban en Afghanistan<sup>112</sup>. L'administration Biden se tourne de ce fait vers l'Inde pour en faire son interlocuteur privilégié dans la région.

Si le Pakistan ne peut plus compter sur les États-Unis pour peser dans son sens dans le conflit qui l'oppose à l'Inde, elle cherche en outre de nouveaux partenaires pour moderniser son armée.

### II.2.2 L'industrie de défense pour se constituer un nouveau réseau d'alliances

Les relations entre l'Afghanistan et la Russie ont longtemps été tendues, du fait de la situation afghane. Néanmoins, les divergences entre Islamabad et les États-Unis ont poussé les Pakistanais dans les bras des Russes.

Ce rapprochement s'effectue par de nombreux échanges commerciaux et des contrats d'armement. Le partenariat russo-pakistanaïse se construit avec des constructions d'infrastructures en matière d'énergie, le Pakistan en effet se tourne vers la Russie pour répondre à ses demandes, notamment des gazoducs. En matière d'armement, ce rapprochement est de plus en plus fort. En 2014, la Russie lève l'embargo contre le Pakistan au sujet de la vente de matériel militaire et signe avec Islamabad un accord de coopération militaire. Par ce traité, Moscou entend trouver un nouveau partenaire pour compenser sa perte d'influence en Inde, et pouvoir doper ses ventes avec ce nouvel acheteur. En 2018, le Pakistan est le dixième pays destinataire des exportations d'armes russes<sup>113</sup>.

Le partenariat russo-pakistanaïse se renforce avec en 2018 un accord naval bilatéral sur le sujet de la sécurité dans l'océan Indien. Ce traité permet au Pakistan de renforcer sa position régionale face à l'Inde<sup>114</sup>.

Dans son conflit avec l'Inde, le Pakistan pourrait trouver avec la Chine un allié de poids. Elle aussi est en compétition avec l'Inde et voit d'un bon œil une alliance stratégique avec le Pakistan pour isoler la péninsule indienne dans la région d'Asie du Sud-Est. Raja Mohan, universitaire indien et directeur de l'Institut d'études sud-asiatiques de l'Université nationale de Singapour explique qu'une collaboration entre Pékin et Islamabad pourrait constituer un « défi de taille »<sup>115</sup>.

Ce rapprochement sino-pakistanaïse se concrétise par la China's Belt and Road Initiative, nouvelle route de la soie avec le développement de nouvelles infrastructures stratégiques pour favoriser les échanges et la montée en puissance chinoise. Le Pakistan est le pivot de cette politique avec la construction de 3 000 km de routes, voies ferrées, oléoducs et gazoducs

---

<sup>111</sup> Madija AFZAL, "Evaluating the Trump administration's Pakistan reset", Brookings, 2020

<sup>112</sup> Maroosha MUZAFFAR, "Taliban have broken "the shackles of slavery's", says Pakistan PM Imran Khan", Independent, 2021

<sup>113</sup> Doris SCHMIDT, Le rapprochement de la Russie avec le Pakistan : une convergence d'intérêts, Iris Sup', 2020

<sup>114</sup> ParsToday, "Océan Indien : coopération Russie/Pakistan", 2018

<sup>115</sup> Pranay SHARMA, "L'alliance Chine-Pakistan en Afghanistan inquiète l'Inde", South China Morning Post, 2021

et un investissement chinois de 62 milliards de dollars<sup>116</sup>. Si ce programme d'investissement concerne principalement le domaine civil, il favoriserait aussi des contrats militaires. Le New York Times fait état d'un « accord secret » qui concerne l'achat par le Pakistan d'avions de chasse, armement et logiciel chinois, ainsi qu'un approfondissement de leur coopération spatiale<sup>117</sup>.

En matière d'armement, le rapprochement avec la Chine se concrétise par l'achat en 2015 de huit sous-marins d'attaque chinois<sup>118</sup>. Ces sous-marins de classe Hangor, sont une réponse au programme d'armement indien qui mène une politique très ambitieuse en la matière avec de très nombreux projets pour moderniser et accroître son escadrille sous-marine. Ce partenariat s'accompagne en outre d'un transfert de technologies puisque sur les huit, quatre seront construits au Pakistan, permettant le développement industriel pakistanais<sup>119</sup>.

La Chine profite pleinement du refroidissement des relations entre le Pakistan et les États-Unis, et la situation économique délicate que traverse le Pakistan du fait de ces tensions. Le Pakistan se tourne vers la Chine pour obtenir l'argent qu'il n'obtient plus de Washington.

Ce rapprochement se comprend aussi par l'attrait chinois pour la situation économique afghane. Le Pakistan, par ses liens avec les Taliban, pourrait en effet jouer un rôle primordial dans la politique afghane. La Chine pourrait ainsi trouver dans le Pakistan un point d'accès pour investir le champ politique et économique de l'Afghanistan. Pékin cherche à bénéficier des richesses souterraines afghanes, en particulier le lithium pour les véhicules électriques<sup>120</sup>.

### II.2.3 Alliances à vocation opérationnelle qui se montrent via des exercices et des déploiements

Le Pakistan cherche à tirer profit de ces alliances et multiplie les exercices militaires de grande envergure. Ces démonstrations servent tout d'abord à démontrer à ses rivaux ses capacités militaires, mais aussi à renforcer ses liens avec ses partenaires et favoriser l'interopérabilité de ses troupes.

L'exercice sino-pakistanaï annuel « Shaheen » effectué depuis 10 ans, permet aux deux pays d'approfondir leur coopération, mais fait aussi office de dissuasion conventionnelle face à l'Inde.

Le Pakistan cherche à multiplier ces exercices avec tous ces partenaires, par exemple à l'automne 2021 avec la Turquie et l'Azerbaïdjan. Le Pakistan entend bénéficier de l'expérience de ces deux armées alliées pour améliorer ses capacités et sa formation au contact de soldats qui ont notamment connu la guerre au Karabakh<sup>121</sup>.

## II.3 L'Inter-Service Intelligence Directorate est un outil majeur dans la stratégie d'influence du Pakistan

L'Inter Service Agency Directorate ou ISI est le principal service de renseignement pakistanais, et opère au bénéfice des trois services des forces armées du pays (armée, marine et force aérienne). Il est responsable de la collecte et de l'analyse du renseignement sur le territoire

---

<sup>116</sup> Maria ABI-HABIB, "Alliance militaire secrète entre la Chine et le Pakistan", The New York Times, 2018

<sup>117</sup> New York Times, « Pakistan-China belt road military », décembre 2018

<sup>118</sup> Laurent LAGNEAU, "Le Pakistan envisage l'acquisition de 8 sous-marins auprès de la Chine", Opex360, 2015

<sup>119</sup> Le Marin, "Le Pakistan démarre la construction de son premier sous-marin autochtone", 2021.

<sup>120</sup> AFP-Reuters, "Après la victoire des talibans, Washington pourrait reprendre ses distances avec le Pakistan", L'Express, 2021.

<sup>121</sup> Jeyhun ALIYEV, "La Turquie, l'Azerbaïdjan et le Pakistan lancent les exercices militaire conjoints "Trois frères-2021"", Agence Anadolu, 2021.

national et à l'étranger ainsi que de la conduite d'actions clandestines offensives. Depuis sa création en 1948, ce service a vu son champ d'action s'élargir à la surveillance des mouvements contestataires nationaux et a acquis une position avantageuse dans l'administration pakistanaise. Il représente aujourd'hui un acteur fondamental dans la stratégie d'influence internationale du pays grâce aux relations qu'il entretient avec les réseaux islamistes dans le monde ainsi que par sa proximité avec certains services de renseignement occidentaux dans le cadre de la lutte contre les groupes terroristes.

### II.3.1 L'influence de l'ISI sur la politique pakistanaise

La tradition d'ingérence de l'ISI dans les milieux politiques pakistanais remonte au coup d'Etat militaire mené par le général Ayub Khan en 1958. Le régime militaire de ce dernier confie aux services de renseignement la mission d'assurer la stabilité du régime en réprimant les mouvements contestataires et en contrôlant l'opposition politique<sup>122</sup>. Pour ce faire, il met en œuvre une gamme de techniques visant à intimider toute personnalité opposée au gouvernement : enlèvement, torture, procès truqués, campagnes de désinformation, assassinats, etc. En dépit du décès de Ayub Khan en 1969 et du retour progressif à une forme de démocratie à partir de 1970, l'ISI conserve cette prérogative d'assurer la stabilité sociale et politique du pays, et n'hésite pas à dépasser le simple contrôle social du pays pour influencer directement le jeu politique du Pakistan. L'ISI met ainsi en œuvre des actions visant à favoriser les formations et mouvements politiques avec lesquels ses intérêts sont alignés, en les soutenant financièrement et matériellement. Le service a notamment soutenu à plusieurs reprises des initiatives politiques d'inspiration religieuse. A l'inverse, les dirigeants du service ont également utilisé les ressources à leur disposition pour nuire aux personnalités et partis dont les orientations sont jugées incompatibles avec leurs idées. Ainsi, le général Assad Durrani, ancien directeur de l'ISI, a reconnu en 2008 que le service a financé les opposants au programme libéral et séculariste de Benazir Bhutto pendant les élections législatives de 1993<sup>123</sup>.

Au-delà de l'objectif d'orienter le pouvoir politique du pays vers des positions favorables aux intérêts du service, ces manipulations ont pour but d'assurer la stabilité du régime politique pakistanais, condition nécessaire au maintien du pouvoir dont dispose l'ISI. Ses responsables cherchent en particulier à défendre la position dominante qu'il occupe dans l'administration pakistanaise ainsi que sa liberté d'action très importante. Ainsi en 2008, la décision du premier ministre Yousaf Raza Gilani de placer l'ISI sous tutelle du ministère de l'Intérieur pour mieux contrôler ses activités a fait l'objet d'une très vive opposition de la part de ses membres et a été annulée en 48 heures<sup>124</sup>.

Le service bénéficie donc d'un pouvoir démesuré sur les administrations et les représentants politiques élus, ce qui lui permet d'influencer ou de limiter les actions que ces derniers peuvent prendre à son égard. En dépit de cette influence sur les dirigeants pakistanais, le service n'est pas totalement intouchable par le gouvernement, comme en témoigne par exemple le renvoi du général Zaheer-ul Islam en 2014 par le premier ministre Nawaz Sharif en raison de soupçons de son soutien à des forces politiques d'opposition<sup>125</sup>.

---

<sup>122</sup> Jyoti PATHANIA, "ISI in Pakistan's Domestic Politics: An Assessment", CLAWS Journal, 2020..

<sup>123</sup> Omar WARAICH, "Pakistan's Spies Elude Its Government", Time, 2008

<sup>124</sup> Jean-Luc RACINE, "Pakistan, le rôle trouble de l'ISI", Qui gouverne le monde ? 2018, p.308-315.

<sup>125</sup> Idem.

### II.3.2 La mise en œuvre de réseaux islamistes par l'ISI lui donne des capacités d'action et d'influence à l'échelle mondiale

La proximité que l'ISI entretient avec des réseaux islamistes dans le monde, qu'ils soient politiques ou terroristes, lui offre des capacités d'action indirecte et d'influence importantes. Cette stratégie d'alliance et de soutien à ces réseaux est un des piliers de l'action internationale du service. L'invasion soviétique d'Afghanistan en 1979 et la constitution de mouvements de combattants volontaires dans le monde musulman pour lutter a représenté une opportunité importante pour le Pakistan. Sa position géographique l'a imposé comme le point d'accès des volontaires et du soutien matériel et financier international vers l'Afghanistan, et a permis à l'ISI de se positionner comme intermédiaire et coordinateur local de ces initiatives. Ainsi, le service a pu tisser des liens forts avec les différentes factions en lutte contre le pouvoir communiste de Kaboul et identifier les personnalités d'intérêt combattant dans leurs rangs, à l'exemple d'Oussama Ben Laden. Après la fin du conflit en 1989, l'ISI a choisi de soutenir le mouvement taliban jusqu'à son accession au pouvoir, comme en témoigne la reconnaissance officielle apportée au gouvernement du Mollah Omar par le Pakistan, un des seuls pays ayant fait cette démarche avec l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis<sup>126</sup>.

En dépit du soutien affiché par le Pakistan aux Etats-Unis et à l'alliance internationale opposée aux Talibans et à Al Qaïda après les attentats du 11 septembre 2001, l'ISI a conservé ses liens forts avec ces deux groupes et leur a permis d'utiliser les régions frontalières du pays comme base arrière. Si les forces armées pakistanaises ont coopéré avec les forces américaines pendant la traque des responsables du mouvement terroriste, les responsables de haut niveau ont bénéficié de la complicité des services de renseignement, en particulier Oussama Ben Laden, le chef du mouvement taliban Mohammad Omar<sup>127</sup> et son successeur Akhtar Mohammad Mansour, qui ont pu s'établir dans le pays sans être inquiétés par les forces de sécurité nationales<sup>128</sup>.

Le soutien au mouvement taliban par l'ISI est mis en œuvre dans le cadre d'une stratégie visant à établir un gouvernement ami dans ce pays voisin. Étant situé entre l'Afghanistan et l'Inde et disposant d'une profondeur stratégique limitée, le Pakistan ne peut se permettre d'être pris en étau entre deux pays ennemis. Dans ce contexte, le soutien de l'ISI au gouvernement afghan pro-occidental mis en place depuis 2001 s'oppose au soutien de New Delhi à ce dernier et vise à rétablir un pouvoir basé sur l'Islam et jugé compatible avec les intérêts du Pakistan. Dans le contexte de cette opposition, les deux camps ont massivement aidé leurs « champions » locaux respectifs. L'Inde a notamment fourni un soutien financier et humanitaire au gouvernement de Kaboul, et a investi 2 milliards de dollars dans des projets d'infrastructures tels que le nouveau parlement, financé à hauteur de 90 millions de dollars<sup>129</sup>, ou le barrage de Salma, financé à hauteur de 270 millions de dollars<sup>130</sup>. De plus, s'il n'a pas été le principal fournisseur des forces armées afghanes, le gouvernement indien a travaillé à

---

<sup>126</sup> Adrian GUELKE, *Terrorism and Global Disorder: Political Violence in the Contemporary World*, Bloomsbury Academic, 200

<sup>127</sup> The Washington Time, "Taliban chief hides in Pakistan", 2009.

<sup>128</sup> Matt WALDMAN, "The Sun in the Sky: the relationship between Pakistan's ISI and Afghan insurgents", London School of Economics, 2010.

<sup>129</sup> The Hindustan Time, "Modi inaugurates new Afghan Parliament built by India in Kabul", 2015

<sup>130</sup> Anchal VOHRA, "Narendra Modi to visit Afghanistan in June to Inaugurate Salma Dam", The Economic Time 2016.

renforcer leurs capacités à l'exemple de la livraison d'hélicoptères de combat en 2015<sup>131</sup>. A l'inverse, l'ISI s'est attaché à renforcer sa relation avec les talibans. Des officiers du service assistaient ainsi au conseil supérieur du mouvement, le Quetta Shura, en tant qu'observateur et à ce titre contribuaient aux décisions stratégiques faites par les dirigeants<sup>132</sup>. Le soutien du service au groupe islamiste s'est également matérialisé sous la forme de zones refuges au Pakistan pour les combattants talibans, qui ont bénéficié de formations dispensées par des membres du service dans des centres d'entraînement situés près de la frontière avec l'Afghanistan ainsi que de livraisons d'armes<sup>133</sup>. De même, l'ISI a très largement financé les opérations du mouvement, certains responsables talibans évoquant un montant versé mensuellement de 120 dollars par combattant<sup>134</sup>. Au-delà du renforcement du mouvement taliban jusqu'à sa victoire en août 2021, la très forte intégration entre Talibans et ISI a permis au service d'orienter les actions du groupe contre les forces de la coalition et les partisans du gouvernement mais également en ciblant les intérêts indiens dans le pays. L'attentat contre l'ambassade d'Inde à Kaboul le 7 juillet 2008 a ainsi été commandité par l'ISI<sup>135</sup>. Le soutien du Pakistan au mouvement taliban a été un des facteurs décisifs dans sa victoire sur le gouvernement pro-occidental. L'aide massive fournie par l'ISI a permis à Islamabad de s'assurer de la présence d'un gouvernement ami au pouvoir dans ce pays voisin, privant l'Inde de la possibilité de menacer le Pakistan par l'ouest et sécurisant ainsi un flanc entier du pays. Les actions de l'ISI en Afghanistan trouvent un écho dans son instrumentalisation de mouvements terroristes actifs sur le territoire indien. La rébellion active dans les régions frontalières de Jammu et Cachemire, administrée par l'Inde mais revendiquée par le Pakistan permet au service de sponsoriser des groupes terroristes et indépendantistes qui y opèrent en ciblant les intérêts indiens. Il entretient des liens avec une nébuleuse de mouvements dont il soutient financièrement et matériellement les opérations. Les deux organisations les plus importantes liées à l'ISI sont Jaish-e-Mohammed<sup>136</sup>, responsable de l'attaque en 2016 de la base aérienne indienne de Pathankot et en 2019 de l'attentat-suicide contre un convoi des forces de polices indiennes de Pulwama ; Lashkar-e-Taiba<sup>137</sup>, responsable des 12 attentats coordonnés qui ont frappé Mumbai le 26 novembre 2008. Les modes opératoires du service sont les mêmes que ceux employés pour soutenir les talibans : ces groupes bénéficient d'un soutien financier et matériel dans l'organisation de leurs opérations et leurs membres peuvent se réfugier au Pakistan où ils sont accueillis dans des centres d'entraînement. L'instrumentalisation de groupes terroristes islamistes est un des outils majeurs de l'ISI pour déstabiliser l'Inde. En effet, le financement d'opérations par ces organisations est une solution à faible coût, nécessitant des sommes limitées, de l'ordre de quelques millions de dollars employés à former, équiper et payer les combattants. Les attentats ont en revanche le potentiel d'avoir un impact stratégique, notamment par leur action sur l'opinion publique indienne. Le rapport entre les moyens investis et les résultats obtenus fait de l'utilisation des organisations terroristes un outil « low-cost » pour l'ISI. L'utilisation de ces groupes comme

---

<sup>131</sup> Vasudevan SRIDHARAN, "India delivers attack helicopters to Afghanistan to counter Taliban offensive", *International Business Time*, 2015.

<sup>132</sup> Matt WALDMAN, "The Sun in the Sky: the relationship between Pakistan's ISI and Afghan insurgents", *London School of Economics*, 2010.

<sup>133</sup> *Idem.*

<sup>134</sup> *Ibid.*

<sup>135</sup> Mark MAZZETTI, Eric SCHMITT, "Pakistanis Aided Attack in Kabul, U.S. Officials Say", *New York Times*, 2008

<sup>136</sup> Jean-Luc RACINE, "Pakistan, le rôle trouble de l'ISI", *Qui gouverne le monde ?*, 2018, p.308-315.

<sup>137</sup> Ashley TELLIS, "Bad Company - Lashkar E-Tayyina and the growing ambition of islamist militancy in Pakistan", *Carnegie Endowment for International Peace*, 2010.

exécutants et la nature secrète des opérations du service permet au gouvernement d'Islamabad de nier l'implication du Pakistan dans des attentats ciblant les intérêts indiens. La multiplicité des populations et des cultures en Inde, associée à des revendications d'indépendance dans certaines régions et à des tensions entre communautés hindoues et musulmanes fait du pays un terrain fertile pour l'apparition de groupes armés terroristes. L'alignement des intérêts de l'ISI et de ces organisation permet au premier de construire des partenariats durables avec les seconds, comme en témoigne le soutien continu apporté à Lashkar-e-Taiba et Jaish-e-Mohammed depuis leur fondation, respectivement en 1986 et 2000. Le service bénéficie donc d'intermédiaires capables de mettre en œuvre des opérations cinétiques sans avoir besoin d'impliquer directement ses membres sur le territoire indien.

### II.3.3 La proximité entre l'ISI et les services occidentaux lui permet de protéger ses alliés

La position géographique du Pakistan lui a permis de s'imposer comme acteur essentiel des divers conflits ayant secoué l'Afghanistan depuis 1979. A ce titre, l'ISI représente un partenaire inévitable pour les services de renseignement occidentaux souhaitant opérer dans la région, en particulier la CIA. Ces liens remontent à l'invasion soviétique de 1979 et au soutien occidental aux guérillas afghanes. En tant que service de renseignement local, l'ISI s'est imposé comme coordinateur du soutien international et intermédiaire entre les services étrangers et les organisations combattantes. A ce titre, des échanges d'information et une proche collaboration entre services s'est mise en place.

Cette collaboration entre l'ISI et la CIA (et plus largement les autres services occidentaux) a été renouvelée dans le contexte de l'invasion américaine de 2001 et de la traque des responsables d'Al Qaïda. Le Pakistan a officiellement soutenu la lutte contre les mouvements terroristes et a retrouvé le rôle central de service de renseignement local, disposant d'une connaissance approfondie de l'environnement social et ethnique dans lequel les forces de la coalition ont évolué. L'ISI a coopéré avec ses partenaires dans la recherche de membres d'Al Qaïda, et à ce titre a fourni des informations permettant de localiser des membres de l'organisation<sup>138</sup>. Cependant, éliminer les groupes terroristes présents en Afghanistan et sur son territoire n'a jamais été un objectif du service, étant donné leur utilité en tant qu'outils d'action indirecte. L'ISI a ainsi protégé plusieurs hauts responsables talibans et d'Al Qaïda en leur permettant de résider sur le territoire national, à l'exemple du Mollah Omar, décédé en 2013 au Pakistan, ou d'Oussama Ben Laden, éliminé par les forces américaines en 2011 à Abbottabad<sup>139</sup>. De plus, comme détaillé précédemment, le service a engagé des moyens importants dans sa campagne de financement et d'armement du mouvement taliban tout en soutenant officiellement dans un même temps les opérations de la coalition contre cette organisation.

Si les services occidentaux étaient informés des intentions de l'ISI, le rôle essentiel joué par ce service dans les opérations en Afghanistan, et plus largement par la coopération des autorités pakistanaises avec les forces de la coalition ont représenté un levier d'influence important pour le service. En effet, en tant que partenaire inestimable, les services occidentaux n'ont eu d'autre choix que de limiter leurs représailles à des protestations régulières. L'ISI a ainsi pu protéger ses activités et certaines personnalités jugées intéressantes sans craindre d'action nocive de la part de la CIA. La seule contre-mesure mise en œuvre par les services occidentaux a été d'exclure le Pakistan de la planification de certaines opérations, à l'exemple de

---

<sup>138</sup> Jean-Luc RACINE, "Pakistan, le rôle trouble de l'ISI", *Qui gouverne le monde ?*, 2018, p.308-315.

<sup>139</sup> Idem.

l'opération Neptune Spear ciblant Oussama Ben Laden, causant par la même occasion un incident diplomatique avec Islamabad lors de la découverte du fait accompli<sup>140</sup>.

Ainsi, le rôle essentiel du Pakistan dans les opérations en Afghanistan a permis à l'ISI de protéger ses outils terroristes et ainsi de conserver une capacité d'action contre le gouvernement installé en 2001 à Kaboul et les intérêts indiens dans le pays.

#### II.4. La mise en œuvre de déploiements internationaux de forces armées comme outil d'influence

Les forces armées pakistanaises sont principalement concentrées sur leur mission de défense du pays. A ce titre, ses opérations sont majoritairement dédiées à la répression des rébellions actives dans les régions tribales du pays et au maintien d'une posture de dissuasion crédible face aux forces armées indiennes (et aux escarmouches courantes le long de leur frontière commune). Cependant, le Pakistan a une tradition de déploiement international de forces armées, principalement dans le cadre de missions de maintien de la paix sous mandat des Nations Unies mais également via des accords de formation et l'emploi de mercenaires.

##### II.4.1 Le Pakistan participe aux missions sous mandat international pour aguerrir ses forces armées et renforcer sa posture de dissuasion conventionnelle

A partir des années 1960, les forces armées pakistanaises ont investi des moyens importants dans leur participation aux missions de maintien de la paix sous mandat de l'ONU. Depuis le premier déploiement au sein de l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC) en août 1960, plusieurs milliers de soldats ont été constamment engagés dans ces missions, faisant d'Islamabad l'un des contributeurs les plus importants aux efforts de l'ONU en termes de moyens humains. Ainsi, en novembre 2021, le Pakistan était le premier contributeur de la MONUSCO<sup>141</sup> (République Démocratique du Congo) avec 1971 soldats et participait activement à la MINUSCA<sup>142</sup> (Centrafrique, 1313 soldats) et la MINURSO<sup>143</sup> (Sahara occidental, 12 observateurs)<sup>144</sup>, dont la direction militaire a été confiée au général pakistanais Zia Ur Rehman<sup>145</sup>.

Ces déploiements ont un intérêt évident en termes de soft power et permettent au pays de se construire une image de membre actif de la communauté internationale, œuvrant à la résolution des conflits. Cependant, ces déploiements présentent également des bénéfices importants en termes de capacité opérationnelles des forces armées et de maintien de leur posture de dissuasion.

En premier lieu, le déploiement régulier de soldats sous mandat de l'ONU permet à Islamabad de montrer ses forces armées en action. Si le contexte de maintien de la paix est différent d'un conflit de haute intensité comme le Pakistan l'envisage avec l'Inde, et ne permet pas de démontrer la puissance de l'ensemble de ses capacités militaires (avec notamment l'absence des capacités « haut du spectre »), les soldats déployés sont toutefois la vitrine de leur pays en termes de professionnalisme, capacité de commandement, entraînement, compétences

---

<sup>140</sup> Ibid.

<sup>141</sup> Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo.

<sup>142</sup> Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique.

<sup>143</sup> Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.

<sup>144</sup> « Where do we operate? », United Nations Peacekeeping, 2021.

<sup>145</sup> « Le général Zia Ur Rehman, du Pakistan, commandant de la force de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental », Secrétariat Général des Nations Unies, 2019.

martiales... Les casques bleus en missions sont largement scrutés par la communauté internationale et font l'objet d'une attention médiatique régulière, à l'inverse des autres déploiements auxquels participent les forces armées pakistanaises (conflit dans les régions tribales et escarmouches régulières avec l'Inde), dont la documentation et la médiatisation sont bien plus limités. Un exemple concret de gain d'image auprès de la communauté internationale est la participation de forces pakistanaises à la bataille de Mogadiscio en 1993. Alors engagés en Somalie au sein de la mission UNOSOM II, les soldats pakistanais contribuent aux efforts visant à secourir les unités américaines encerclées dans la ville<sup>146</sup>. La médiatisation importante de cet événement permet au contingent pakistanais d'acquérir une image positive au niveau international<sup>147</sup>, renforcée par le contraste entre le fiasco américain (pourtant considéré comme la première armée au monde) et la réaction rapide des contingents internationaux. Ainsi, la médiatisation des opérations de maintien de la paix offre l'opportunité aux forces armées pakistanaises de bénéficier d'une visibilité au niveau international, qui se révèle utile pour démontrer les capacités opérationnelles de ses forces et donc de renforcer la crédibilité de sa défense.

Deuxièmement, la rotation de troupes sous mandat de l'ONU permet à l'état-major pakistanais d'entretenir les compétences de ses unités et de les aguerrir dans des contextes différents de leurs déploiements habituels face à l'Inde ou dans les zones tribales du pays. Ainsi, les missions de maintien de la paix présentent des problématiques différentes que le conflit de haute intensité envisagé avec le voisin indien. Elles permettent d'acclimater les forces engagées à l'évolution dans un environnement complexe, où civils et combattants sont souvent difficilement discernables, avec des règles d'engagement strictes et une neutralité imposée. De plus, les déploiement prenant place en dehors du territoire national, ils permettent à la chaîne logistique pakistanaise d'éprouver ses procédures en testant sa capacité à soutenir un engagement important à plusieurs milliers de kilomètres, capacité que peu d'armées maîtrisent totalement. Ces missions permettent par la même occasion d'identifier et de corriger les défauts dans le fonctionnement des chaînes logistiques et de commandement, dans la formation des soldats ou dans le matériel utilisé ainsi que d'en évaluer l'efficacité dans un environnement peu familier<sup>148</sup>. De plus, la nature internationale des mandats de l'ONU oblige les forces pakistanaises à évoluer en proche collaboration avec des unités étrangères. Cette proximité a le double avantage de créer des liens entre les institutions, que ce soit au niveau des soldats qu'à celui des officiers généraux à la tête des déploiements, et de permettre une observation rapprochée du fonctionnement d'unités étrangères tout en promouvant ses propres procédures auprès des partenaires.

Au-delà de leur participation aux missions sous mandat de l'ONU, les forces armées pakistanaises entretiennent des déploiements internationaux limités dans le cadre de missions spécifiques, notamment de lutte contre la piraterie. La participation à ces missions permet au Pakistan de développer ses compétences militaires hors du cadre du maintien de la paix et en coopération avec d'autres pays. Un exemple concret de ces déploiement est la participation de la marine pakistanaise aux Combined Task Force 150<sup>149</sup> et 151<sup>150</sup> (depuis 2004 et 2009 respectivement), chargées de la lutte contre la piraterie et contre le terrorisme au

---

<sup>146</sup> Center of Military History, "United States Forces, Somalia After Action Report", United States Army, 2003

<sup>147</sup> "Pakistan's long journey in keeping peace" The Express Tribune, 202

<sup>148</sup> Shafaat ULLAH SHAH, "Pakistan and United Nations Peacekeeping: Experiences and Opportunities", ISAS Working Paper, 202

<sup>149</sup> Darren GARNIER, "CTF 150", Royal Canadian Navy, 201

<sup>150</sup> Director General Public Relations, "For the 10th time Pakistan navy takes over command of combined task force-151" Pakistan Navy Naval Headquarter, 202

large des côtes somaliennes et dans le golfe d'Aden. Si ces missions ne représentent pas une opportunité d'entraînement au combat naval de haute intensité, elles permettent aux officiers pakistanais de prendre périodiquement le contrôle d'une flotte multinationale et d'en assurer le commandement. Elles leur permettent donc de mettre en œuvre leurs capacités de direction et de coordination d'une force navale importante, ce que la taille limitée de la marine pakistanaise ne permettrait pas.

#### II.4.2 Le déploiement de forces armées permet de renforcer les relations bilatérales entre le Pakistan et les pays hôtes

Les missions internationales des forces armées pakistanaises représentent également un outil d'influence important pour le pays. En effet, le déploiement d'unités militaires au bénéfice d'un autre pays est un geste significatif, qui permet de tisser des liens forts entre les structures militaires et les autorités politiques des deux pays.

Le Pakistan déploie ainsi régulièrement des unités auprès de pays amis pour des missions de formation et d'entraînement. En raison de la proximité politique entre Riyad et Islamabad, l'Arabie Saoudite a été un des principaux récipiendaires des missions de formation et de conseil. En 2018, le gouvernement pakistanais a ainsi annoncé l'envoi de 1600 soldats dans le royaume<sup>151</sup>, avec la mission d'entraîner les forces armées locales et de participer à des exercices conjoints. Les Emirats Arabes Unis ont également bénéficié du savoir-faire des militaires pakistanais, qui ont été mis à contribution pour former certains éléments des forces émiraties. Par exemple, en 2004, 55 instructeurs pakistanais étaient à disposition de l'armée de l'air d'Abou Dhabi pour former ses pilotes<sup>152</sup>. Ces déploiements ponctuels et limités permettent au Pakistan de renforcer les liens entretenus avec les pays hôtes tout en influençant le développement de leurs forces armées par l'introduction de savoir-faire et de procédures mises en œuvre par ses propres soldats. Ils permettent également de faire émerger une proximité entre les responsables militaires de deux pays, ouvrant la voie à une future poursuite de la coopération militaire.

De plus, Islamabad emploie ses forces armées déployées au sein des bataillons de casque bleus comme des relais d'influence et ces derniers peuvent avoir un impact important sur les perceptions des populations et des décideurs politiques locaux, ainsi que sur celles des autres contributeurs. Bien que les forces sous mandat onusien soient théoriquement tenues à un simple rôle d'interposition, elles sont largement associées à la résolution des conflits. Supposément neutres, elles agissent comme négociateurs entre les parties en conflit et sont force de proposition pour établir une situation propice à une paix durable. Ces solutions vont au-delà de la nécessaire étape de désarmement des forces locales et nécessitent une refondation du système politique et des relations entre les parties en conflit. La présence de forces sur le terrain permet au Pakistan d'influencer les modèles socio-politiques en construction en apportant leur culture et expérience. De plus, le succès d'une mission peut aboutir à un rapprochement significatif entre le Pakistan et les pays concernés. Un exemple est la participation pakistanaise à la mission de maintien de la paix sous mandat de l'ONU en Papouasie en 1962 dans le cadre du conflit entre l'Indonésie et les Pays-Bas. La participation d'Islamabad à l'établissement d'un cessez-le-feu et d'un accord diplomatique mettant fin à la crise est un élément fondateur de la relation diplomatique forte qu'entretiennent l'Indonésie

---

<sup>151</sup> "Pakistan to send troops to Saudi Arabia to train and advise", Reuters, 2018.

<sup>152</sup> Sehar KAMRAN, "Pak-Gulf Defense and Security Cooperation", Center for Pakistan and Gulf Studies, 2017.

et le Pakistan, qui se traduit aujourd'hui par un accord commercial de préférence bilatérale et une coopération dans le domaine de la défense et de l'aéronautique<sup>153</sup>.

#### II.4.3 Le recours à des mercenaire comme outil d'influence discret

L'utilisation des forces armées officielles pour influencer le déroulement d'un conflit n'est pas toujours possible, que ce soit pour des raisons de respect du droit international, de coût par la volonté du gouvernement pakistanais d'agir de manière plus discrète. Le recours à des mercenaires est un outil couramment utilisé par le Pakistan pour soutenir ses alliés et défendre ses intérêts dans des conflits où les forces armées du pays ne souhaitent pas intervenir. Le conflit au Yémen a été l'occasion pour Islamabad de mettre en œuvre une force de mercenaires pour appuyer la coalition menée par l'Arabie Saoudite. Suite au rejet en 2015 de la demande de Riyadh d'intervenir ouvertement dans le conflit<sup>154</sup>, le Pakistan a opté pour une forme de soutien plus discrète en ayant recours à des mercenaires<sup>155</sup>. Bien que le refus officiel de participer aux opérations ait causé un refroidissement des relations entre les deux pays, le mode d'intervention choisit par le Pakistan lui permet de soutenir son allié tout adoptant une attitude officielle d'apaisement et de non-interventionnisme. Le conflit du Haut-Karabagh de 2020 a également été l'occasion pour le gouvernement pakistanais de mettre en œuvre une force non-officielle au profit de l'Azerbaïdjan<sup>156</sup>. Si l'ampleur limitée de ce déploiement compliqué l'évaluation de son impact réel sur les opérations, la réitération de ce mode d'action indirect confirme son adoption par les autorités militaires et politiques pakistanaise comme outil permettant d'influencer discrètement le déroulement d'un conflit. Les contingents de mercenaires ne disposant pas des moyens importants dont bénéficient les forces pakistanaise, ce mode d'action hybride ne permet pas d'obtenir des résultats aussi important qu'un déploiement massif d'unités régulières et d'équipement lourd. En revanche, il présente le bénéfice d'être relativement peu couteux et d'avoir une empreinte limitée, compliquant l'identification du Pakistan comme donneur d'ordre et facilitant le déni de ce dernier en cas d'attribution de responsabilité.

Ainsi, la mise en œuvre de mercenaires par le Pakistan se rapproche de l'utilisation faite par l'ISI de groupes terroristes pour défendre ses intérêts et cibler ceux de l'Inde à l'étranger et sur son territoire. Ces deux modes d'actions sont des outils d'action cinétique et d'influence importants pour le gouvernement d'Islamabad, qui ne se prive pas de mettre en œuvre pour défendre ses intérêts et déstabilise des acteurs jugés hostiles.

---

<sup>153</sup> « Preferential trade agreement between the government of the Islamic Republic of Pakistan and the government of the Republic of Indonesia », Ministry of Commerce – Government of Pakistan, 2012.

<sup>154</sup> "Pakistan declines Saudi call for armed support in Yemen fight", Reuters, 2015.

<sup>155</sup> ANI, "Houthis claim Pak, Iraq mercenaries among hundreds of troops captured during Saudi attack", Business Standard, 2019.

<sup>156</sup> Eurasian Times Desk, "Pakistan Has Deployed Its Soldiers In Azerbaijan To Fight Armenia", The Eurasian Time, 2020.

### III. Influence et guerre économique

#### III.1. Introduction : historique de l'économie du Pakistan

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'économie pakistanaise a connu différentes phases<sup>157</sup>. Tout d'abord, de 1947 à 1971, le pays a essayé de se développer dans une logique libérale ayant pour objectif d'accroître fortement les investissements étrangers tout en réduisant drastiquement les coûts de production. A cette manœuvre économique s'est juxtaposée une planification économique des infrastructures du pays. Jusque dans les années 1960, le Pakistan possède une croissance fluctuante. C'est après l'arrivée au pouvoir de Muhammad Ayub Khan (Juin 1960) que le pays connaît une période de croissance constante. Durant cinq années, l'économie globale, par le biais de la production industrielle, va connaître une forte croissance (11,5% par an dans le secteur industriel, une exportation favorisée) cependant la vente de près de 20% des terres agricoles du pays va donner lieu après 1965 à une crise sociale et des contestations, qui vont mener à la mise en place d'une politique économique socialiste en 1971. Le Pakistan va alors nationaliser des entreprises métallurgiques, énergétiques et des (petites) sociétés agricoles. A ses débuts, la politique socialiste permet une stabilisation de la croissance (environ 4%) mais après deux années le pays fait face à une forte baisse des investissements étrangers, à une fuite des capitaux, et à une dévaluation de la monnaie par rapport à l'or (près de 65%).

Après l'échec de la politique socialiste, le gouvernement remet en place une politique libérale marquée par la privatisation (conservant cependant son contrôle sur les sociétés auparavant nationalisées). Jusqu'en 1983, la croissance économique se stabilise à 7,5 %, en partie grâce aux exportations (62% d'augmentation sur la décennie) et à l'augmentation et au perfectionnement de la culture du coton et du textile.

Entre 1990 et 1999, le gouvernement va mener une nouvelle politique de privatisation dans les secteurs de la finance, de l'énergie et de la communication. Par le biais de cette politique, le gouvernement a investi dans l'infrastructure autoroutière du pays et la construction du barrage de Tarbela (l'un des plus grands barrages hydroélectriques du monde). Jusqu'en 2006, la croissance du PIB est autour de 7% par an. Cependant, l'instabilité politique (2007-2013) liée à l'insurrection des islamistes met à mal l'économie du pays qui n'arrive plus à suivre l'augmentation de la démographie nationale, du chômage, de l'inflation et enfin de l'insécurité.

A partir de 2013, le Pakistan signe des accords commerciaux avec différentes puissances dont la Chine<sup>158</sup>. Cependant, la dette nationale s'accroît fortement ce qui pousse le Pakistan à demander l'aide du Front Monétaire Internationale qui impose l'austérité augmentant le chômage, l'inflation et la pauvreté. Si globalement le pays est sur la voie de la croissance, la crise du Covid-19 va freiner l'élan pakistanaise.

#### III.2. État de l'économie pakistanaise face à la crise du Covid-19.

L'économie du Pakistan connaît une croissance volatile depuis plusieurs décennies fluctuantes entre croissance et ralentissement. Cette instabilité persistante peut s'expliquer par

---

<sup>157</sup> Mudasar, A. (2021, août 11). *An Outlook of Pakistan's Economic History : 1947–2021*. Modern Diplomacy. <https://moderndiplomacy.eu/2021/08/12/an-outlook-of-pakistans-economic-history-1947-2021>.

<sup>158</sup> Rouot, M. (2018, août 12). « Les rêves de grandeur de la Chine au Pakistan ». Les Echos. 4

l'instabilité des gouvernements, la corruption, les guerres, les déficits des entreprises publiques, une balance commerciale (le plus souvent) négative (plus d'importation que d'exportation), un secteur énergétique en retard et des investissements étrangers insuffisants.

Pour pallier cette volatilité, le gouvernement a, depuis 2018, concentré ses investissements pour obtenir une croissance économique durable et inclusive en mettant en place des transformations dans tous les secteurs de l'économie. Cette volonté de s'attaquer aux déséquilibres économiques s'est traduite par une amélioration de l'environnement réglementaire, de la productivité, d'une augmentation des investissements et une baisse du coût du travail. En outre, le gouvernement s'est attelé à renforcer les comptes budgétaires de l'Etat, stabiliser le taux de change de la monnaie, augmenter la confiance des investisseurs et lutter contre l'inflation.

En 2019, l'inflation du Pakistan a commencé à se stabiliser et la confiance des marchés s'est rétablie. Ces réformes ont ouvert la voie à une croissance de long terme marquant la fin du modèle de croissance non durable qui a affecté l'économie du pays durant deux décennies. Cependant, deux années plus tard (2021), l'apparition du virus Covid-19 déclenche une crise sanitaire puis économique qui va fortement impacter l'économie Pakistanaise.

#### III.2.1. L'incidence du Covid-19 sur l'économie Pakistanaise

Malgré les guerres et les conflits internes, le Pakistan arrive depuis près d'une décennie à s'engager progressivement vers une croissance élevée et durable. Cette transformation de l'économie s'inscrit dans une volonté politique d'un changement durable. Les années 2017/2018 sont marquées d'une crise économique qui va pousser l'Etat au changement<sup>159</sup>. La mise en place d'une politique de stabilisation de l'économie, tant sur l'économie interne que sur la balance commerciale, va commencer à porter ses fruits jusqu'à la crise du Covid-19.

Si cette crise sanitaire a lourdement impacté bon nombre de pays, elle n'a seulement été qu'un frein temporaire pour le Pakistan qui a durant la pandémie continué la mutation de son économie. Cette mutation est marquée par des mesures fiscales et monétaires et la création d'un centre national de commandement et d'opérations (NCOC) qui a modernisé la collaboration entre les différentes provinces et le gouvernement. Un chiffre symbolique qui témoigne de ce début de changement est le nombre de citoyens actifs sur le territoire national. En 2019 (avant la Covid-19), le nombre d'actifs dans la société était monté à 55 millions. La crise a provoqué une perte d'emploi pour 20 millions de personnes. En deux années, le Pakistan est remonté à environ 52 millions d'actifs (début 2021).

L'industrie manufacturière, qui est l'un des piliers de l'économie pakistanaise, a connu une croissance généralisée. D'autres secteurs comme l'alimentation, le textile, l'automobile ou encore l'exploitation de produits minéraux connaissent un perfectionnement et une forte croissance.

Pour preuve, l'année 2021<sup>160</sup> enregistre la plus forte croissance depuis 2007, soit une croissance estimée à 9%. Le pays possède une balance commerciale positive, avec un excédent de 0,8 milliard de dollars entre mai et août 2021, ce qui n'était pas arrivé depuis 2004. L'économie pakistanaise, comme celle du reste du monde, a lutté pour combattre les conséquences économiques néfastes de la crise sanitaire, en prenant rapidement des mesures pour soutenir l'économie et sauver des vies humaines. Durant la crise, l'Etat ne s'est

---

<sup>159</sup> *An Economic Crisis in Pakistan Again : What's Different This Time?* (2018). Center for Strategic and International Studies. <https://www.csis.org/analysis/economic-crisis-pakistan-again-whats-different-time>

<sup>160</sup> *ADB's Work in Pakistan*. (2022, 28 avril). Asian Development Bank.

pas contenté de confiner la population. Le gouvernement a mis en œuvre un ensemble complet de mesures, y compris un plan de relance de l'économie d'un montant de 1 300 milliards de roupies. Ce plan comprend entre autres un programme de construction, une politique monétaire de soutien, des initiatives financières ciblées et une extension du filet de sécurité sociale afin de protéger les mineurs. Cette volonté a permis une reprise économique rapide et le pays a commencé à se redresser au cours de la première moitié de l'année 2021. Le Pakistan ayant réussi à endiguer la première vague de Covid-19 au cours de l'été 2020 grâce à des mesures d'endiguement efficaces, le pays a été frappé par la seconde vague à l'automne 2020. Face aux différentes vagues de Covid-19, les fermetures et les mesures drastiques sur le front de la réponse à la pandémie ont permis la continuité de l'activité économique<sup>161</sup>.

### III.2.2. L'économie Pakistanaise post-Covid-19

La variation de l'économie pakistanaise durant le Covid-19 est en forme de « v » grâce à une croissance généralisée dans tous les secteurs économiques. Le gouvernement prévoyait une croissance à la baisse pour l'année 2021 aux environs de 2,1 %, mais les prises de positions notamment dans le secteur agricole et industriel et un soutien accru aux petites et moyennes entreprises, ont permis au pays d'atteindre 3,94% de croissance<sup>162</sup>.

Concernant le secteur agricole, le gouvernement a mis en place un plan d'urgence d'un montant de 1,6 milliard de roupies, qui a aidé à la croissance du secteur atteignant 4,43% en 2021. Un des projets parallèles au plan d'urgence, le « Rabi Package » (5,4 milliards de roupies), a pour but de réduire le coût des intrants pour les agriculteurs (afin d'augmenter la production de blé) et augmenter l'aide économique de l'Etat par kg de blé produit.

Du côté du secteur industriel, la croissance s'élève à 3,57% pour l'année 2021. Les actions du gouvernement se sont traduites par des mesures d'aides à l'industrie. Un perfectionnement de la production à grande échelle, un allègement pour celles orientées vers l'exportation, la suppression de droits de douane dans le cadre d'accord de libre-échange avec plusieurs pays, des exonérations fiscales pour les fabricants de véhicules électriques et la subvention de l'électricité et du gaz pour les industries orientées vers l'exportation.

Pour ce qui est de la balance du commerce extérieur, elle est restée excédentaire au cours de l'année 2021 grâce à l'augmentation de l'activité économique du pays (une augmentation des envois de fonds de la diaspora étrangère et des exportations en hausse)<sup>163</sup>.

- Le rôle du Fond monétaire international

En septembre 2019, face à l'irrégularité de la croissance pakistanaise, le FMI et le gouvernement pakistanaise se sont accordés sur un plan d'assistance financière de l'ordre de 6 milliards de dollars sur 39 mois<sup>164</sup>. Le but de ce prêt visait à une amélioration des finances publiques, une réduction de la dette publique, un perfectionnement de la collecte des impôts et plusieurs réformes administratives pour améliorer le fonctionnement interne du pays.

Depuis juillet 2019, le FMI a accordé environ un tiers du prêt initial en attendant que le gouvernement pakistanaise tienne les engagements initiaux du contrat (principalement les réformes structurelles auxquelles il s'était engagé). Avec l'arrivée du Covid-19 et la crise sanitaire et économique qui en découle, le FMI a pris la décision en mars 2020 d'octroyer une

---

<sup>161</sup> Deutsche Welle (www.dw.com). (2020). « How the COVID-19 crisis is affecting Pakistan's economy ». DW.COM. 5

<sup>162</sup> *Overview*. (2022). World Bank1

<sup>163</sup> *Pakistan*. (2022). Coface for trade.

<sup>164</sup> Staff, R. (2019, 12 mai). « Accord entre le Pakistan et le FMI sur une aide de \$6 mds sur trois ans ». U.S.

aide d'1,4 milliard de dollars au Pakistan<sup>165</sup> afin d'atténuer l'impact de la crise et permettre aux autorités de préserver l'espace budgétaire nécessaire pour assurer les dépenses de santé du pays. Le FMI avait toutefois souligné que le Pakistan devait appliquer les nouvelles réformes dès la fin de la pandémie.

En janvier 2022, le gouvernement pakistanais a présenté au FMI un budget d'austérité<sup>166</sup> (prévoyant entre autres la suppression des exonérations de taxes sur les produits de base) afin de débloquer 1 milliard de dollars (dans la continuité du prêt initial).

Le FMI a validé l'octroi de nouveaux fonds dans le cadre du projet de 2019 malgré une inquiétude concernant la stabilité interne du pays.

### III.3. La relation Sino-pakistanaise

Les relations diplomatiques et économiques entre la Chine et le Pakistan ont commencé à se développer après la Seconde Guerre mondiale, notamment par la reconnaissance de la République populaire de Chine comme seul représentant légitime de la Chine par le Pakistan (premier pays musulman à le faire). La relation entre les deux pays va se consolider avec la guerre sino-indienne de 1962. C'est après la fin du conflit entre la Chine et l'Inde, que le Pakistan et la Chine développent une relation étroite et solidaire. La Chine va alors commencer à fournir une aide militaire, économique et technique<sup>167</sup> au Pakistan.

Cette entente a donné lieu à la mise en place d'une zone de libre-échange depuis 2010 supprimant une majorité de droit de douane ainsi que les restrictions quantitatives à l'importation. Les deux pays ont par la suite créé des diasporas dans le pays de l'autre. La Chine va, dès 2013, envoyer près de 20 000 ressortissants, notamment des hommes d'affaires, des ouvriers du btp et des conseillers militaires et diplomatiques.

#### III.3.1 CPEC : China-Pakistan Economic Corridor

En 2015, les deux pays signent un accord établissant un corridor économique comprenant un ensemble de projets d'infrastructures, énergétiques et l'établissement de zones économiques spéciales, le tout s'élevant à 62 milliards de dollars<sup>168</sup>. Ce corridor a permis une modernisation des transports dans les grandes villes du pays (Karachi, Islamabad) et leur région, mais aussi une amélioration de la distribution de l'énergie dans le pays<sup>169</sup>.

L'un des objectifs primaires était la construction d'autoroutes et de chemins de fer sur l'ensemble du territoire pakistanais responsable d'une réduction de 3,5% du produit intérieur brut. La première partie de l'accord portait sur les jonctions entre les grandes villes et les ports, notamment ceux de Gwadar et de Karachi au Nord du Pakistan. Au début 2017, la Chine a continué les chemins de fer déjà établies afin de les relier à la Chine occidentale et l'Asie centrale dans le cadre de la route de la soie, le but étant d'étendre le réseau ferroviaire pakistanais de Kachgar au chemin de fer méridional du Xinjiang. Le projet (s'élevant à environ 10 milliards de dollars) sera financé à l'aide de prêts octroyés en contrepartie de concessions d'exploitation.

---

<sup>165</sup> Afp, L. F. A. (2022, 3 février). « [Le FMI décaisse 1 milliard de dollars pour le Pakistan](#) ». 3

<sup>166</sup> Bokhari, F. (2021, 29 décembre). [Imran Khan pushes Pakistan austerity measures to revive \\$6bn IMF package](#). Financial Times.

<sup>167</sup> Siddiqi, A. (2022, 16 février). "The Implications of Deepening Economic Ties Between Pakistan, China". VOA. |

<sup>168</sup> [The China-Pakistan Economic Corridor: A View from the Ground](#). (2017). Wilson Center. d

<sup>169</sup> Garcia, Z., & Rahman, U. (2022, 28 avril). "What the China-Pakistan Economic Corridor Tells Us About the Belt and Road Initiative". The Diplomat.

De plus, deux projets autoroutiers devraient se concrétiser dans les années à venir. Une autoroute de 1100 km reliant la ville portuaire de Karachi à la ville de Lahore et la reconstruction de la route du Karakorum reliant le Pakistan et la Chine au travers de l'Himalaya.

La deuxième partie du corridor comprend une coopération énergétique afin d'enrayer les pénuries d'énergies du Pakistan, problématique ayant un impact conséquent sur la croissance du pays (environ 2,5% du PIB). Des entreprises privées chinoises sont en train de construire des infrastructures pour un coût d'environ 33 milliards de dollars. De plus, un réseau de pipelines va être construit entre la Chine, le Pakistan et l'Iran afin d'acheminer du pétrole, de la gaze naturelle liquéfié.

### III.3.2. L'impact du corridor sur l'économie pakistanaise

De nombreux articles économiques et financiers comparent le plan CPEC au plan Marshall (1948) de l'après Seconde Guerre mondiale ayant eu pour but de sauver de la faillite de nombreux pays européens. Le gouvernement pakistanaise estime que le corridor avec la Chine va permettre la création d'environ 2 millions d'emplois vers 2030 et une augmentation de la croissance d'environ 2,5% du PIB<sup>170</sup>. Selon l'économiste Bilal Khan du FMI<sup>171</sup>, l'investissement chinois est supérieur à tous les investissements étrangers depuis 1970.

Avant l'apparition du Covid-19 et de la crise économique qui en découle, l'accord entre la Chine et le Pakistan a permis une accélération de la croissance atteignant 5,8% du PIB en 2018<sup>172</sup>.

Il faut cependant souligner que la situation n'est pas complètement favorable au Pakistan. En effet, même si la croissance du pays est fortement stimulée par les constructions de nouvelles infrastructures, ces dernières creusent le déficit commercial du Pakistan du fait de l'importation de nombreuses technologies et matériels chinois. L'investissement chinois, par son coût conséquent, creuse le déficit public pakistanaise et le rend vulnérable financièrement étant donné la hausse de l'endettement auprès de la Chine. De plus, il faut souligner que les investissements chinois sur le territoire national pakistanaise favorisent plus les entreprises chinoises que pakistanaises, la majorité des constructions (BTP) étant réalisées par des entreprises chinoises<sup>173</sup>.

### III.4. Synthèse des forces et faiblesses de l'économie pakistanaise

- Les points forts  
Le Pakistan possède un grand marché intérieur soutenu par une démographie dynamique, une main d'œuvre bon marché et une importante diaspora qui envoie des fonds aux familles restées au Pakistan. Le pays possède un fort potentiel minier et est un acteur majeur de la finance islamique. Enfin, il participe à un corridor économique avec la deuxième puissance mondiale (la Chine).
- Les points faibles

---

<sup>170</sup> Shah, S. (2016, 10 avril). *Chinese-Pakistani Project Tries to Overcome Jihadists, Droughts and Doubts*. WSJ.

<sup>171</sup> "Pakistan's economy is turning a corner". (2020, 16 janvier). Standard Chartered. /

<sup>172</sup> Le Point.fr. (2018, 8 juillet). « Pakistan : le gouvernement à venir hérite d'une économie en piteux état ». Le Point. p

<sup>173</sup> "China-Pakistan Economic Corridor : Opportunities and Risks". (2018, 25 octobre). Crisis Group.

Le premier point faible du Pakistan est sans nul doute sa grande instabilité géopolitique. La présence de groupes armés musulmans terroristes, les nombreux attentats et les conflits avec les pays frontaliers sont un grand frein à l'investissement étranger sur le territoire national.

L'économie informelle représente environ 40% du PIB et 55% de l'emploi et les recettes fiscales sont très faibles (15% du PIB). Le pays est dépendant énergétiquement de la Chine, avec une importation de 25% de son pétrole et des infrastructures en nombre insuffisant pour répondre au besoin croissant de la population.

L'économie pakistanaise n'est que peu diversifiée. Avec une industrie manufacturière ne représentant que 20% du PIB national et un secteur agricole représentant 22% du PIB, comprenant près de 40% de la population active et étant sensible aux aléas climatiques et aux variations des cours mondiaux.

Enfin, la population pakistanaise souffre d'un faible taux d'alphabétisation, créant trois populations distinctes (agriculture, infrastructure et santé).

### III.5. Relations économiques difficiles entre l'Afghanistan et le Pakistan

Soutien historique des Taliban afghans, leur prise de pouvoir de 2021 est l'occasion pour le Pakistan de s'affirmer de plus belle dans ce pays limitrophe, comme une nouvelle zone d'investissement et marché d'exportation. Malgré cette ouverture, les échanges ne décollent pas.

L'un des freins principaux au commerce entre l'Afghanistan et le Pakistan est l'insécurité chronique de leur frontière commune, longue de 2 600 km. En effet, le TTP, la branche pakistanaise des Taliban, y opère une rébellion ouverte contre le gouvernement d'Islamabad. Revigorés par la prise de Kaboul, le TTP a organisé des manifestations contre le pouvoir en place, malgré les actions des services de sécurité pakistanais, l'ISI et l'Intelligence Bureau (IB). Le gouvernement pakistanais oscille entre répression armée et dialogue afin d'endiguer les actions du groupe radical et c'est désormais le nouveau pouvoir afghan qui, officiellement, sert de médiateur entre les deux factions pakistanaises. Un intermédiaire dont l'impartialité reste à prouver, ce qui ne facilite pas la stabilité dans la zone concernée. En effet, si plusieurs trêves ont pu être conclues, moyennant des libérations de militants emprisonnés, celles-ci n'ont jamais tenu, et plusieurs morts sont à déplorer des deux côtés, à l'image de l'incident du 31 décembre 2021 dans la région de Peshawar<sup>174</sup>. Tant que le TTP sera actif, les échanges resteront fortement limités entre les deux États.

La nouvelle situation de la République Islamique d'Afghanistan fait bien sûr réagir l'éternel adversaire indien, qui se repositionne en conséquence dans la région, notamment via l'Iran ou le Tadjikistan. Prélude à une intensification des relations commerciales, c'est également sur l'aspect sécuritaire que l'Inde manœuvre, notamment via une coopération avec la République Islamique d'Iran et les États d'Asie Centrale. La coopération entre l'Inde et l'Iran est sur courant alternatif depuis plusieurs années. Avant 2020, et la frappe américaine sur le général Qassem Suleimani, des ingénieurs indiens participaient par exemple à la modernisation du port de Chabahar, en particulier sur l'installation d'une station radar pour l'interception, et d'une manière générale, les entreprises indiennes participaient à la maintenance du matériel, d'origine russe en grande partie, de l'armée iranienne.

Le changement de régime Afghan en août 2021 a donné un nouvel élan à l'entente de ces deux puissances régionales autour de l'Afghanistan.

---

<sup>174</sup> "[Pakistan : quatre soldats tués dans un affrontement avec les talibans locaux](#)", Le Figaro, 2021.

En bref, une fois la situation géopolitique et sécuritaire apaisée, l’Afghanistan pourrait finalement se tourner plutôt vers l’Iran, également ennemi des États-Unis, et l’Inde, qui cultivent une position ambivalente que l’on peut qualifier de “non-alignée”, au grand dam du Pakistan. Par ailleurs, ce dernier semble isolé régionalement, dans la mesure où les pays d’Asie Centrale semblent opter également pour le partenariat avec l’Inde sur la question. L’exemple du Tadjikistan est probant, avec un nouvel accord signé au sujet de l’aérodrome d’Ayni dans la région de Douchanbé, ce qui permet à l’Inde d’encercler le Cachemire pakistanais avec un positionnement militaire plus au nord. L’accord porte sur le déploiement de plusieurs systèmes de surveillance radar, opérés probablement par la research and analysis wing indienne, ainsi que des missiles.

Il convient de rappeler enfin que ces traités, s’ils ont pour but de sécuriser la région, sont en concurrence avec l’OTSC (Organisation du Traité de Sécurité Collective) de Moscou et l’OCS (Organisation de Coopération de Shanghai) de Pékin. La Chine a de bons arguments à faire valoir pour ravir la première place des partenaires économiques de l’Afghanistan : anti-américanisme, régime peu regardant des droits de l’Homme, peu interventionniste, et Pékin pourrait tout à fait ouvrir la voie au Pakistan tout en barrant celle de l’Inde.

### III.6. Guerre économique avec l’Inde

En plus de la course aux armements, et notamment à la miniaturisation des armes nucléaires, Islamabad et New Delhi s’affrontent sur le champ économique à plusieurs niveaux.

#### III.6.1. Guerre du “Riz basmati”

Malgré une plus faible superficie que le voisin et rival indien, l’agriculture est un point fort du Pakistan ; 29 % du pays est composé de terres cultivées et l’agriculture est le moyen de subsistance de près d’un tiers de la population. En outre, l’agriculture est au cœur des échanges du pays avec ses voisins du Golfe.

Parmi les exportations, on retrouve le riz, dont le Pakistan est le 9e exportateur mondial.

Depuis 2020, le Pakistan et l’Inde sont engagés dans un conflit juridique à Bruxelles pour la délimitation géographique de l’indication d’origine protégée (IGP) européenne du “riz basmati”<sup>175</sup>. Le bras de fer commercial auprès de la Commission Européenne porte donc sur le droit de propriété intellectuelle. En effet, l’IGP se différencie de l’Appellation d’Origine Protégée (AOP) française car pour l’IGP, il suffit qu’au moins une étape du processus de production, de transformation ou de préparation soit liée au lieu géographique. Alors que pour l’AOP, toutes les étapes doivent se dérouler dans la région concernée. Les produits ainsi enregistrés sont protégés juridiquement contre l’imitation et l’utilisation abusive au sein de l’UE. In fine, ces appellations servent avant tout à vendre le produit plus cher, car il repose sur un savoir-faire renommé.

C’est New Delhi qui a lancé les hostilités sur ce sujet, considérant que le riz basmati ne concernait que la production issue des zones suivantes :

- Pendjab ;
- Haryana ;
- Himachal Pradesh ;
- Uttarakhand ;
- Uttar Pradesh ;

---

<sup>175</sup> Antoine d’Abbundo, “[Entre l’Inde et le Pakistan, la « guerre du riz basmati » est déclarée](#)”, *La Croix*, 2021.

- Jammu-et-Kashmir.

Évidemment, ces zones sont toutes situées sur le territoire contrôlé par l'Inde, le pays cherchant à priver son rival du poids marketing qu'est devenue l'appellation "basmati".

Contraint à la défense, pour garder un marché très juteux en Europe, Islamabad a contesté la demande indienne auprès des instances européennes, s'appuyant notamment sur une reconnaissance établie en 2006 par l'Europe de la dualité de l'origine du riz basmati, un héritage commun antérieur à la séparation des deux États, et donc partagée entre l'Inde et le Pakistan.

Cette volonté de l'Inde de se déclarer comme seul producteur de riz basmati prend son origine dans le grignotage constant de ses parts de marché dans le domaine par le Pakistan, qui profite des difficultés de l'Inde à respecter les normes assez strictes imposées par l'UE, en particulier en matière de pesticides. Le Pakistan exporte chaque année entre 500 000 et 700 000 tonnes de riz<sup>176</sup> dans le monde, dont environ 40 % à destination de l'Union Européenne. Le Pakistan fournit ainsi deux fois plus le marché européen que son voisin Indien.

Si la production de riz pakistannais ne devrait pas souffrir directement en cas de défaite juridique, le poids du pays dans le marché agricole européen pourrait en prendre un sérieux coup. Du côté de l'Inde, c'est déjà gagné, en effet, même sans grande probabilité d'aboutir, la menace suffit pour semer le doute dans l'esprit d'éventuels investisseurs et en particulier pour des contrats de distributeurs européens, souvent engageants pour de nombreuses années. A ce niveau, le Pakistan se défend d'avoir un riz biologique de meilleure qualité.

Pour l'instant, l'UE n'a pas tranché la question, estimant qu'il serait préférable que les deux pays s'entendent pour régler ce conflit à l'amiable.

### III.6.2. Guerre de l'eau

Touchant à la fois les domaines énergétique et agricole, l'Inde et le Pakistan s'affrontent sur le contrôle des eaux. A ce niveau, l'Inde bénéficie de l'avantage d'être positionnée en amont sur les affluents, en contrôlant notamment une très large partie de l'Himalaya.

Avec un déficit annuel en eau de 102 milliards de mètres cubes en 2025<sup>177</sup>, le Pakistan fait face à un enjeu de taille qui menace sa souveraineté. Un risque accentué par la dépendance au rival Indien.

Le premier accord conclu sur la question hydrique, le traité de Standstill<sup>178</sup> en 1947, fut brisé par l'Inde dès l'année suivante qui coupa une grande partie des flux d'eau, forçant le Pakistan à rationner l'irrigation sur ses champs. Au total, cette stratégie touchera 8 % des terres agricoles pakistanaises, forçant le pays à négocier avec l'Inde. Cette négociation amène l'accord de Simla ; Islamabad doit payer, en contrepartie de l'engagement de New Delhi à ne plus couper l'eau. Devant l'importante dépendance du Pakistan vis-à-vis de l'Inde, la Banque mondiale se mêle de la question pour aboutir au traité des eaux de l'Indus en 1960, afin que la question de l'eau ne soit pas politique. Le partage des rivières du bassin de l'Indus est décidé ainsi :

- Pour l'Inde, le Bear, Sutlej et Ravi.
- Pour le Pakistan, l'Indus, Chenab et Jhelum.

Les premières tensions apparaissent en 1999, lorsque l'Inde commence la construction du barrage de Baglihar. Un arbitrage international, conduit par la Suisse, autorisa finalement

---

<sup>176</sup> "L'Inde déclare la guerre du riz basmati au Pakistan", *Courrier International*, 2020.

<sup>177</sup> "[La construction du barrage de Baglihar trouble les relations indo-pakistanaise](#)", *Le Monde*, 2005

<sup>178</sup> [Traité de Standstill de 1947](#)

l'Inde à construire son barrage mais imposa de baisser la hauteur maximale du barrage de 1,5 mètre. Une baisse qui joue déjà sur la rentabilité du barrage pour l'Inde. Cette décision est jugée largement insuffisante pour le Pakistan qui considère que l'Inde a violé le traité des eaux de l'Indus. En effet, l'Inde peut désormais retenir à sa convenance les eaux du Chehab vers le Pendjab pakistanais. Ce barrage fut finalement construit en 2008. Une véritable épée de Damoclès pour le Pakistan qui a encore en tête les conséquences du blocage de l'eau de 1948. En plus de la potentielle catastrophe alimentaire en raison d'un arrêt de l'irrigation (concernant 80 % de ses cultures), le Pakistan a désormais un autre souci de taille : l'alimentation en eau de ses centrales nucléaires, en particulier celles de Chashma et de Karachi. Ces raisons expliquent pourquoi le Pakistan ne peut pas se permettre d'abandonner son contrôle sur la région ouest du Cachemire.

Par ailleurs, l'Inde ne compte pas s'arrêter là, les ressources hydriques étant l'une des rares ressources du Cachemire, d'autres projets ont été lancés dans la foulée. En 2010, le Pakistan saisit la Cour permanente d'arbitrage de La Haye concernant le complexe hydroélectrique indien sur la rivière Neelum, au titre qu'il représente un risque pour l'arrivée d'eau au Pakistan. De nouveau, l'arbitrage international permettra à l'Inde de construire son complexe, imposant toutefois un débit minimal de 9 m<sup>3</sup>/s pour limiter les risques d'insuffisance hydrique du Pakistan.

En 2016, en réponse à ce qui est considéré par New Delhi comme une attaque terroriste au Cachemire, l'Inde menace de remettre définitivement en cause le traité des eaux de l'Indus et d'arrêter toute forme de collaboration avec Islamabad. Des discussions ont lieu entre les deux pays pour finalement maintenir le traité en échange de garanties sur de futures attaques au Cachemire.

En 2020, c'est au tour du Pakistan d'avancer ses pions dans le conflit hydrique, avec l'aide de la Chine. Les deux pays ont annoncé leur association dans le but de construire un barrage sur l'Indus : c'est le retour du projet de barrage de Diamer-Bhasha<sup>179</sup>, né dans les années 1980 mais qui n'avait jusque-là jamais dépassé le stade de l'évocation, en raison du coût du projet et de l'opposition indienne. En effet, ce barrage doit être construit dans la zone du Cachemire contrôlée par le Pakistan et contestée par l'Inde.

Le projet prend forme, avec un coût total estimé à 8 milliards d'euros pour la construction du barrage, l'installation des turbines et la création des canaux nécessaires pour réorienter le cours de l'Indus. La fin du projet est estimée à 2030, sous réserve d'obtenir tous les financements nécessaires. La puissance serait estimée à 4 500 MW, la taille du réservoir forçant 30 000 habitants à quitter leurs foyers.

Pour l'Inde, un tel barrage pourrait ralentir le cours du fleuve et ainsi gêner l'agriculture dans la région indienne du Ladakh située en aval, en créant des pénuries. C'est une des causes de l'accélération de la coopération militaire avec le Tadjikistan décrite précédemment, notamment sur l'aérodrome d'Ayni, pour garder un meilleur contrôle sur la zone et pouvoir surveiller les mouvements sino-pakistanais.

### III.6.3. Influence économique au Bangladesh et au Myanmar

Deux pays qui se sont séparés dans le sang (1971), après la troisième guerre indo-pakistanaise, pendant laquelle le Pakistan a organisé un génocide dans la région du Bangladesh actuel. Les relations entre ces deux pays ne sont donc pas évidentes. Malgré tout, les deux pays sont membres de l'Organisation de la coopération islamique ainsi que de l'Association sud-

---

<sup>179</sup> ["China-Pak" conspiring against India, planning to build dam in PoK](#)", *newstraklive.com*, 2020.

asiatique pour la coopération régionale. Cette dernière encourage la coopération entre le Pakistan, le Bangladesh, l’Afghanistan, le Bhoutan, l’Inde, les Maldives, le Népal et le Sri Lanka, en particulier sur les sujets de la culture, de la santé, de la lutte contre le terrorisme et des narcotrafics.

Avec 165 millions d’habitants et encore relativement peu développé, le Bangladesh représente un marché potentiel énorme pour les exportations pakistanaïses. Le pays a un PIB par habitant de 1 968 dollars par habitant, soit près du double du Pakistan. Selon le Forum International des Droits et de la Sécurité, sur l’année 2018-2019, soit pré-pandémie, la croissance de l’économie bangladaise atteignait 7.8 %<sup>180</sup>, contre 5.8 % pour le Pakistan. Les deux pays suivent des logiques politico-économiques complètement différentes. Si le Pakistan était plus riche en 1971 au moment de l’indépendance, sa confrontation avec l’Inde et sa volonté de peser dans la géopolitique internationale ont permis à un Bangladesh concentré uniquement sur le développement de son économie de largement le dépasser.

Malgré ces ressources, les échanges entre les deux pays sont encore limités<sup>181</sup>, en raison de différends historiques comme évoqués précédemment. Ceux-ci montent à 721 millions de dollars américains sur l’année 2020-2021, avec une balance commerciale nettement en faveur du Pakistan, qui exporte principalement du coton, des produits électroniques, de la nourriture halal ou encore des légumes pour 650 millions de dollars sur cette même période, pour seulement 71 millions de dollars d’importations venant du Bangladesh dont des produits pharmaceutiques, du cuir, de la céramique, du thé et des céréales.

Le blocage politico-diplomatique pourrait s’alléger avec l’arrivée en 2022 d’un ambassadeur pakistanais au Bangladesh, preuve que la volonté de réchauffer les relations existe. Les échanges entre les deux pays proches culturellement pourraient exploser dans les années à venir.

Pour l’Inde, un autre voisin particulièrement intéressant pour ses débouchés commerciaux est la Birmanie. Pour l’instant, ce pays est très largement sous influence économique chinoise, le grand allié régional du Pakistan. New Delhi tente donc de rattraper Pékin dans cette zone, en particulier dans le domaine de l’armement, profitant de l’arrivée d’une nouvelle junta à la tête de l’État. Pour le moment, les Chinois restent en tête avec la vente de sous-marins d’occasion à la Birmanie<sup>182</sup>. Afin de se repositionner, les Indiens multiplient les visites officielles dans le pays, soutenus dans cette voie par les États-Unis qui cherchent par tous les moyens à contrer l’influence chinoise.

### III.7 Luites d’influence économique dans les pays du Golfe

Les pays du Golfe sont le théâtre d’une véritable guerre d’influence économique entre le Pakistan et l’Inde : travailleurs immigrés, relations avec Israël, investissements d’Aramco, l’OIC, nombreux sont les sujets sur lesquels les deux puissances régionales s’opposent.

#### III.7.1 Le Pakistan historiquement proche des pays du Golfe

Le Pakistan est membre de l’Organisation de Coopération Islamique (OCI), qui regroupe 57 pays du monde musulman et promeut ses intérêts. Cette organisation se réunit tous les ans via les ministres des Affaires étrangères des États membres et agit via ses différentes institutions comme la Banque Islamique de développement (BID). Cette organisation est un

---

<sup>180</sup> “[Bangladesh soars, Pakistan dips in 50 years: Int'l think tank](#)”, *tbnews.net*, 2021.

<sup>181</sup> “[Pakistan-Bangladesh’s Growing Trade And Economic Ties](#)”, *eurasiarenew.com*, 2022.

<sup>182</sup> Patrick Deleury, “[Le Myanmar accueille un sous-marin chinois de la classe ming](#)”, *agsm.fr*, 2021.

levier d'influence pour le Pakistan pour se développer économiquement auprès des États du Golfe<sup>183</sup>.

Tout d'abord, le Pakistan est le second pays le plus peuplé de l'Organisation, lui permettant de disposer d'une force de travail importante. Cette force de travail s'expatrie, en particulier dans les pays du Golfe qui ont un besoin important de main d'œuvre. Ces travailleurs participent donc à rapprocher les États, ce qui bénéficie notamment au Pakistan dans le déploiement de son influence. Les pays du Golfe attirent d'importants flux de population, en particulier depuis 1970 et le développement accru de cette région. Dans le Golfe, on estime à 25 millions le nombre de travailleurs étrangers. Il ne reste que Oman et l'Arabie Saoudite où la population étrangère reste inférieure à la population nationale.

Pays	Population nationale	Résidents étrangers	Total national	Part de la population étrangère dans la population totale
Arabie saoudite	20 000 000	10 000 000	30 000 000	33%
Koweït	1 300 000	2 900 000	4 200 000	69%
Bahreïn	600 000	1 700 000	2 300 000	74%
Qatar	300 000	2 100 000	2 400 000	87,50%
Emirats arabes unis	1 000 000	7 000 000	8 000 000	87,50%
Oman	2 300 000	1 760 000	4 060 000	43%
Total Conseil de coopération du Golfe	25 500 000	25 460 000	50 960 000	50%

Tableau montrant la part de la population étrangère au sein du Conseil de Coopération du Golfe en 2016<sup>184</sup>

Ces travailleurs sont essentiels pour les États du Golfe, qui ont un besoin important de main-d'œuvre pour plusieurs raisons. Tout d'abord la population nationale de ces pétro-monarchies ne suffit pas par rapport à la forte croissance des activités économiques, d'autant plus que culturellement les femmes ne travaillent que peu. Ensuite, les populations locales sont soit mal formées, et donc peu qualifiées pour les postes proposés, et en même temps refusent d'accomplir les métiers à pénibilité importante et généralement faiblement rémunérés. Pour la première catégorie de métiers, ce sont généralement des travailleurs occidentaux qui sont embauchés, pour la seconde, il s'agit principalement de travailleurs issus d'Asie (Philippines, Népal, Pakistan et Inde principalement)<sup>185</sup>.

Ces travailleurs ne sont pas toujours les bienvenus, et très peu intégrés dans les sociétés du golfe, à l'instar de la taxe sur les familles des travailleurs étrangers par exemple<sup>186</sup>. Il n'empêche que les revenus envoyés par ces travailleurs asiatiques à leurs familles, notamment au Pakistan et en Inde, sont relativement importants et permettent de faire vivre de nombreuses familles.

En plus de ces liens liés au flux de population, le Pakistan est proche des certains pays du Golfe, comme le Koweït par exemple. Ce riche émirat est particulièrement dépendant des prix du pétrole, qui représentent 90 % de ses revenus<sup>187</sup>. Bien qu'il soit en cours de diversification de son économie avec le plan "Koweït vision 2035", le Pakistan fait partie de ces grands pays clients. En effet, l'or noir représente 80 % des denrées importées par le Pakistan depuis le Koweït et la Kuwait Foreign Petroleum Exploration Company est présente au Pakistan depuis

<sup>183</sup> ["Islamabad to host OIC Council of foreign minister next year"](#), arabnews.pk, 2020..

<sup>184</sup> Nazim Kurundeyr, "Derrière l'eldorado, l'Enfer", Manière de voir, Le Monde Diplomatique n°147, juin-juillet 2016.

<sup>185</sup> Oriane Huchon, ["Les migrations - les travailleurs immigrés dans le Golfe"](#), Les clés du Moyen-Orient, 2017.

<sup>186</sup> Claire Beaugrand, ["les états du golfe peuvent-ils survivre sans travailleurs étrangers ?"](#), Orient XXI, 2020.

<sup>187</sup> Arhama Siddiq, ["the kuwaiti niche"](#), tribune.com.pk, 2021.

1987. Plus pauvre mais plus stable économiquement, le Pakistan a soutenu son partenaire, en difficulté durant la crise sanitaire liée à la Covid-19, en signant un accord d'aide médical en juillet 2020<sup>188</sup>.

Le Pakistan s'appuie en outre sur sa puissance agricole pour renforcer ses liens avec les pays du Golfe, à travers le commerce de produits agro-alimentaires. En effet, la géographie du Golfe et son climat aride rendent les pays qui le composent particulièrement sensibles aux enjeux de sécurité alimentaire<sup>189</sup>. Grand producteur de riz, dont 57 % de la production est exportée<sup>190</sup>, le Pakistan peine tout de même à diversifier ses exportations agro-alimentaires. Cela représente une vraie menace pour le Pakistan car les exploitations de riz sont très consommatrices en eau, une ressource difficile à pérenniser pour le pays.

Pour ce qui est des fruits les plus consommés à travers le monde et facilement exportables, comme les pommes, les bananes, les oranges, etc., la production ne suffit pas à satisfaire la demande locale et ne peut donc pas être exportée. En réalité, ce sont les mandarines et les mangues qui représentent à elles seules 50 % des exportations de fruits du Pakistan<sup>191</sup> alors que les exportations de légumes sont dominées par les pommes de terre et les oignons (60 % des exportations de légumes<sup>192</sup>). L'élevage Pakistanais peine également à s'exporter, notamment car les normes (hygiène, traçabilité) internationales ne sont pas toujours respectées.

Ainsi, les cinq produits les plus exportés, y compris vers les pays du Golfe, sont le riz, les mandarines, les mangues, les pommes de terre et les oignons. Malgré les limites de l'agriculture pakistanaise, celle-ci reste relativement puissante et sécurisante pour les pays du Golfe, à la peine localement dans le secteur de l'agro-alimentaire, qui cherchent donc à sécuriser leurs échanges avec le Pakistan.

### III.7.2 Une coopération avant tout militaro-stratégique

Le Pakistan cherche à renforcer son partenariat économique et stratégique avec les pays arabes, en particulier à travers la fédération Pakistan-Pays arabes<sup>193</sup>. Celle-ci se veut économique et culturelle avant d'être politique. Le Pakistan met en avant la collaboration des hommes d'affaires des pays, mais aussi des chambres de commerce, des écoles religieuses, des journalistes et d'autres professions. Le but affiché est bien sûr d'améliorer l'image du Pakistan dans ces pays qui se rapprochent de plus en plus de l'Inde.

Mais le Pakistan a des armes à faire valoir, littéralement. Le Pakistan est le seul pays sunnite à posséder l'arme nucléaire. Afin de faire face à l'Iran, en passe de se procurer de l'uranium enrichi pour usage militaire, Riyad, et les pays du Golfe en général, ont intérêt à maintenir une bonne coopération politico-militaire avec Islamabad. Les liens religieux sont donc souvent mis en avant lors de l'établissement d'accords économiques ou politiques.

Le Pakistan, à travers son service de renseignement l'ISI, sert également d'intermédiaire entre l'Arabie saoudite et les Taliban. Le potentiel axe Riyad-Islamabad-Kaboul en train de se former permettrait aux Saoudiens de dresser un front contre l'Iran et de stopper toute tentative d'entrisme iranien à Kaboul, pourtant proches idéologiquement sur le plan de l'anti-américanisme. Le pays est prêt à y mettre les moyens, à l'image des fournitures d'armes et de

---

<sup>188</sup> *Ibid.*

<sup>189</sup> Tarek Ben Hassen et Hamid El Bilali, "Food Security in the Gulf Cooperation Council Countries: Challenges and Prospects", *Journal of Food Security*, 2019, Vol.7, No. 5, 159-169.

<sup>190</sup> Muhammad Ashraf, "[Growing for export - high value agriculture](#)", Dawn, 2022.

<sup>191</sup> *Ibid.*

<sup>192</sup> *Idem.*

<sup>193</sup> Saima Shabbir, "[Islamabad to set up forum to boost image in Middle East](#)", ArabNews, 2021.

matériels à l'Afghanistan et du prêt de 3 milliards de dollars au gouvernement pakistanais. Dans tous les cas, l'Arabie saoudite et le Pakistan travaillent main dans la main avec le nouveau pouvoir en place à Kaboul, comme le démontre leur soutien commun à la candidature du Taliban Suhail Shaheen au poste d'ambassadeur pour les Nations Unies.

Les liens entre l'Afghanistan et l'Iran sont très fragiles : des tensions persistent aux frontières, avec notamment des échanges de feu entre les gardes frontières des deux pays dans la région de Shagalek.

Dans cette région profondément instable, il est clair que les liens économiques sont liés aux enjeux sécuritaires. Que ce soit avec l'Afghanistan ou les pays du Golfe, il est difficile de séparer les accords économiques des accords politico-militaires. C'est pour cette raison que le Pakistan cherche absolument à se maintenir comme un partenaire de choix militairement. La visite du général Qamar Javed Bajwa au Qatar<sup>194</sup>, au début de l'année 2021, montre d'ailleurs cette dynamique. Sans jamais s'impliquer directement contre l'Iran, le Pakistan a su tisser des liens forts avec les dirigeants du monde arabe, bien aidé en cela par les liens familiaux existants.

Si le Pakistan est fortement dépendant de la route de la soie chinoise pour son développement économique, cette route de la soie passe également par les pays du Golfe qui voient dans ces investissements chinois une opportunité de diversifier leurs économies trop dépendantes de la rente des hydrocarbures. On observe une augmentation des transferts de capitaux, à travers les investissements réciproques et des avantages mis en place par les différents pays. La Chine, via le projet de Corridor Économique Chine-Pakistan, met en place des zones économiques spéciales pour encourager les investissements directs étrangers venants des pétromonarchies du golfe<sup>195</sup>.

### III.7.3 Une remontée en puissance de l'Inde dans la région - retournement d'alliance

Le positionnement stratégique Pakistannais reste malgré tout menacé pour plusieurs raisons, que ce soit le pacte d'Abraham et la pression américaine dans la péninsule arabique, la volonté pakistanaise de rester neutre autant que possible entre l'Arabie saoudite et l'Iran ou encore, bien sûr, l'éternel rival indien qui place ses pions dans la région.

En 2015, Islamabad ne s'engage pas au soutien de Riyad dans la guerre du Yémen. L'Arabie saoudite s'est fortement rapprochée d'un autre grand adversaire de l'Iran et du Pakistan : Israël. Ce dernier est bien aidé par une influence américaine très importante dans la région, qui se fait bien souvent au détriment du Pakistan, et qui permet à l'Inde, l'autre allié de Washington, de gagner en influence au Moyen-Orient. Économiquement, mais surtout en termes de sécurité par rapport à l'Iran, le Pakistan a moins à offrir qu'Israël pour les pays du Golfe. Or, le Pakistan refuse toujours de reconnaître Israël. A ce titre, il se rapproche plutôt de l'Iran et s'attire les foudres des puissants États-Unis qui militent activement pour éloigner les partenaires arabes d'Islamabad tout en privilégiant l'autre État du sous-continent indien, pilier de la lutte contre la Chine : l'Inde. New Delhi parvient ainsi à gagner du terrain dans la péninsule.

Ce repositionnement de l'Inde s'explique pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'Inde et Israël sont proches, notamment sur les secteurs de l'informatique et de la défense. Il convient de citer l'exemple de l'accord entre Israel Aerospace Industries et India's Bharat Electronics

---

<sup>194</sup> Arhama Siddiq, "[Why Pakistan's influence in the Gulf is waning](#)", Middle East Eye, 2021.

<sup>195</sup> *Ibid.*

Limited sur un nouveau centre technique pour la défense anti-aérienne indienne<sup>196</sup>. D'une manière générale, les entreprises de défense israéliennes voient en l'Inde un partenaire fiable et un marché potentiel à conquérir. C'est le cas pour Elbit Systems par exemple<sup>197</sup>, dans la mesure où l'Inde achète des armes en quantité à l'État hébreu. Il en est d'ailleurs le plus grand importateur sur l'année 2017. Dopés par ces échanges autour de systèmes de défense, les échanges commerciaux entre les deux pays pourraient passer de 5 milliards de dollars en 2019 à 20 milliards de dollars au cours de la décennie<sup>198</sup>.

Cette montée en puissance de l'Inde sur le plan militaire et dans le domaine du renseignement en fait désormais un partenaire plus fiable sur le contre-terrorisme pour les pays du Golfe, en particulier l'Arabie saoudite et les Emirats Arabes Unis<sup>199</sup>. A ce niveau, l'Inde vient prendre une place occupée jusqu'alors par le Pakistan, également reconnu pour l'efficacité de ses services de renseignement et dont l'armée est largement employée par les Nations Unies.

Ce rapprochement avec l'Inde est d'autant plus visible depuis la crise sanitaire du coronavirus et le besoin pour les pays arabe de se relancer économiquement. Malgré la proximité religieuse avec le Pakistan, et les points communs politiques, celui-ci a bien moins à offrir économiquement. Au plus dur de la crise sanitaire, les Emirats Arabes Unis ont par exemple arrêté de délivrer des visas aux travailleurs pakistanais ainsi qu'à douze autres pays considérés comme "hostiles" à l'Arabie saoudite<sup>200</sup>. Officiellement, les travailleurs pakistanais sont accusés d'être à l'origine de nombreux crimes dans ces pays, qui ferment leurs portes petit à petit. Cela affaiblit l'économie pakistanaise avec une baisse des flux de capitaux issus des travailleurs qui envoient de l'argent à leur famille estimées entre 1,7 % et 5,6 % selon les pays du Golfe, entre 2019 et 2020<sup>201</sup>.

Ces tensions ralentissent également l'Organisation Islamique pour la Coopération car le Pakistan réagit et critique à son tour l'Arabie saoudite, sous prétexte que celle-ci ne condamne pas assez le positionnement de l'Inde au Cachemire<sup>202</sup>. Preuve de plus que l'Inde est en passe de remplacer durablement le Pakistan au sein des partenariats stratégiques des pays du Golfe. Cela se traduit très concrètement aujourd'hui par des investissements des entreprises publiques saoudiennes par exemple. Aramco, ou Saudi Arabian Oil Company, la compagnie nationale saoudienne d'hydrocarbures, a investi en 2018 pas moins de 44 milliards de dollars en Inde, pour construire une raffinerie géante en partenariat avec trois entreprises indiennes<sup>203</sup>. L'Inde représente un marché d'exportation non négligeable pour l'Arabie saoudite, le pays, en développement rapide, est d'ailleurs qualifié de "pays clé" par le président d'Aramco<sup>204</sup>. Si la crise sanitaire a ralenti ce projet, l'Inde demeure un pays partenaire clé, pour sa production nationale de produits bon marchés, mais également le marché que représente sa population de 1,4 milliard de personnes.

---

<sup>196</sup> Seth J. Frantzman, "[New joint ventures hint at burgeoning relationship between Israel and India](#)", *DefenseNews*, 2020.

<sup>197</sup> *Ibid.*

<sup>198</sup> S. Samuel C. Rajic, "[India and Israel : Strategic Partners on the Move](#)", *besacenter.org*, 2018.

<sup>199</sup> Mohammed Sinan Siyech, "[Understanding India's increased counter terrorism relations with Saudi Arabia and the UAE](#)", 2020.

<sup>200</sup> Manish Shukla, "[UAE favours Indians over Pakistanis, bans workers from Islamabad to strengthen national security](#)", *dna*, 2020.

<sup>201</sup> *Ibid.*

<sup>202</sup> Islamuddin Sajid, "[Pakistan lashes out at Saudi-led OIC silence on Kashmir](#)", *aa.com*, 2020

<sup>203</sup> "[Saudi Aramco to invest \\$44b in giant India oil refinery](#)", *Gulf News*, 2018..

<sup>204</sup> *Ibid.*

En observant les pays du Golfe osciller entre Pakistan et Inde sur le plan économique, il devient évident que ces enjeux économiques sont intrinsèquement liés aux enjeux géopolitiques et sécuritaires. Les accords de partenariats de défense sont corrélés aux investissements des grandes entreprises publiques de ces pays, à l'image d'Aramco en Inde. Le Pakistan, s'il demeure un partenaire important, est petit à petit remplacé et poussé vers l'Iran.

## IV. La cyber sécurité, un facteur d'influence au Pakistan

### IV.1. Stratégie de cyber sécurité au Pakistan

#### IV.1.1 Le Pakistan et internet

À l'échelle mondiale, l'apparition de nouvelles menaces voit le jour. Ces menaces en constante évolution impactent aussi bien les États, que le secteur privé. Elles représentent des milliards de dollars qui sont transférés ou volés illégalement, des informations confidentielles qui sont exposées, des secrets d'État qui sont acquis illégalement et des infrastructures publiques qui sont piratées. Ces menaces incombent au secteur de la cyber sécurité. La Terre devient de plus en plus connectée grâce aux avancées technologiques, ce qui engendre des nouvelles menaces. Ainsi le Pakistan n'y fait pas exception, de plus avec sa position géopolitique il est de plus en plus exposé à de telles menaces dans le cyberspace.

Le Pakistan dispose de nombreux utilisateurs qui ont accès à internet 25%<sup>205</sup> de sa population totale en 2020 soit depuis 2015 une augmentation de 14% d'utilisateurs. De plus, avec la digitalisation, il y a une augmentation des processus de sécurité à respecter comme avec le système bancaire qui établit des interactions grâce à internet entre différents acteurs, cela n'hésite de veiller à la sécurité et la fiabilité des applications. Le Pakistan a également adopté des lois pour faire face aux menaces émanant des cyberattaques. Comme les menaces évoluent et proviennent de divers ennemis, le pays doit continuellement les évaluer et apporter des modifications et rectifications nécessaires à sa stratégie. Dans cette perspective, cette partie présentera le cyberspace pakistanais, avec les menaces rencontrées et formulera une suggestion sur l'avenir de cette cyber guerre.

#### IV.1.2 L'administration cyber Pakistanaise

Le ministre des Technologies de l'information et des télécommunication pakistanais adopte en juillet 2021<sup>206</sup> une politique nationale de cyber sécurité. Cette décision a été prise pour donner suite à la publication du rapport en 2018 de l'indice de sécurité mondiale<sup>207</sup> qui classe le Pakistan à la 94<sup>ème</sup> place des États les moins sûrs en matière de cyber sécurité.

La politique nationale de cyber sécurité du Pakistan vise à sécuriser l'ensemble du cyberspace du pays, y compris tous les systèmes d'information et de communication utilisés dans les secteurs public et privé.

Pour cartographier les menaces, le parlement pakistanais a constitué un comité composé des acteurs cyber qu'il possède notamment grâce à son centre national de cybersécurité (NCCS) créé en 2018 pour la recherche et le développement dans 11 universités sélectionnées des enjeux de cyber sécurité<sup>208</sup>.

La stratégie cyber du Pakistan repose sur deux axes : la partie cyber sécurité et les menaces cyber. Au Pakistan, la force motrice est l'approche anti-indienne notamment depuis l'utilisation par l'Inde d'un logiciel espion israélien pour pirater le téléphone du Premier

---

<sup>205</sup> La Banque Mondiale, Utilisateurs d'Internet (% population) – Pakistan, 2020.

<sup>206</sup> Ministry of Information technology & communication, "NATIONAL CYBER SECURITY POLICY", Government of Pakistan, July 2021.

<sup>207</sup> ITU, "Global Cybersecurity Index (GCI)", 2020.

<sup>208</sup> National centre for cyber security, « NCCS objectives », NCCS Islamabad, Pakistan 2022.

ministre Imran Khan. Pour cela il y a eu six grands axes principaux de la politique nationale de cyber sécurité du Pakistan identifiés :

- La première et la plus importante est l'accent mis sur la dissuasion. Elle spécifie : « qu'une cyberattaque contre une institution pakistanaise sera considérée comme un acte d'agression contre la souveraineté nationale et toutes les mesures nécessaires et de rétorsion seront prises »<sup>209</sup>. Il précise en outre qu'une cyberattaque contre le Pakistan sera considérée comme une agression contre la souveraineté nationale et que l'État se défendra par des mesures de riposte appropriées.
- Deuxièmement, un organe de gouvernance de haut niveau a été mis en place, il s'agit du Comité de la politique de cybergouvernance (CGPC)<sup>210</sup>. Le comité est composé des secrétaires et des hauts fonctionnaires différents au sein du gouvernement. Les décisions qui y sont prises doivent être approuvées par le Cabinet sous l'autorité du Premier ministre. Le CGPC est chargé d'assurer l'appropriation au niveau national des initiatives politiques liées à la cybergouvernance et à la sécurité. Le CGPC est responsable de la supervision stratégique des questions de cyber sécurité nationale.
- Troisièmement, assurer le soutien de toutes les parties prenantes à la mise en place d'un cadre interne dans toutes les institutions publiques et privées pour la protection du cyber-écosystème, la sécurité des systèmes et infrastructures d'information nationaux et la protection de toutes les infrastructures TIC<sup>211</sup> nationales. L'objectif est de mettre en place un système résilient pour la protection des infrastructures critiques et de susciter la confiance des citoyens dans ce système.
- Quatrièmement, disposer de mécanismes de partage de l'information pour se protéger contre les cyberattaques à tous les niveaux, assurer la surveillance de la cybercriminalité, l'identification et la sécurité électroniques et fournir aux organisations les systèmes et le soutien nécessaires à la protection de la vie privée en ligne. Si la protection de la vie privée a été mentionnée, les détails du système ne sont pas disponibles.
- Cinquièmement, sensibiliser les citoyens à la menace de la cyber sécurité. Et établir un partenariat public-privé pour fournir une assistance technique et opérationnelle. Le document indique que l'objectif est de garantir la confidentialité des données en ligne, des informations et des contenus privés et importants des citoyens pakistanais et des entités gouvernementales et privées tout en préservant leur caractère privé. Ce point consiste donc à créer des experts qualifiés dans le domaine grâce à un programme de formation. Comme mentionné plus haut, le NCCS a déjà été créé pour la R&R et le développement. Il y a aussi des équipes tels que la « Cyber Security of Pakistan »<sup>212</sup> fondé en 2019 qui est une équipe de hackers éthiques, d'experts en cybersécurité, de chercheurs et de scouts dont l'objectif principal est de créer une communauté de cyber sécurité en sensibilisant le public à la cyber sécurité au Pakistan. En outre, elle assure la formation afin de relever les défis réels de la cyber sécurité.

---

<sup>209</sup> Ministry of Information technology & communication, "National Cyber Security ", Government of Pakistan, July 2021.

<sup>210</sup> Saeed Hasan Khan, "Pakistan: Government forges ahead with enhancing cybersecurity and digitalization", avril 2021.

<sup>211</sup> TIC: Trusted Internet Connection.

<sup>212</sup> Cyber Security of Pakistan, « What we do? », 2022.

La politique nationale de cyber sécurité du Pakistan vise à établir une "cyberdéfense active" et une gouvernance de la cyber sécurité, à protéger les services basés sur Internet, à assurer la protection et la résilience des structures nationales d'information critique, à protéger les systèmes d'information et les infrastructures du gouvernement, à développer un cadre d'assurance de la sécurité de l'information, à accroître la sensibilisation à la cyber sécurité et à développer des mécanismes de réponse à la cybercriminalité. De plus cette politique nationale de cyber sécurité du Pakistan place les cyberattaques au même niveau que les attaques contre les aspects essentiels de la sécurité nationale et est liée à sa stratégie de sécurité nationale.

## IV.2 Guerre de l'information entre l'Inde et le Pakistan

### IV.2.1 État de lieux de l'utilisation d'internet et des réseaux sociaux au Pakistan et en Inde

Aujourd'hui, les réseaux sociaux sont un média incontournable pour les nouvelles générations. D'autant plus depuis l'apparition des smartphones et des forfaits 4G qui permettent de se connecter facilement et depuis n'importe quel endroit ayant une couverture 4G aux réseaux sociaux.

Afin de se rendre compte de l'ampleur des chiffres, Facebook comptait en janvier 2022 près de 3 milliards d'utilisateurs actifs, quant à Instagram, c'est près d'1 milliard 500 millions d'utilisateurs actifs en 2022.<sup>213</sup> Ces médias servent principalement au divertissement et au partage de contenu entre les différents utilisateurs. Seulement, ce sont également des outils utilisables par des groupuscules ou des États souverains afin de mener des guerres d'information. Ce qui est aujourd'hui le cas entre l'Inde et le Pakistan, deux pays avec un passif très important et qui se sont affrontés à de multiples reprises depuis la séparation des deux pays en 1947.

L'Inde compte aujourd'hui environ 693 millions d'utilisateurs de réseaux sociaux en 2021<sup>214</sup>. Aucune donnée sur le nombre d'utilisateurs de réseaux sociaux au Pakistan, cependant, c'est un pays possédant une couverture internet assez faible, au même titre que l'Inde ou le Bangladesh. Ces trois pays représentent plus d'un milliard de personnes non connectées à internet dans la région de l'Asie du Sud<sup>215</sup>. Tout en sachant que la population du Pakistan est de 229 millions d'habitants au 1<sup>er</sup> juin 2022<sup>216</sup>, l'impact d'une propagande ou d'une campagne de communication aura forcément plus d'impact sur la population indienne que la population pakistanaise.

### IV.2.2 Le Pakistan et les réseaux sociaux

Malgré tout, le Pakistan est-il impuissant dans les actions menées sur les réseaux sociaux et sur internet de manière générale ?

Depuis les années 1990, le Pakistan s'est doté de nombreux groupes « d'hacktivistes », à savoir des hackers œuvrant pour une cause ou un but précis. Très souvent les attaques d'hacktivistes sont perpétrées à l'encontre de sites internet de grands médias ou de gouvernement. Une des techniques les plus connues et des plus utilisées, le défacement.

---

<sup>213</sup> Statista – réseaux sociaux mondiaux classés par nombre d'utilisateurs.

<sup>214</sup> Sales-Hacking – statistiques réseaux sociaux.

<sup>215</sup> We are social – Hootsuite.

<sup>216</sup> Données des Nations Unies.

Concrètement, le principe est de faire passer un message visant à décrédibiliser, faire passer un message ou embarrasser et embêter les personnes visées. En réponse à une attaque indienne sur le site du gouvernement Pakistanais lors de l'été 2021, le Pakistan a répliqué en attaquant une dizaine de sites internet de facultés d'études supérieures en Inde. Seulement, lors de ce défacement, les attaquants pakistanais ont laissé un message accusant l'armée indienne de génocide et de viols à multiple reprise dans la région du Kashmir. Une attaque qui a un impact important, par les accusations portées mais également dans la démonstration de la puissance de réponse cyber pakistanaise.

#### IV.2.3 Une cyber guerre également menée par les populations

Nonobstant, les équipes cyber pakistanaïses et indiennes ne sont pas les seules à participer à cette guerre de l'information en ligne. Les citoyens des deux pays font partie de cette guerre que mènent les deux pays. Principalement en utilisant le service de discussion de Facebook, Messenger et WhatsApp, application de discussion en ligne rachetée par Facebook. De nombreux actes de désinformation sont propagés sur ces deux services de communication, permettant aux utilisateurs de créer des groupes de discussions avec de nombreuses personnes ou de leur transférer un message, même si elles ne font pas partie de leurs contacts. Du moins c'était le cas jusqu'en 2018 pour WhatsApp qui a limité le nombre de personnes à qui l'on pouvait transférer un message à 5 maximum. C'est une mesure prise en réponse à la mort d'un ressortissant musulman, sa nationalité n'a pas été évoquée mais l'une des personnes avec qui il voyageait était originaire du Qatar. Cet homme a été tué par une large foule d'indiens qui avait vu par une vidéo transférée sur WhatsApp l'individu donnant du chocolat à un enfant. Les kidnappings d'enfants étant courants en Inde, les citoyens ont pris les devants et ont décidé de s'occuper des 5 hommes venus en vacances, quitte à en tuer un. Les fake news sont monnaie courante dans cette région du monde où de nombreuses personnes ont peu à peu accès à internet et ne savent pas déceler une fake news d'une véritable information. Pour eux, tout est vrai sur internet. A tel point que le gouvernement Pakistanais a fait passer une ordonnance interdisant et condamnant les fake news à propos du gouvernement, de l'armée ou du système judiciaire sur les réseaux sociaux. Le ministre de la Justice Pakistanaise, Farogh Nasseem a déclaré : « Le gouvernement croit en la liberté d'expression, mais il veut tout de même arrêter la diffusion de fake news »<sup>217</sup>. Cependant, cette ordonnance ne fait foi uniquement que pour le gouvernement Pakistanais. Les fake news visant l'Inde ne sont pas interdites et ne sont pas répréhensibles.

L'Inde a démantelé fin 2021 20 chaînes YouTube de propagande anti-indienne. Au moins 15 des 20 chaînes YouTube étaient gérées par le groupe « Naya Pakistan Group » (NPG). Les fake news concernaient différents sujets très sensibles tels que le Kashmir, l'armée indienne, des minorités... D'après les services de renseignement indiens, le NPG est financé par des agences pakistanaïses. L'objectif étant de créer des tensions et au sein des communautés et de cibler les jeunes indiens, plus enclins à être touchés et sensibles à ces sujets.

Il est aujourd'hui important pour un pays d'avoir un contrôle important sur ce qui se passe dans son espace cyber. Les réseaux sociaux sont un média incontournable, très utile mais également très instable et dangereux. Les informations qui y sont relayées ne sont pas toujours fiables et pour des populations peu informées et adepte d'internet, il est très simple de les leurrer et de les convaincre de certaines choses. Le Pakistan et l'Inde l'ont très bien compris et utilisent les réseaux sociaux à leur avantage, bien qu'il arrive qu'ils soient pris à leur propre jeu.

---

<sup>217</sup> DW.com – Pakistan: New Cybercrime law threatens to stifle social media dissent.

### IV.3. Cyber espionnage et la guerre de l'eau avec l'Inde

#### IV.3.1 Le Traité de l'Indus

Parler de guerre de l'eau entre l'Inde et le Pakistan aujourd'hui est un peu disproportionné. Officiellement, il n'y a pas eu d'affrontement entre les deux États. Cependant, c'est un sujet qui est source de tensions. Cette « guerre de l'eau » débute avec la signature du Traité de l'Indus en 1960. C'est un fleuve important car il traverse l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh. Ce traité stipule que l'Inde a le droit d'utiliser exclusivement les eaux des trois rivières orientales, tandis que le Pakistan peut utiliser les eaux des trois rivières occidentales. Le Traité permet également à l'Inde d'exploiter les terres le long du fleuve en amont de ce dernier. Cependant, il est régulièrement fait mention de mésententes comme le problème de la construction du barrage de Wular par l'Inde en 1984. Le Pakistan s'est opposé à cette construction car l'Inde ne doit pas construire autre chose que des infrastructures contre l'inondation d'après l'annexe F du Traité<sup>218</sup>. Le Pakistan craint énormément que ce barrage donne un meilleur contrôle à l'Inde. Encore aujourd'hui la discussion est ouverte mais aucun terrain d'entente n'a été trouvé. Ce qui démontre la complexité et les tensions que représente ce Traité.

#### IV.3.2 Les tensions liées aux infrastructures

De nombreux barrages ont été construits du côté Pakistanais afin de distribuer convenablement l'eau à sa population et de remettre de l'eau dans des bassins qui étaient autrefois asséchés. Seulement, ces barrages ont été construits conjointement par l'Inde et le Pakistan, comme annoncé dans le traité. Bien que le financement soit majoritairement Pakistanais, une partie était tout de même à la charge de l'Inde. Chaque année, les commissaires en charge de ce Traité se réunissent et présentent les avancées technologiques, les nouvelles constructions effectuées... Cependant, le Pakistan conteste régulièrement les constructions et améliorations de l'Inde. D'après eux, les Indiens ne sont pas en règle avec le Traité et ne le respectent pas. Menaçant régulièrement d'une fameuse guerre de l'eau. Seulement, le conflit armé n'est pas la seule solution. Il est aujourd'hui possible d'attaquer informatiquement les barrages ou toute autre construction hydraulique. Le Pakistan excelle dans l'espionnage cyber. En février 2022, le Pakistan a utilisé un accès à distance grâce à un cheval de Troie afin d'espionner des institutions Indiennes.<sup>219</sup> La sécurité de tels sites est un enjeu majeur non pas uniquement pour le Pakistan, mais également pour tout État possédant de telles infrastructures.

L'eau étant un élément essentiel pour la vie sur Terre et surtout un élément qui va de plus en plus manquer dans le monde à cause du réchauffement climatique, les conflits ne vont que s'intensifier entre l'Inde et le Pakistan. Tout particulièrement avec ce Traité qui est source de tensions depuis 1960.

#### IV.3.3 Du cyber espionnage de plus en plus important

Le cyber espionnage est un moyen efficace de récupérer de l'information. Aujourd'hui c'est encore assez « simple » de le pratiquer car beaucoup de personnes ne sont pas encore suffisamment sensibilisées sur ces pratiques et les moyens mis en œuvre pour hacker des terminaux.

---

<sup>218</sup> Le partage de l'eau entre l'Inde, le Bangladesh et le Pakistan – Pierre MARIE, 2004.

<sup>219</sup> Center for strategic and international studies – Significant cyber incidents.

Une technique utilisée par l'ISI et qui peut être très problématique est l'installation d'une application. La cible reçoit un message lui demandant d'installer une application, souvent de discussion mais en réalité renferme un spyware et permet à l'assaillant d'avoir accès à votre position et à vos déplacements. C'est très utile si la cible à traquer est un haut fonctionnaire ou un haut militaire. Cependant, cette méthode devenant de plus en plus connue, il devient difficile de la mettre en œuvre, particulièrement chez les militaires qui sont sensibilisés à ce type d'attaque et peuvent facilement dénicher la supercherie.

## IV.4 Quel avenir pour cette cyber guerre

### IV.4.1. Le Pakistan, terre promise de la cyber sécurité

Avec une intensification de l'utilisation d'internet au Pakistan et en Inde, de nombreux conflits sont encore à venir. Que ce soit par l'utilisation des réseaux sociaux ou de réelles cyber attaques menées par ces deux pays, le cyber sera au cœur des futurs conflits.

Seulement, la majorité des hackers pakistanais sont des adolescents. Le Pakistan étant déjà une grande nation en termes de cyber sécurité, son objectif est de recruter et former ces jeunes et de les rendre patriotiques afin qu'ils se battent dans le cyber espace pour le Pakistan et principalement contre l'Inde. Il est nécessaire de développer une force de défense et d'attaque importante et hautement qualifiée. Au-delà de l'aspect intéressant de la cyber sécurité, les jeunes sont de plus en plus sensibles à la protection de leurs données et comprennent rapidement l'importance d'avoir gestes et des réflexes simples pour assurer une bonne sécurité sur internet. Ce qui est un premier pas dans le monde de la cyber sécurité, contrairement aux générations plus vieilles qui n'ont pas de bon comportement en termes de sécurité. De plus, il faut que le Pakistan crée des instances nationales ainsi qu'une industrie de la cyber sécurité afin de renforcer son pouvoir déjà présent.

Cependant, ces instances et cette industrie ne peuvent pas se créer à partir de rien. Le Pakistan doit se doter d'experts en lois cybers, sachant que c'est un sujet vaste et complexe, tout particulièrement dans un cyber espace attaqué régulièrement et dans lequel se mène une guerre sans merci. Une fois cette connaissance acquise, le Pakistan pourra réellement instaurer une armée cyber patriotique. Car aujourd'hui, le Pakistan fait partie des dix pays les plus touchés par des cybers attaques dans le monde.

Quid de l'évolution des technologies ? A contrario des régions plus développées comme l'Europe ou l'Amérique, l'Inde et le Pakistan sont deux pays en plein développement. Majoritairement les citoyens utilisent un ordinateur pour se rendre sur internet mais l'arrivée des smartphones a complètement chamboulé le mode d'utilisation et de consommation d'internet de la planète entière. De plus, avec l'arrivée des objets connectés comme les assistants vocaux, l'électroménager connecté... La cyber sécurité est une notion qui devient primordiale et qui va le devenir encore plus qu'elle ne l'est déjà dans un avenir très proche pour l'Inde et le Pakistan.

## V. Conclusion

Si l'opposition constante entre le Pakistan et l'Inde depuis 1947 s'est traduite par plusieurs affrontements armés ouverts entre les deux pays, le risque d'escalade d'un conflit depuis l'adoption de l'arme nucléaire par les belligérants a forcé le Pakistan à trouver d'autres modes d'action pour cibler les intérêts de son voisin et se construire une zone d'influence régionale allant des pays du Golfe à la Chine.

Pour ce faire, le Pakistan a utilisé plusieurs leviers de puissance. Le pays s'est appuyé sur l'Islam politique pour développer des réseaux d'influence à l'étranger, tout en participant activement aux institutions internationales pour se construire une image d'acteur responsable et obtenir le soutien d'autres pays dans son opposition avec l'Inde. La constitution d'un soft power pakistanais a été accompagnée par le développement de capacités militaires dissuasives conventionnelles comme nucléaires et d'un réseau d'alliances avec des pays tels que la Chine, l'Arabie Saoudite ou la Turquie. Le Pakistan met en œuvre ce hard power de manière ouverte par des déploiements internationaux et ses services de renseignement disposent d'une large liberté d'action pour défendre les intérêts du pays et cibler ceux de l'Inde par des moyens indirects. L'économie est également un levier de projection et de développement de l'influence pakistanaise, au travers de la compétition économique forte qui l'oppose à l'Inde ou de l'instrumentalisation de symboles comme la revendication de l'appellation « riz basmati ». L'établissement de liens économiques forts avec certains pays comme la Chine ou les Etats du Golfe représente un enjeu majeur pour le Pakistan, qui s'appuie sur ces pays pour développer son économie et cherche à renforcer les liens militaires et stratégiques entretenus avec ces derniers, notamment via son industrie de défense. Enfin, le Pakistan utilise pleinement le domaine cyber pour cibler les intérêts de son voisin indien grâce à la mise en œuvre de moyens de cyber espionnage tout en se défendant via l'établissement d'une stratégie de cybersécurité visant à assurer la résilience de ses infrastructures. Dans ce contexte, la guerre d'information entre les deux pays est particulièrement active et mobilise tant les autorités que la population.

Le Pakistan dispose de leviers d'action diplomatiques, politiques, économiques, militaires et informationnels qu'il utilise dans le cadre de son opposition historique avec l'Inde mais également pour projeter son influence et promouvoir ses intérêts sur l'ensemble du sous-continent indien et dans la péninsule arabique. Bien que principalement tournés vers l'Inde, ses outils lui offrent une capacité d'action à l'échelle mondiale, qu'Islamabad met ponctuellement en œuvre, y compris à l'encontre de la France.

## VI. Sources

ABBASI, Kashif. NA panel approves bill against intentional disrespect for forces. Dawn (en ligne). 8 avril 2021 (consulté le 18 mars 2022). <https://www.dawn.com/news/1617040>

ABOU ZAHAB, Mariam, « L'islamisme combattant au Pakistan : un état des lieux », Hérodote n°139, p.87-98, La Découverte, 2010 (consulté le 17 mai 2022). <https://www.cairn.info/revue-herodote-2010-4-page-87.htm>

AGUILAR, Fransisco; BELL, Randy; BLACK, Natalie; FALK, Sayce; ROGERS, Sasha; PERITZ, Aki, « An introduction to Pakistan's military », Belfer Center for Science and International Affairs, 5 juillet 2011 (consulté le 25 avril 2022). <https://www.belfercenter.org/sites/default/files/legacy/files/Pakistan-Military-final-B.pdf>

ALI GAREWAL, Gharanfar; FARWA, Ume, « An Analysis of UN Peacekeeping as Pakistan's Soft Power Asset », NUST Journal of International Peace and Stability, Vol I (2), p. 91-102, 16 août 2018 (consulté le 6 mai 2022). <https://njips.nust.edu.pk/index.php/njips/article/download/7/8/>

Center of Military History, «United States Forces, Somalia After Action Report», United States Army, 29 septembre 2003 (consulté le 18 avril 2022). <https://history.army.mil/html/documents/somalia/SomaliaAAR.pdf>

COLLOMBIER, Virgine, « Le pouvoir militaire au Pakistan », Commentaires n°120, p. 1134-1136, 2007 (consulté le 12 mai 2022). <https://www.cairn.info/revue-commentaire-2007-4-page-1134.htm>

Director General Public Relations, «For the 10th time Pakistan navy takes over command of combined task force-151» Pakistan Navy Headquarter, 14 avril 2022 (consulté le 25 mai 2022). <https://www.paknavy.gov.pk/FOR%20THE%2010th%20TIME%20PAKISTAN%20NAVY%20TAKES%20OVER%20COMMAND%20OF%20COMBINED%20TASK%20FORCE-151.PDF>

DORRONSOR, Gilles, « Une désastreuse Victoire ? Les conséquences de la guerre d'Afghanistan sur le Pakistan », Hérodote n°139, p.175-189, La Découverte, 2010 (consulté le 17 mai 2022). <https://www.cairn.info/revue-herodote-2010-4-page-175.htm>

EurAsian Times Desk, « Pakistan Has Deployed Its Soldiers In Azerbaijan To Fight Armenia », The Eurasian Time, 30 septembre 2020 (consulté le 28 mai 2022). <https://eurasianimes.com/pakistani-soldiers-fighting-along-side-azerbaijani-turkish-troops-against-armenia-armenian-reports/>

GARNIER, Darren, «CTF 150», Royal Canadian Navy, 22 juillet 2019 (consulté le 22 mai 2022). [https://rusi-ns.ca/wp-content/uploads/2019/08/CTF\\_150.pdf](https://rusi-ns.ca/wp-content/uploads/2019/08/CTF_150.pdf)

GUELKE, Adrian, «Terrorism and Global Disorder: Political Violence in the Contemporary World», London : I. B. Tauris, 2006.

KAMRAN, Sehar, «Pak-Gulf Defense and Security Cooperation», Center for Pakistan and Gulf Studies, 28 janvier 2013 (consulté le 18 mai 2022). <https://cpakgulf.org/documents/Pak-Gulf-Security-Ties-final.pdf>

MUKASHAF, Mohammed, « Pakistan declines Saudi call for armed support in Yemen fight\_», Reuters, 10 avril 2015 (consulté le 3 avril 2022). <https://www.reuters.com/article/us-yemen-security/pakistan-declines-saudi-call-for-armed-support-in-yemen-fight-idUSKBN0N10LO20150410>

PATHANIA, Jyoti, «ISI in Pakistan's Domestic Politics: An Assessment». CLAWS Journal, 13(2), p.154–166, 31 décembre 2020 (consulté le 9 mai 2022). <https://ojs.indrastra.com/index.php/clawsjournal/article/view/24>

RACINE, Jean-Luc, «26. Pakistan, le rôle trouble de l'ISI», Bertrand Badie, Qui gouverne le monde ? , La Découverte, 2018, p.308-315 (consulté le 23 avril 2022). <https://doi.org/10.3917/dec.badie.2018.01.0308>

Reuters Staff, «Pakistan to send troops to Saudi Arabia to train and advise», Reuters, 16 février 2018 (consulté le 27 avril 2022). <https://www.reuters.com/article/us-pakistan-saudi/pakistan-to-send-troops-to-saudi-arabia-to-train-and-advise-idUSKCN1G00YI>

ULLAH SHAH, Shafaat, «Pakistan and United Nations Peacekeeping: Experiences and Opportunities», ISAS Working Paper No. 330, 28 juillet 2020 (consulté le 9 mai 2022). <https://www.isas.nus.edu.sg/wp-content/uploads/2020/07/330.pdf>

WALDMAN, Matt, « The Sun in the Sky: the relationship between Pakistan's ISI and Afghan insurgents », Crisis States Discussion Papers, 12 juin 2010 (consulté le 24 mars 2022). <https://www.files.ethz.ch/isn/117472/dp%2018.pdf>

WARAICH, Omar, «Pakistan's Spies Elude Its Government», Time, 31 Juillet 2008 (consulté le 12 mai 2020). <http://content.time.com/time/world/article/0,8599,1828207,00.html>

« Houthis claim Pak, Iraq mercenaries among hundreds of troops captured during Saudi attack », Business Standard, 30 septembre 2019 (consulté le 30 mai 2022). [https://www.business-standard.com/article/news-ani/houthis-claim-pak-iraq-mercenaries-among-hundreds-of-troops-captured-during-saudi-attack-119093000046\\_1.html](https://www.business-standard.com/article/news-ani/houthis-claim-pak-iraq-mercenaries-among-hundreds-of-troops-captured-during-saudi-attack-119093000046_1.html)

« Le général Zia Ur Rehman, du Pakistan, commandant de la force de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental », Secrétariat Général des Nations Unies, 20 février 2019 (consulté le 27 mars 2022). <https://www.un.org/sg/fr/content/sg/personnel-appointments/2019-02-20/major-general-zia-ur-rehman-of-pakistan-force-commander-of-the-united-nations-mission-for-the-referendum-western-sahara-%28minurso%29>

«Pakistan's long journey in keeping peace», The Express Tribune, 24 octobre 2021 (consulté le 4 mai 2022). <https://tribune.com.pk/story/2326178/pakistans-long-journey-in-keeping-peace>

« Preferential trade agreement between the government of the Islamic Republic of Pakistan and the government of the Republic of Indonesia », Ministry of Commerce – Government of Pakistan, 4 septembre 2013 (consulté le 29 mars 2022). [https://www.commerce.gov.pk/wp-content/uploads/pdf/Indonesia\\_Pakistan\\_PTA.pdf](https://www.commerce.gov.pk/wp-content/uploads/pdf/Indonesia_Pakistan_PTA.pdf)

« Taliban chief hides in Pakistan», The Washington Time, 20 novembre 2010 (consulté le 29 avril 2022). <https://www.washingtontimes.com/news/2009/nov/20/taliban-chief-takes-cover-in-pakistan-populace/>

« Where we operate ? », United Nations Peacekeeping, 2021 (consulté le 17 avril 2022). <https://peacekeeping.un.org/en/where-we-operate>

ABI-HABIB, Maria, “Alliance militaire secrète entre la Chine et le Pakistan”, The New York Times, (en ligne), 2018 (consulté le 18 avril 2022) <https://www.nytimes.com/2018/12/19/world/asia/pakistan-china-belt-road-military.html>

AFP-Reuters, “Le Pakistan décrète l'état d'urgence”, Le Parisien, (en ligne), mai 1998 (consulté le 15 avril 2022) <https://www.leparisien.fr/archives/le-pakistan-decrete-l-etat-d-urgence-29-05-1998-2000091417.php>

AFP-Reuters, “Après la victoire des talibans, Washington pourrait reprendre ses distances avec le Pakistan”, L'Express, (en ligne), 2021 (consulté le 18 avril 2022) [https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/apres-la-victoire-des-talibans-washington-pourrait-reprendre-ses-distances-avec-le-pakistan\\_2156934.html](https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/apres-la-victoire-des-talibans-washington-pourrait-reprendre-ses-distances-avec-le-pakistan_2156934.html)

AFZAL, Madija, “1979 : Another embassy under siege”, Brookings, (en ligne), 2019 <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2019/01/24/1979-another-embassy-under-siege/>

M. HATHAWAY, Robert, “Confrontation and Retreat : The U.S. Congress and the South Asian Nuclear”, Arms Control Association, (en ligne), 1976. (consulté le 9 avril 2022) <https://www.armscontrol.org/act/2000-01/confrontation-retreat-us-congress-south-asian-nuclear-tests-key-legislation>

AFZAL, Madija, "Evaluating the Trump administration's Pakistan reset", Brookings, (en ligne), 2020 (consulté le 29 avril 2022) <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/10/26/evaluating-the-trump-administrations-pakistan-reset/>

ALIYEV, Jeyhun, "La Turquie, l'Azerbaïdjan et le Pakistan lancent les exercices militaire conjoints "Trois frères-2021", Agence Anadolu, (en ligne), 2021 (consulté le 20 mars 2022) <https://www.aa.com.tr/fr/politique/la-turquie-lazerba%C3%AFdjan-et-le-pakistan-lancent-les-exercices-militaires-conjoints-trois-fr%C3%A8res-2021-/2362917>

ANNAN, Kofi, "Le secrétaire général déplore le sixième essai nucléaire du Pakistan et offre d'aider le Pakistan et l'Inde à engager un dialogue constructif", Communiqué de presse, (en ligne), mai 1998 (consulté le 10 avril 2022) <https://www.un.org/press/fr/search/content/les%20biens%20culturels?page=2926>

Army technology, "Pakistan test-fires Shaheen-III surface to surface ballistic missile", 2021

U.S. Congress, "Enhanced Partnership with Pakistan Act", (en ligne), 111th Congress, 2009 (consulté le 10 avril 2022) <https://www.army-technology.com/news/pakistan-test-fires-shaheen-iii-surface-to-surface-ballistic-missile/>

Commission de la défense nationale et des forces armées,, "Rapport d'information sur la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs", Assemblée Nationale, (en ligne), 2000 (consulté le 12 avril 2022) <https://www.assemblee-nationale.fr/11/rap-info/i2788.asp>

GUTMANN, Raphaël, "Le choix controversé du nucléaire en Inde", Études, p. 151, (en ligne), 2011 (consulté le 12 avril 2022) <https://www.cairn.info/revue-etudes-2011-9-page-151.htm>

LAGNEAU, Laurent, "Le Pakistan envisage l'acquisition de 8 sous-marins auprès de la Chine", Opex360, (en ligne), 2015 (consulté le 15 mars 2022) <http://www.opex360.com/2015/04/07/le-pakistan-envisage-lacquisition-de-8-marins-aupres-de-la-chine/>

LAVOY, Peter, "A conversation with Gen. Khalid Kidwai", Carnegie International nuclear policy conference, (en ligne), 2015 (consulté le 19 avril 2022) <https://carnegieendowment.org/2015/03/23/conversation-with-gen.-khalid-kidwai-pub-58885>

Le Marin, "Le Pakistan démarre la construction de son premier sous-marin autochtone", (en ligne), 2021 (consulté le 12 avril 2022) <https://lemarin.ouest-france.fr/secteurs-activites/defense/41952-le-pakistan-demarre-la-construction-de-son-premier-sous-marin>

LOUVEL, Aurélien, "Les rapports biaisés dans la prolifération nucléaire", Ecole de Guerre Economique, (en ligne), 2020 (consulté le 12 mars 2022) <https://www.ege.fr/infoguerre/2020/11/rapports-de-force-biaises-proliferation-nucleaire>

MUZAFFAR, Maroosha, "Taliban have broken "the shackles of slavery's", says Pakistan PM Imran Khan", Independent, (en ligne), 2021 (consulté le 13 avril 2022) <https://www.independent.co.uk/asia/south-asia/taliban-pakistan-imran-khan-afghanistan-b1903821.html>

New York Times, « Pakistan-China belt road military », (en ligne), décembre 2018 (consulté le 19 avril 2022) <https://www.nytimes.com/2018/12/19/world/asia/pakistan-china-belt-road-military.html>

ParsToday, "Océan Indien : coopération Russie/Pakistan", (en ligne), 2018 (consulté le 12 février 2022) [https://parstoday.com/fr/news/world-i69084-oc%C3%A9an\\_indien\\_coop%C3%A9ration\\_russie\\_pakistan](https://parstoday.com/fr/news/world-i69084-oc%C3%A9an_indien_coop%C3%A9ration_russie_pakistan)

RACINE, Jean-Luc, "La communication dans le domaine de la "dissuasion stratégique" : le cas de l'Inde et du Pakistan", Fondation pour la recherche stratégique, (en ligne), 2017 (consulté le 6 mars 2022) <https://www.frstrategie.org/publications/notes/communication-dans-domaine-dissuasion-strategique-cas-inde-et-pakistan-2019>

SCHU, Adrien, "Les turpitudes d'un mariage sans amour : une analyse historique et prospective de la relation pakistano-américaine", *Politique américaine*, (en ligne), 2013, p. 73 (consulté le 11 avril 2022) <https://www.cairn.info/revue-politique-americaine-2013-2-page-73.htm>

SCHMIDT, Doris, "Le rapprochement de la Russie avec le Pakistan : une convergence d'intérêts", *Iris Sup'*, (en ligne), 2020 (consulté le 1 avril 2022) <https://www.iris-sup.org/le-rapprochement-de-la-russie-avec-le-pakistan-une-convergence-dinterets/>

SHARMA, Pranay, "L'alliance Chine-Pakistan en Afghanistan inquiète l'Inde", *South China Morning Post*, (en ligne), 2021 (consulté le 12 avril 2022) <https://www.revueconflits.com/scmp-alliance-chine-pakistan-afghanistan/>

SHARIF, Nawaz, "Statement by PM, at the General Debate of the 71st Session of the UN General Assembly", Prime Minister's office, (en ligne), septembre 2016 (consulté le 2 avril 2022) <https://news.un.org/en/story/2016/09/539892-competition-between-countries-posing-serious-threats-peace-prime-minister>

« Suo Moto Statement by Prime Minister Shri Atal Bihari Vajpayee in Parliament », 27 mai 1998 et GOI, « Paper laid on the table of the House on Evolution of India's Nuclear Policy », 27 mai 1998. (consulté le 12 avril 2022)

Racine, J.-L. (2015) 'Le paradigme stratégique pakistanais au piège des paramètres religieux', *Les Champs de Mars*, 26(1), pp. 82–96.

2022 Military Strength Ranking. *Global Fire Power* (en ligne). 2022 (consulté le 17 avril 2022). <https://www.globalfirepower.com/countries-listing.php>

ABBAS, Ali. *The Soft Power Of Pakistan*. *Eurasia review* (en ligne). 10 décembre 2020 (consulté le 7 février 2022). <https://www.eurasiareview.com/10122020-the-soft-power-of-pakistan-oped/>

ABBASI, Kashif. *NA panel approves bill against intentional disrespect for forces*. *Dawn* (en ligne). 8 avril 2021 (consulté le 18 mars 2022). <https://www.dawn.com/news/1617040>

ALI, Sheharyar. *Where Do Pakistan-US Relations Go From Here?*. *The diplomat* (en ligne). 12 avril 2022 (consulté le 20 avril 2022). <https://thediplomat.com/2022/04/where-do-pakistan-us-relations-go-from-here/>

ALI, Zulfiqar. *The political influence of Pakistan's powerful army*. *BBC News* (en ligne). 18 août 2018 (consulté le 5 mars 2022). <https://www.bbc.com/news/av/world-asia-45225923>

12-17 octobre 1999 - *Pakistan, Coup d'Etat militaire*. *Encyclopædia Universalis* (en ligne). Date inconnue (consulté le 15 mars 2022). <https://www.universalis.fr/evenement/12-17-octobre-1999-coup-d-etat-militaire/>

Le général Yahia Khan fait appliquer avec rigueur la loi martiale au Pakistan. *Le Monde* (en ligne). 27 mars 1969 (consulté le 24 février 2022). [https://www.lemonde.fr/archives/article/1969/03/27/le-general-yahia-khan-fait-appliquer-avec-rigueur-la-loi-martiale-au-pakistan\\_2434919\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1969/03/27/le-general-yahia-khan-fait-appliquer-avec-rigueur-la-loi-martiale-au-pakistan_2434919_1819218.html)

AYOUB, Mohammed. *Pakistan's constitutional crisis could lead to military rule*. *Australian Strategic Policy Institute* (en ligne). 4 avril 2022 (consulté le 10 avril 2022). <https://www.aspstrategist.org.au/pakistans-constitutional-crisis-could-lead-to-military-rule/>

BENOIT, Justine. *L'armée, acteur clé des législatives au Pakistan*. *La Croix* (en ligne). 25 juillet 2018 (consulté le 5 février 2022). <https://www.la-croix.com/Monde/Asie-et-Oceanie/Larmee-acteur-cle-legislatives-Pakistan-2018-07-25-1200957543>

BOSE, Sarmila. *Anatomy of Violence : Analysis of Civil War in East Pakistan in 1971*, *Economic and Political Weekly* (Special Articles), 8 octobre 2005 (consulté le 13 mars 2022).

BRETAGNE, Marine. L'UNMOGIP (United Nations Military Observer Group in India and Pakistan) : une preuve de l'impuissance de la communauté internationale dans la résolution des conflits ?. Sorbonne ONU (en ligne). 16 novembre 2020 (consulté le 9 mars 2022). <http://www.isd.sorbonneonu.fr/blog/lunmogip-united-nations-military-observer-group-in-india-and-pakistan-une-preuve-de-limpuissance-de-la-communaute-internationale-dans-la-resolution-des-conflits/>

CODRON, Jérémie. Pakistan et Bangladesh, deux pays frères ? Le poids de l'histoire dans les représentations bangladaises du Pakistan, *Outre-Terre*, vol. 24, no. 1, 2010, pp. 91-102 (consulté le 13 mars 2022), aussi disponible sur <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2010-1-page-91.htm>

Conseil de Sécurité des Nations Unies, résolution 303, 06/12/1971.

Conseil de Sécurité des Nations Unies, résolution 307, 21/12/1971.

Dépenses militaires (% du PIB) - Pakistan. La Banque Mondiale (en ligne). 2020 (consulté le 20 février 2022). <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/MS.MIL.XPND.GD.ZS?end=2020&locations=PK&start=1960&view=chart>

DURAND-DASTES, François ; ETIENNE, Gilbert ; JAFFRELOT, Christophe ; MENNESSIER, Guy. Pakistan. Encyclopædia Universalis (en ligne). Date inconnue (consulté le 13 avril 2022). <https://www.universalis.fr/encyclopedie/pakistan/2-histoire-et-vie-politique/>

ETIENNE, Gilbert. ZIA UL HAQ Mohammed (1924-1988). Encyclopædia Universalis (en ligne). Date inconnue (consulté le 16 mars 2022). <https://www.universalis.fr/encyclopedie/mohammed-zia-ul-haq/>

GARAUDE, Pauline. Quelle place pour la démocratie dans une oligarchie militaire ?, *Les Cahiers de l'Orient*, vol. 98, no. 2, 2010, pp. 9-17 (consulté le 27 février 2022), aussi disponible sur <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2010-2-page-9.htm>

Global Soft Power Index (en ligne). Brand Finance Brandirectory. 2022 (consulté le 16 avril 2022). <https://brandirectory.com/globalsoftpower/download/brand-finance-global-soft-power-index-2021.pdf>

GUILLARD, Olivier. Pakistan : l'avenir politique d'Imran Khan en question. *Asialyst* (en ligne). 11 juillet 2020 (consulté le 5 avril 2022). <https://asialyst.com/fr/2020/07/11/pakistan-avenir-politique-imran-khan-en-question/>

GUILLARD, Olivier. Inde-Pakistan : à l'ONU, Modi et Khan, deux visions de l'Afghanistan. *Asialyst* (en ligne). 5 octobre 2021 (consulté le 14 avril 2022). <https://asialyst.com/fr/2021/10/05/inde-pakistan-onu-imran-khan-narendra-modi-deux-visions-afghanistan/>

HAMZA TANVIR, Muhammad. The Rationale and Significance for Soft Power in Pakistan. *Paradigm Shift* (en ligne). 2 juin 2021 (consulté le 1er février 2022). <https://www.paradigmshift.com.pk/soft-power-pakistan/>

HAWTHORNE, Emily. Pakistan Asserts Its Place in the Muslim World. *Ranetwork* (en ligne). 10 mai 2021 (consulté le 15 avril 2022). <https://enterprise.ranetwork.com/core/article/analysis/pakistan-asserts-its-place-muslim-world>

JAFFRELOT, Christophe. *A History of Pakistan and Its Origins*. Anthem Press, 28 septembre 2004 (consulté le 16 mars 2022).

JAFFRELOT, Christophe. Les 7 leçons à retenir de la crise indo-pakistanaise. *Institut Montaigne* (en ligne). 6 mars 2019 (consulté le 23 février 2022). <https://www.institutmontaigne.org/blog/les-7-lecons-retenir-de-la-crise-indo-pakistanaise>

JAMAL, Umair. All Eyes on Supreme Court as Pakistan's Political Crisis Deepens. *The Diplomat* (en ligne). 4 avril 2022 (consulté le 10 avril 2022). <https://thediplomat.com/2022/04/all-eyes-on-supreme-court-as-pakistans-political-crisis-deepens/>

KHAN, Ilyas. Operation Gibraltar: The Pakistani troops who infiltrated Kashmir to start a rebellion. BBC News (en ligne). 5 septembre 2015 (consulté le 4 février 2022). <https://www.bbc.com/news/world-asia-34136689>

La Voix Collective du Monde Musulman (en ligne). Organisation de la Coopération Islamique. 2022 (consulté le 15 avril 2022). [https://www.oic-oci.org/page/?p\\_id=116&p\\_ref=26&lan=fr](https://www.oic-oci.org/page/?p_id=116&p_ref=26&lan=fr)

LICOURT, Julien. Cachemire: un conflit vieux de 70 ans entre l'Inde et le Pakistan. Le Figaro (en ligne). 6 août 2019, mis à jour le 6 août 2019 (consulté le 27 février). <https://www.lefigaro.fr/international/cachemire-un-conflit-vieux-de-70-ans-entre-l-inde-et-le-pakistan-20190806>

Pakistan : l'un des plus anciens contributeurs au maintien de la paix de l'ONU (en ligne). ONU. Date non connue (consulté le 22 mars 2022). <https://news.un.org/fr/gallery/339891>

Pays contributeurs en soldats et policiers (en ligne). ONU. 2022 (consulté le 17 avril 2022). <https://peacekeeping.un.org/fr/troop-and-police-contributors>

PILLET, Claude. Bangladesh : brève histoire de son indépendance – notice. Site littéraire André Malraux (en ligne). 5 janvier 2011 (consulté le 26 février 2022). <https://malraux.org/bangladeshb/>

RACINE, Jean-Luc. Le Pakistan après le coup d'Etat militaire - Sortie de crise, enlèvement ou radicalisation ? Persée (en ligne). 2000 (consulté le 25 février 2022). [https://www.persee.fr/doc/criti\\_1290-7839\\_2000\\_num\\_7\\_1\\_1556](https://www.persee.fr/doc/criti_1290-7839_2000_num_7_1_1556)

SHAHZAD, Asif. Pakistan opposition urges end to military 'interference' in politics. Reuters (en ligne). 21 septembre 2020 (consulté le 19 février 2022). <https://www.reuters.com/article/us-pakistan-politics-military-idUSKCN26C1MF>

SIDDIQA, Ayesha. Pakistan : le pouvoir des militaires. Outre-Terre, vol. 24, no. 1, 2010, pp. 235-240, aussi disponible sur <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2010-1-page-235.htm>

SMITH, David. Civil-Military Relations in Pakistan: Positive Evolution or More of the Same?. Stimson (en ligne). 4 février 2020 (consulté le 4 mars 2022). <https://www.stimson.org/2020/civil-military-relations-in-pakistan-positive-evolution-or-more-of-the-same/>

VANDAMME, Dorothée. Afghanistan : pourquoi le Pakistan a un rôle important dans l'arrivée au pouvoir des talibans. Le Journal du Dimanche (en ligne). 16 septembre 2021, mis à jour le 16 septembre 2021 (consulté le 16 février 2022). <https://www.lejdd.fr/International/afghanistan-pourquoi-le-pakistan-a-un-role-important-dans-larrivee-au-pouvoir-des-talibans-4066894>

National centre for cyber security, « NCCS objectives », NCCS Islamabad, Pakistan 2022 <https://www.nccs.pk/>

Cyber Security of Pakistan, « What we do? », 2022 <https://csop.pk/>

Saeed Hasan Khan, "Pakistan: Government forges ahead with enhancing cybersecurity and digitalization", April 2021 <https://www.dataguidance.com/opinion/pakistan-government-forges-ahead-enhancing>

Ministry of Information technology & communication, "NATIONAL CYBER SECURITY POLICY", Government of Pakistan, July 2021

ITU, "Global Cybersecurity Index (GCI)", 2018 [https://www.itu.int/dms\\_pub/itu-d/opb/str/D-STR-GCI.01-2021-PDF-E.pdf](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/str/D-STR-GCI.01-2021-PDF-E.pdf)

Partage de l'eau entre l'Inde, le Bangladesh et le Pakistan, Pierre MARIE, 2004 (consulté le 10 mai 2022) [https://www.oieau.org/eaudoc/system/files/documents/39/195745/195745\\_doc.pdf](https://www.oieau.org/eaudoc/system/files/documents/39/195745/195745_doc.pdf)

Social Media and Cyber Crimes in Pakistan: Facts, Propaganda, Awareness, and Legislation, Asad MUNIR et Ghulam SHABIR, 2018 (consulté le 1er juin 2022) <https://www.gprjournal.com/jadmin/Auther/31rvlola2LALJouq9hkR/faOnWhScvR.pdf>

Emerging cyber warfare threats to Pakistan, Basma KHALIL, <https://thesvi.org/emerging-cyber-warfare-threats-to-pakistan/> (consulté le 15 mars 2022)

How Pakistan brought cyber war to Kashmir, Abhinav PANDYA, 2017 (consulté le 10 mai 2022) <https://nationalinterest.org/blog/techland-when-great-power-competition-meets-digital-world/how-pakistan-brought-cyberwar-kashmir>

Analysis of indus water treaty, Docteur Nabhit KAPUR, 2022 (consulté le 27 mai 2022) <https://timesofindia.indiatimes.com/readersblog/dr-nabhit-kapur/analysis-of-indus-water-treaty-41379/>

India cannot satisfy Pakistan enough without reworking the Indus Water Treaty, Brahma CHELLANEY, 2019 (consulté le 1er juin 2022) <https://theprint.in/opinion/india-cannot-satisfy-pakistan-enough-without-reworking-the-indus-water-treaty/181167/>

The emerging threat of Indian cyber warfare against Pakistan, Aneeqa Safdar, 2020 (consulté le 15 mars 2022) <https://casstt.com/post/the-emerging-threat-of-indian-cyber-warfare-against-pakistan/246>

Cyber warfare between Pakistan and India : Implications for the Region, Ghulam Mustafa, 2020 (consulté le 15 mars 2022) [https://www.researchgate.net/publication/347409992\\_Cyber\\_Warfare\\_Between\\_Pakistan\\_and\\_India\\_Implications\\_for\\_the\\_Region](https://www.researchgate.net/publication/347409992_Cyber_Warfare_Between_Pakistan_and_India_Implications_for_the_Region)

Significant cyber incidents, <https://www.csis.org/programs/strategic-technologies-program/significant-cyber-incident>

Cyber security and risky behaviors in a developing country context : a Pakistani perspective, Naurin Farooq Khan, 2022 (consulté le 1er juin 2022) <https://link.springer.com/article/10.1057/s41284-022-00343-4>

Pakistan new cybercrime law threatens to stifle social media dissent, Shamil SHAMS, <https://www.dw.com/en/pakistan-new-cybercrime-law-threatens-to-stifle-social-media-dissent/a-60899561>

Pakistan has opened a fake news factory to target India, Mohit SHARMA, 2021 (consulté le 15 mars 2022) <https://www.indiatoday.in/india/story/pakistan-fake-news-factory-target-india-youtube-propaganda-1890532-2021-12-21>

How misinformation on WhatsApp led to a mob killing in India, Elyse SAMUELS, 2020 (consulté le 10 mai 2022) <https://www.washingtonpost.com/politics/2020/02/21/how-misinformation-whatsapp-led-deathly-mob-lynching-india/>

Réseaux sociaux : statistiques et chiffres clés (2022), 2022 (consulté le 15 mars 2022) <https://www.sales-hacking.com/post/statistiques-reseaux-sociaux>

Les chiffres clés d'Internet et des réseaux sociaux dans le monde en octobre 2021, Alexandra PATARD, 2021 (consulté le 15 mars 2022) <https://www.blogdumoderateur.com/chiffres-internet-reseaux-sociaux-mobile-monde-octobre-2021/>